



**Conférence des Parties agissant comme
réunion des Parties au Protocole de Kyoto**

Dix-neuvième session

Bakou, 11-22 novembre 2024

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Questions relatives au Fonds pour l'adaptation

**Conférence des Parties agissant comme réunion
des Parties à l'Accord de Paris**

Sixième session

Bakou, 11-22 novembre 2024

Point 11 g) de l'ordre du jour provisoire

Questions relatives au financement

Questions relatives au Fonds pour l'adaptation

Rapport du Conseil du Fonds pour l'adaptation

Note du Président du Conseil du Fonds pour l'adaptation*

Résumé

Le présent rapport a été établi comme suite à la décision [1/CMP.3](#) par laquelle le Conseil du Fonds pour l'adaptation a été prié de faire rapport sur ses activités à chaque session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP). Il contient des informations portant sur la période allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024, notamment sur les progrès accomplis par le Fonds pour l'adaptation, en particulier en ce qui concerne la réalisation des tâches qui lui ont été confiées par la CMP et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA), et sur les décisions et les dispositions prises par le Conseil du Fonds, dont la CMP et la CMA sont invitées à prendre note, selon qu'il conviendra. Un additif portant sur la période allant du 1^{er} juillet au 11 octobre 2024 sera publié après la quarante-troisième réunion du Conseil.

* La version originale du présent document a été soumise aux services de conférence après la date prévue, car la compilation des informations a pris plus de temps que prévu.



Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes	4
I. Introduction	5
A. Mandat	5
B. Objet du rapport.....	5
II. Recommandations concernant les mesures que pourraient prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa dix-neuvième session et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l’Accord de Paris à sa sixième session.....	5
III. Activités menées pendant la période considérée	7
A. Élection du (de la) Président(e) et du (de la) Vice-Président(e) du Conseil du Fonds pour l’adaptation.....	8
B. Composition du Conseil du Fonds pour l’adaptation.....	8
C. Réunions du Conseil du Fonds pour l’adaptation en 2024.....	8
D. Ressources du fonds d’affectation spéciale du Fonds pour l’adaptation.....	8
E. Plan de travail du Conseil du Fonds pour l’adaptation	8
F. Budget du Conseil du Fonds pour l’adaptation, du secrétariat et de l’administrateur	9
G. Accréditation des entités d’exécution	9
H. Comités du Conseil du Fonds pour l’adaptation.....	9
I. Décisions de financement relatives à des projets et programmes d’adaptation	10
J. Suivi du portefeuille	11
K. Stratégie à moyen terme (2023-2027).....	12
L. Évaluation du Fonds pour l’adaptation	18
M. Participation à des réunions et à d’autres manifestations.....	19
N. Communications	19
O. Empreinte carbone du Fonds d’adaptation.....	19
IV. Appui apporté au Conseil du Fonds pour l’adaptation pour l’exécution de son mandat	19
V. Fonds pour l’adaptation et Accord de Paris	21
VI. Complémentarité et cohérence avec d’autres fonds pour le climat, et liens opérationnels et relations entre le Fonds pour l’adaptation et d’autres organes relevant de la Convention	23
Annexes	
I. Adaptation Fund Board members and alternate members as at 30 June 2024	26
II. Approved and actual budget for fiscal year 2024 and approved budget for fiscal year 2025 for the Adaptation Fund Board and its secretariat, for the Technical Evaluation Reference Group of the Adaptation Fund and its secretariat, and for the trustee	27
III. Accredited implementing entities.....	28
IV. Participation in meetings and events during the reporting period	30
V. Examples of gender-sensitive and -responsive interventions in Adaptation Fund projects approved during the reporting period.....	32
VI. Communications	33

VII.	Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board between 1 July 2023 and 30 June 2024	35
VIII.	Status of the portfolio of the Adaptation Fund	42
IX.	Response of the Adaptation Fund Board to the guidance of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its eighteenth session and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement at its fifth session.....	58
X.	Aggregation of actual results of completed Adaptation Fund projects across fund indicators	66
XI.	Financial report of the Adaptation Fund Trust Fund as at 30 June 2024, prepared by the trustee: supplemental report to the Adaptation Fund Board report to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement.....	67

Abréviations et acronymes

AFCIA	Accélérateur d'innovation climatique du Fonds pour l'adaptation
CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
CMP	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto
COP	Conférence des Parties
CRTC	Centre-Réseau des technologies climatiques
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FVC	Fonds vert pour le climat
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
Partie non visée à l'annexe I	Partie non visée à l'annexe I de la Convention
Partie visée à l'annexe I	Partie visée à l'annexe I de la Convention
PFG**	Subvention pour l'élaboration de projets
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement

** Abréviations utilisées uniquement dans les tableaux.

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa septième session, la Conférence des Parties (COP) a décidé de créer le Fonds pour l'adaptation (ci-après le « Fonds »)¹. À sa troisième session, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) a décidé que l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du Fonds serait le Conseil du Fonds pour l'adaptation (ci-après le « Conseil »), appuyé par un secrétariat et un administrateur².

2. À sa troisième session, la CMP a demandé au Conseil de lui faire rapport de ses activités à chacune de ses sessions. Elle a invité le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à fournir des services de secrétariat au Conseil, et la Banque mondiale à remplir les fonctions d'administrateur du Fonds, à titre provisoire dans les deux cas³.

3. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA), à sa première session, et la CMP, à sa quatorzième session, ont décidé que le Fonds concourrait à l'application de l'Accord de Paris en suivant les directives de la CMA et qu'il rendrait compte à celle-ci pour toutes questions relatives à l'Accord de Paris, à compter du 1^{er} janvier 2019. À sa quatorzième session, la CMP a en outre décidé que le Fonds ne concourrait plus à l'application du Protocole de Kyoto une fois que la part des fonds visée au paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris serait disponible⁴.

B. Objet du rapport

4. Le présent rapport contient des informations détaillées sur les progrès accomplis par le Fonds, en particulier dans l'exécution des tâches qui lui ont été confiées par la CMP et la CMA, ainsi que des recommandations concernant les mesures que ces organes directeurs devraient prendre, selon qu'il conviendra. Sauf indication contraire, le présent rapport porte sur la période allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024.

II. Recommandations concernant les mesures que pourraient prendre la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à sa dix-neuvième session et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa sixième session

5. La CMP et la CMA souhaiteront peut-être prendre note de la suite donnée par le Conseil aux orientations formulées par la CMP à sa dix-huitième session⁵ et par la CMA à sa cinquième session⁶ (voir l'annexe IX).

6. Le Conseil invite la CMP et la CMA à prendre note des chiffres, mesures et décisions clefs se rapportant à la période considérée qui sont présentés ci-après :

¹ Décision 10/CP.7, par. 1.

² Décision 1/CMP.3, par. 3.

³ Décision 1/CMP.3, par. 5 l), 19 et 23.

⁴ Décisions 13/CMA.1, par. 1 à 3 et 5, et 1/CMP.14, par. 1 à 3.

⁵ Décision 3/CMP.18.

⁶ Décision 12/CMA.5.

a) Le Conseil a poursuivi l'application de la deuxième stratégie à moyen terme du Fonds, qui porte sur la période 2023-2027⁷, conformément au plan d'application y afférent⁸ :

i) Il a créé un nouveau mécanisme de financement à plusieurs guichets en faveur de l'adaptation pilotée au niveau local, en associant au guichet visant à faciliter l'accès direct un guichet destiné aux projets et programmes nationaux soutenant l'adaptation pilotée au niveau local ;

ii) Il a mis en place un nouveau programme d'agrégation mondial permettant à des entités non accréditées d'obtenir des subventions de faible montant pour des projets et des programmes d'adaptation dirigés par les communautés locales et a créé un nouveau guichet de financement pour les projets et programmes régionaux soutenant l'adaptation pilotée au niveau local ;

iii) Il a approuvé des fonds et des partenaires d'exécution supplémentaires pour le programme d'agrégation mondial dans le cadre du mécanisme d'innovation du Fonds ;

iv) Il a porté à 500 000 dollars des États-Unis (ci-après « dollars ») le montant des subventions pour l'apprentissage ;

v) Il a proposé l'option consistant à regrouper des subventions à l'innovation de faible montant avec des subventions pour l'apprentissage pour un montant total de 750 000 dollars ;

vi) Il a mis au point des cours en ligne sur l'intégration des questions de genre dans la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des projets ;

vii) Il a accru l'appui à la préparation et au renforcement des capacités en augmentant le montant des subventions pour l'élaboration de projets pour tous les projets et programmes et en prévoyant un complément pour les projets d'adaptation dirigés par les communautés locales ;

viii) Il a facilité l'échange de connaissances et l'apprentissage concernant les mesures d'adaptation efficaces en élaborant et en diffusant des supports de connaissance et des publications sur des domaines et des thèmes pertinents et en menant d'autres activités d'apprentissage ;

ix) Il a décidé d'analyser la situation au regard des différents plafonds de financement et d'étudier les possibilités de modifier ces plafonds ;

x) Il a décidé de mettre à jour et de renforcer le cadre de résultats stratégiques du Fonds, en accord avec la deuxième stratégie à moyen terme, et de faire en sorte qu'il soit rendu compte des résultats des projets financés par le Fonds, conformément à l'objectif mondial en matière d'adaptation ;

xi) Il a créé le statut d'« observateur actif de la société civile » et a poursuivi l'élaboration de lignes directrices visant à renforcer la participation de la société civile ;

xii) Il a continué d'appliquer la version actualisée de la politique relative aux questions de genre et du plan d'action en matière d'égalité des sexes du Fonds⁹, notamment en élaborant le premier cours en ligne du Fonds sur la prise en compte des questions de genre¹⁰ pour renforcer la capacité des entités d'exécution d'élaborer des projets d'adaptation tenant compte des questions de genre ;

⁷ Disponible à l'adresse suivante : www.adaptation-fund.org/document/medium-term-strategy-2023-2027/.

⁸ Décision B.40/72 du Conseil. Le plan d'application de la deuxième stratégie à moyen terme qui a été approuvé figure dans l'annexe du document AFB/B.40/5/Rev.1 et est disponible à l'adresse suivante : www.adaptation-fund.org/document/implementation-plan-for-medium-term-strategy-of-the-fund-for-the-period-2023-2027/.

⁹ Voir www.adaptation-fund.org/document/opg-annex4-gender-policy/. La politique et le plan d'action actualisés en matière d'égalité des sexes du Fonds sont disponibles en anglais, en espagnol et en français.

¹⁰ Disponible à l'adresse suivante : www.adaptation-fund.org/document/gender-mainstreaming-e-course/.

- xiii) Il a décidé d'élaborer et d'adopter une politique du Fonds portant exclusivement sur l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels comme suite aux décisions prises par la CMP à sa dix-septième session et par la CMA à sa quatrième session¹¹ ;
- xiv) Il a mis à jour la politique de l'environnement et de protection sociale du Fonds ;
- xv) Il a continué d'accroître la complémentarité et la cohérence du Fonds et des autres fonds pour le climat afin d'améliorer l'accès au financement de l'action climatique et de resserrer les liens entre le Fonds et les autres organes constitués au titre de la Convention ;
- xvi) Il a établi un rapport annuel sur l'empreinte carbone des activités de son secrétariat ;
- xvii) Il a poursuivi l'examen du règlement intérieur du Fonds afin de s'assurer que ce dernier concourt à l'application de l'Accord de Paris ;
- b) Le Conseil a fixé à 300 millions de dollars l'objectif de mobilisation des ressources pour 2024, ressources qui devraient provenir d'un plus grand nombre de contributeurs qu'en 2023 ;
- c) Le Conseil a appliqué avec succès une procédure améliorée de soumission des propositions destinée à accélérer la soumission et l'examen en continu des propositions, dont le nombre ne cesse d'augmenter ;
- d) Les recettes cumulées du fonds d'affectation spéciale du Fonds ont atteint 1 827,14 millions de dollars ; 215,83 millions de dollars provenaient de la monétisation d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE), 1 489,88 millions de dollars de contributions volontaires et 121,43 millions de dollars du revenu des placements du solde du fonds d'affectation spéciale ;
- e) Au cours de la période considérée, les entrées de trésorerie se sont chiffrées à 309,94 millions de dollars, dont 0,91 million de dollars provenant de la monétisation des IRCE, 256,92 millions de dollars de contributions volontaires et 52,11 millions de dollars du revenu de placements ;
- f) Les montants restant à recevoir au titre d'accords de contribution signés et d'annonces de contribution équivalaient à 64,05 millions de dollars et 98,78 millions de dollars, respectivement ;
- g) Un montant de 489,70 millions de dollars était disponible pour de nouveaux financements ;
- h) Le montant cumulé des projets et programmes approuvés a augmenté de 15,4 %, pour atteindre 1 224,5 millions de dollars ;
- i) La valeur des projets et des programmes en attente d'approbation a augmenté de 8,8 % par rapport à la période précédente, pour atteindre 412,05 millions de dollars ;
- j) Le Conseil a accrédité une nouvelle entité d'exécution multilatérale et réaccrédité trois entités d'exécution, ce qui donne un total de 56 entités d'exécution accréditées, soit 32 entités nationales, 9 entités régionales et 15 entités multilatérales.

III. Activités menées pendant la période considérée

7. Le Conseil a tenu ses quarante et unième (12 et 13 octobre 2023) et quarante-deuxième (18 et 19 avril 2024) réunions en présentiel à Bonn (Allemagne). Les ordres du jour annotés (y compris la documentation de fond sur les points de l'ordre du jour) et les rapports détaillés des réunions sont disponibles sur le site Web du Fonds¹².

¹¹ Décisions 4/CMP.17, par. 13, et 18/CMA.4, par. 21.

¹² www.adaptation-fund.org/documents-publications/meeting-documents/.

A. Élection du (de la) Président(e) et du (de la) Vice-Président(e) du Conseil du Fonds pour l'adaptation

8. À sa quarante et unième réunion, le Conseil a élu par consensus Lucas di Pietro (Argentine, Parties non visées à l'annexe I) à sa présidence et, à sa quarante-deuxième réunion, il a élu par consensus Nina Alsen (Allemagne, États d'Europe occidentale et autres États) à sa vice-présidence¹³.

B. Composition du Conseil du Fonds pour l'adaptation

9. Plusieurs membres et membres suppléants du Conseil ont été remplacés à la suite des élections qui ont eu lieu en marge de la vingt-huitième session de la COP et entre les sessions. Une liste des membres et membres suppléants du Conseil figure à l'annexe I. Plusieurs postes restent vacants, aucun nouveau représentant n'ayant été désigné.

C. Réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2024

10. Le Conseil a adopté son calendrier des réunions pour 2024 (voir le tableau ci-après).

Réunions du Conseil du Fonds pour l'adaptation en 2024

<i>Réunion et dates</i>	<i>Lieu</i>
42 ^e réunion, 18 et 19 avril	Bonn
43 ^e réunion, 10 et 11 octobre	Bonn

D. Ressources du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'adaptation

11. Au 30 juin 2024, l'administrateur avait vendu 34,56 millions d'unités de réduction certifiée des émissions, ce qui avait rapporté 215,83 millions de dollars. Le produit de la monétisation de ces unités s'était élevé à 0,91 million de dollars pendant la période considérée, et il restait 12,59 millions d'unités à vendre, conformément aux directives sur le programme de monétisation des unités de réduction certifiée des émissions adoptées par le Conseil¹⁴. Au 30 juin 2024, le montant total transféré aux entités d'exécution par l'administrateur, sur ordre du Conseil, s'établissait à 763,94 millions de dollars (voir l'annexe XI).

12. Un montant de 489,70 millions de dollars était disponible pour de nouveaux financements.

E. Plan de travail du Conseil du Fonds pour l'adaptation

13. À sa quarante-deuxième réunion, le Conseil a adopté son plan de travail pour l'exercice budgétaire 2025^{15, 16}.

¹³ Conformément à la décision [1/CMP.3](#), par. 13.

¹⁴ Document AFB/EFC.8/9 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

¹⁵ Les exercices budgétaires courent du 1^{er} juillet au 30 juin (l'exercice 2025 court donc du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025).

¹⁶ Décision B.42/44 du Conseil. Le plan de travail adopté figure à l'annexe I du document AFB/EFC.33/4 du Conseil.

F. Budget du Conseil du Fonds pour l'adaptation, du secrétariat et de l'administrateur

14. À sa quarante-deuxième réunion, le Conseil a examiné et approuvé les crédits destinés à financer ses activités et celles de son secrétariat, du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds et de l'administrateur jusqu'au 30 juin 2025 (voir l'annexe II)¹⁷. Le montant estimatif des dépenses d'administration du Conseil, de son secrétariat, de sa fonction d'évaluation et de l'administrateur approuvées pour l'exercice budgétaire 2025 s'élève à 15 090 778 dollars, ce qui représente une hausse de 18,6 % par rapport à l'exercice précédent. Le budget approuvé permet de financer l'exécution d'une série d'activités dans le cadre de la stratégie à moyen terme, ainsi que l'évaluation des projets du Fonds et les opérations de l'administrateur.

G. Accréditation des entités d'exécution

15. Le Groupe d'experts de l'accréditation s'est réuni deux fois au cours de la période considérée. Le Conseil a élu Kevin Adams (États-Unis d'Amérique, États d'Europe occidentale et autres États) à la présidence et Naresh Sharma (Népal, pays les moins avancés) à la vice-présidence du Groupe. Ces deux membres du Conseil constituent, avec quatre experts indépendants, le Groupe d'experts de l'accréditation.

16. Le Conseil a examiné les recommandations du Groupe d'experts et a réaccrédité trois entités d'exécution nationales (le Ministère des finances et de la gestion économique des Îles Cook, le Ministère des finances et de la coopération économique de l'Éthiopie et le Fonds d'affectation spéciale pour la préservation de l'environnement au Bhoutan) ainsi qu'une entité d'exécution multilatérale (la Banque européenne pour la reconstruction et le développement). À la fin de la période considérée, on comptait 32 entités d'exécution nationales, dont 10 dans des pays les moins avancés et 7 dans des petits États insulaires en développement, ainsi que 9 entités d'exécution régionales et 15 entités d'exécution multilatérales. Au 30 juin 2024, 19 entités dans des pays les moins avancés et 8 dans des petits États insulaires en développement avaient présenté une demande d'accréditation en tant qu'entité d'exécution nationale. Sur les 56 entités d'exécution accréditées au 30 juin 2024, 39 (21 entités nationales, 6 entités régionales et 12 entités multilatérales) avaient été réaccréditées. Une liste des entités d'exécution accréditées figure à l'annexe III.

H. Comités du Conseil du Fonds pour l'adaptation

17. Le Comité de l'éthique et des finances et le Comité d'examen des programmes et projets se sont réunis deux fois au cours de la période considérée, en marge des quarante et unième et quarante-deuxième réunions du Conseil. À la quarante et unième réunion, Ali Daud Mohamed (Kenya, États d'Afrique) a été élu à la vice-présidence du Comité de l'éthique et des finances et Ahmadou Toure (Guinée, Parties non visées à l'annexe I) a été élu à la présidence du Comité d'examen des programmes et projets. À la quarante-deuxième réunion, Frida Jangsten (Suède, États d'Europe occidentale et autres États) a été élue à la présidence du Comité de l'éthique et des finances et Sylviane Bilgischer (Belgique, États d'Europe occidentale et autres États) a été élue à la vice-présidence du Comité d'examen des programmes et projets.

18. Après examen, le Comité de l'éthique et des finances a adressé au Conseil des recommandations sur les sujets suivants : le rapport annuel sur les résultats du Fonds pour l'exercice budgétaire 2023 ; l'approche à appliquer en ce qui concerne le cahier des charges de l'évaluation globale du Fonds et de l'examen à mi-parcours de la deuxième stratégie à moyen terme ; le plan de travail et le budget d'administration du Conseil, de son secrétariat, de sa fonction d'évaluation et de l'administrateur pour l'exercice budgétaire 2025 ; l'application de la politique d'évaluation du Fonds, qui s'accompagne d'une nouvelle série de notes d'orientation ; les rapports de la présidente du Groupe technique de référence pour

¹⁷ Décision B.40/65 du Conseil.

les questions d'évaluation du Fonds. Durant l'examen, le Comité a fait des observations concernant les demandes de modification de projets approuvés, ce qui a conduit à évaluer les lacunes des règles applicables actuellement aux projets approuvés. En outre, il a examiné le deuxième programme de travail pluriannuel et le mandat du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds, l'évaluation rapide du Fonds, les mesures prises par la direction comme suite à cette évaluation et l'évaluation thématique de la procédure d'accréditation du Fonds et a adressé des recommandations au Conseil sur ces points.

19. À la fin de la période considérée, le Comité d'examen des programmes et projets avait passé en revue 20 ébauches et 21 propositions complètes de projets nationaux, soit 41 projets potentiels, ainsi que 4 ébauches préliminaires, 6 ébauches et 3 propositions complètes de projets et programmes régionaux (multinationaux), soit 13 projets et programmes potentiels. En outre, il avait examiné cinq propositions complètes de subvention visant à faciliter l'accès direct, deux notes de cadrage concernant la facilitation de l'accès direct, une proposition complète de grand projet d'innovation, deux notes de cadrage concernant des grands projets d'innovation, trois propositions de subvention de faible montant en faveur de l'innovation et une proposition de subvention pour l'apprentissage.

20. Afin d'améliorer l'efficacité de la procédure d'approbation des projets, le Conseil a continué d'appliquer un cycle d'examen permettant aux entités d'exécution de soumettre à tout moment, à tous les guichets de financement, des propositions de projet ou de programme¹⁸.

I. Décisions de financement relatives à des projets et programmes d'adaptation

21. À ses réunions tenues pendant la période considérée, le Conseil a approuvé 13 propositions nationales, pour un financement total de 100,40 millions de dollars, et une proposition régionale (multinationale), pour un financement de 13,99 millions de dollars (voir l'annexe VII). Les propositions nationales pour lesquelles il a approuvé un financement ou recommandé l'approbation d'un financement concernaient le Belize, le Bénin, le Cambodge, Fidji, la Géorgie, la Libye, le Monténégro, le Nicaragua, le Pérou, la République centrafricaine, la République démocratique populaire lao, l'Uruguay et le Zimbabwe. La seule proposition régionale pour laquelle il a approuvé un financement ou recommandé l'approbation d'un financement dans le cadre du guichet de financement des projets et programmes régionaux concernait la Côte d'Ivoire et le Ghana.

22. À ses réunions tenues pendant la période considérée, le Fonds a approuvé sept ébauches de projet national concernant l'Argentine, l'Arménie, le Honduras, l'Indonésie (deux ébauches), le Mexique et l'Ouzbékistan, pour un montant total de 38,40 millions de dollars. Il a également approuvé quatre demandes de subvention pour l'élaboration de projets qui avaient été soumises par des entités d'exécution nationales, pour un montant total de 195 000 dollars.

23. Dans le cadre du guichet de financement des projets et programmes régionaux, le Conseil a approuvé quatre ébauches de projet d'un montant total de 52,19 millions de dollars concernant les pays suivants : Angola et Namibie ; Bangladesh et Népal ; Costa Rica et Panama ; Antigua-et-Barbuda, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Il a en outre approuvé deux ébauches préliminaires de projet régional, d'un montant total de 27,70 millions de dollars, concernant l'une la Malaisie et les Philippines et l'autre la Guinée, le Kenya et Sao Tomé-et-Principe. Enfin, il a approuvé une subvention de 300 000 dollars destinée à financer l'élaboration de projets dont l'ébauche préliminaire ou l'ébauche avait été approuvée. Les propositions complètes, les ébauches préliminaires et les ébauches approuvées portent sur l'agriculture, la gestion des zones côtières, la réduction des risques de catastrophe et les systèmes d'alerte précoce, la sécurité alimentaire, des projets transversaux, l'aménagement rural, l'urbanification et la gestion de l'eau (y compris la gestion des eaux transfrontières) (voir les figures VII.1 et VII.2).

¹⁸ Décision B.40/59 du Conseil.

24. À sa onzième session, la CMP a demandé au Conseil de lui fournir, dans ses rapports, des renseignements supplémentaires sur la situation du portefeuille de projets du Fonds, qui comprend des projets à différents stades d'avancement¹⁹. Les renseignements demandés figurent à l'annexe VIII.

25. Les besoins de financement et les demandes adressées au Fonds ont continué d'augmenter. La valeur des projets et programmes qui ont été soumis au plus tôt en 2023 mais n'ont pas encore été approuvés s'élevait à 412,05 millions de dollars (voir tableau VIII.3).

26. Comme l'ont suggéré et demandé les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales ayant le statut d'observateur, toutes les propositions de projet et de programme sont publiées sur le site Web du Fonds dès leur réception et les parties intéressées peuvent formuler des observations les concernant par voie électronique. Les observations concernant les propositions soumises au Conseil par l'intermédiaire de son secrétariat²⁰ sont publiées sur le site Web et examinées par le Comité d'examen des programmes et projets.

27. Le Conseil a décidé d'augmenter le montant des subventions destinées à financer l'élaboration des projets. Pour les projets nationaux, le montant disponible est proportionnel à la taille du projet et peut atteindre jusqu'à 150 000 dollars pour les projets d'une valeur égale ou supérieure à 5 millions de dollars. Un complément de 100 000 dollars peut être accordé, au cas par cas, pour les projets d'adaptation dirigés par les communautés locales, afin de faciliter les activités qui aident les acteurs locaux à définir, à hiérarchiser, à concevoir et à mettre en place des mesures d'adaptation. Pour les projets régionaux, le montant disponible dépend du nombre de pays concernés par le projet et est plafonné à 250 000 dollars.

J. Suivi du portefeuille

28. Au 30 juin 2024, 104 pays en développement parties avaient soumis des propositions de projet national (ébauches ou propositions complètes) et, à ce jour, 87 de ces propositions ont été approuvées par le Fonds. Les propositions acceptées ne font pas dépasser le plafond par pays, qui est actuellement de 20 millions de dollars. Sur les 104 pays en développement qui ont soumis des propositions, 49 ont demandé ou obtenu un financement de 10 millions de dollars ou plus et, compte tenu du plafond par pays, 29 d'entre eux ne peuvent plus bénéficier que de 5 millions de dollars ou moins pour de futurs programmes (hors engagements et décaissements, ébauches et propositions complètes soumises depuis 2020).

29. Depuis sa création, le Fonds a approuvé 176 projets d'adaptation concrets. Au 30 juin 2024, 97 projets étaient en cours d'exécution, dont 9 avaient été lancés pendant la période considérée, et 42 projets avaient été achevés, dont 7 pendant la période considérée. Les 37 projets restants sont en cours d'élaboration, à différents stades, et ne sont donc pas encore exécutés (voir l'annexe VIII pour de plus amples renseignements sur la situation du portefeuille de projets du Fonds). À la fin de la période considérée, 770,4 millions de dollars au total avaient été décaissés pour les 176 projets approuvés depuis la création du Fonds, dont 99,60 millions de dollars pendant la période considérée. L'Afrique est la première bénéficiaire des subventions approuvées à ce jour, avec 59 projets représentant 461,6 millions de dollars de subventions (37,9 %) ; viennent ensuite l'Asie et le Pacifique, avec 61 projets représentant 351,8 millions de dollars de subventions (28,9 %), l'Amérique latine et les Caraïbes, avec 42 projets représentant 315,2 millions de dollars de subventions (25,7 %), et l'Europe orientale, avec 9 projets et un financement approuvé de 49,9 millions de dollars de subventions (4,1 %). Cinq programmes d'agrégation mondiaux en faveur de l'innovation, d'un montant total de 40 millions de dollars, sont gérés par des entités d'exécution multilatérales, à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (qui gère un programme en deux phases), l'Organisation des Nations Unies pour le développement

¹⁹ Décision 1/CMP.11, par. 11.

²⁰ Voir www.adaptation-fund.org/contact/.

industriel (ONUDI) et le Programme alimentaire mondial (PAM), et trois programmes administrés par le PNUD, le PNUE et le PAM sont en cours d'exécution.

30. S'agissant des domaines, les subventions ont été accordées, du plus grand montant au plus petit, à des projets concernant : la réduction des risques de catastrophe et les systèmes d'alerte précoce, avec un financement de 206,25 millions de dollars approuvé à ce jour (17,0 %) ; la sécurité alimentaire, avec 205,61 millions de dollars (16,9 %) ; des projets transversaux, avec 195,52 millions de dollars (16 %) ; l'agriculture, avec 168,79 millions de dollars (13,9 %) ; la gestion de l'eau, avec 115,58 millions de dollars (9,5 %) ; l'aménagement rural, avec 106,56 millions de dollars (8,7 %) ; la gestion des zones côtières, avec 78,48 millions de dollars (6,4 %) ; l'urbanification, avec 51,43 millions de dollars (4,2 %) ; la gestion des eaux transfrontières, avec 42,81 millions de dollars (3,5 %) ; l'adaptation écosystémique, avec 30,45 millions de dollars (2,5 %) ; l'innovation en matière de financement de l'action climatique, avec 10 millions de dollars (1,0 %) ; et la foresterie, avec 5,06 millions de dollars (0,4 %) (voir la figure VII.3). Ces chiffres figurent dans le quatorzième rapport annuel sur les résultats du Fonds, couvrant la période du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024, qui sera examiné par le Conseil à sa quarante-troisième réunion.

31. Depuis 2010, conformément à son mandat consistant à financer des projets d'adaptation concrets, le Fonds a toujours veillé à ce que les subventions accordées contribuent au résultat 4 de son cadre de résultats stratégiques (« Renforcement de la capacité d'adaptation des services et des infrastructures pertinents du secteur du développement »), avec un financement total de 273,3 millions de dollars (26,7 % du portefeuille), au résultat 6 (« Diversification et renforcement des moyens de subsistance et des source de revenu des populations vulnérables dans les zones ciblées »), avec un financement total de 203,4 millions de dollars (19,8 % du portefeuille), et au résultat 5 (« Renforcement de la résilience des écosystèmes aux changements climatiques et au stress induit par la variabilité du climat »), avec un financement total de 197,5 millions de dollars (19,3 % du portefeuille). Un grand nombre d'activités liées à des projets d'adaptation concrets, comme la restauration des services écosystémiques, l'investissement dans l'infrastructure de protection des zones côtières ou l'amélioration de l'accès à l'eau d'irrigation et aux systèmes de production, relèvent de ces trois domaines.

32. La majorité des projets approuvés visent à soutenir et à renforcer les moyens de subsistance résilients face aux changements climatiques. Dans sa décision B.33/46, le Conseil a approuvé une version révisée du cadre de résultats stratégiques du Fonds à la lumière du cadre spécial de résultats en matière de préparation et des nouveaux domaines stratégiques définis dans la stratégie à moyen terme, notamment le résultat 8 (« Favoriser l'élaboration et la diffusion de pratiques, d'outils et de technologies d'adaptation innovants »). Le Conseil lui ayant demandé de mettre à jour et de renforcer le cadre de résultats stratégiques conformément à la deuxième stratégie à moyen terme, le secrétariat a fait procéder à une révision du cadre, qui sera menée à bien en tenant compte des récentes modifications relatives aux programmes découlant de la stratégie et de l'objectif mondial en matière d'adaptation.

K. Stratégie à moyen terme (2023-2027)

33. Le Conseil a avancé dans l'application de la deuxième stratégie à moyen terme du Fonds, conformément au plan d'application y afférent²¹. Cette stratégie vise à consolider encore l'avantage comparatif du Fonds et à optimiser ses résultats. Axée sur le financement des mesures d'adaptation, l'innovation, l'apprentissage et l'échange de connaissances, elle accroît les résultats attendus dans chacun de ces axes stratégiques et renforce les liens et les synergies entre eux. En outre, elle met l'accent sur l'adaptation pilotée au niveau local et sur l'extension des projets d'adaptation, nouveau thème transversal²².

²¹ Voir www.adaptation-fund.org/document/implementation-plan-for-medium-term-strategy-of-the-fund-for-the-period-2023-2027/.

²² Voir www.adaptation-fund.org/document/medium-term-strategy-2023-2027/.

1. Adaptation pilotée au niveau local et facilitation de l'accès direct

34. Au titre de l'axe stratégique « Action » de la deuxième stratégie à moyen terme, le Fonds finance des projets d'adaptation concrets exécutés et pilotés au niveau local. Il soutient en particulier l'adaptation pilotée au niveau local grâce à un guichet de financement visant à faciliter l'accès direct, qui permet de transférer le pouvoir de prise de décisions au niveau local. Pendant la période considérée, le Conseil a examiné cinq propositions et a approuvé trois propositions (pour le Belize, le Honduras et le Pérou) et deux ébauches de proposition (pour l'Arménie et la Côte d'Ivoire) concernant la facilitation de l'accès direct²³.

35. Le Conseil a approuvé des modalités supplémentaires en vue d'appuyer davantage l'adaptation pilotée au niveau local²⁴ :

a) Il a associé au guichet de financement visant à faciliter l'accès direct un guichet destiné aux projets et programmes nationaux soutenant l'adaptation pilotée au niveau local. Les pays qui remplissent les conditions requises peuvent accéder à ce guichet par l'intermédiaire des entités d'exécution nationales, régionales ou multilatérales afin d'obtenir une subvention de maximum 5 millions de dollars par projet, subvention qui n'est pas concernée par le plafond par pays. Les projets et programmes nationaux soutenant l'adaptation pilotée au niveau local pourront bénéficier d'une subvention pour l'élaboration de projets d'un maximum de 150 000 dollars, et un complément d'un maximum de 100 000 dollars pourra être accordé, au cas par cas, pour faciliter les activités qui aident les acteurs locaux à définir, à hiérarchiser, à concevoir et à mettre en place des mesures d'adaptation ;

b) Il a mis en place un nouveau programme d'agrégation mondial permettant à des entités non accréditées d'obtenir des subventions de faible montant en faveur de projets et de programmes d'adaptation dirigés par les communautés locales. Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en juin 2024 afin de recueillir les candidatures des entités d'exécution multilatérales et régionales qui souhaitent servir d'agrégateur, l'objectif étant d'examiner les propositions reçues et de présenter les résultats au Comité d'examen des programmes et projets à sa trente-quatrième réunion ;

c) Il a demandé au secrétariat de lui présenter des options pour un nouveau guichet de financement des projets et programmes régionaux d'adaptation pilotée au niveau local et d'élaborer des indicateurs pour ces projets et programmes, indicateurs qu'il examinera à sa quarante-quatrième réunion.

36. Les 29 et 30 avril 2024, le Fonds et la Banque asiatique de développement ont organisé conjointement au siège de cette dernière, à Manille, un atelier régional sur l'exploitation de la modalité d'accès direct du Fonds pour l'application des mesures d'adaptation pilotée au niveau local en Asie et dans le Pacifique.

2. Innovation

37. Dans le cadre du mécanisme d'innovation du Fonds, le Conseil a approuvé, à l'intention des entités d'exécution, des consignes²⁵ sur l'application d'indicateurs relatifs à l'innovation aux propositions complètes de projet ou de programme.

38. À sa quarante-deuxième réunion, dans le cadre du guichet de financement pour les subventions importantes en faveur de l'innovation, le Conseil a examiné quatre propositions de grands projets d'innovation et, parmi elles, il a approuvé un projet national (concernant le Bhoutan) et une ébauche de projet national (concernant le Burundi).

39. À ses quarante et unième et quarante-deuxième réunions, le Conseil a examiné trois propositions de subvention de faible montant en faveur de l'innovation, mais il n'en a approuvé aucune.

²³ Décisions B.41/14, B.42/25, B.42/26, B.42/27 et B.42/28 du Conseil.

²⁴ Décision B.42/36 du Conseil.

²⁵ Disponibles à l'adresse suivante : www.adaptation-fund.org/document/guidance-to-implementing-entities-for-application-of-innovation-indicators-for-fully-developed-project-programme-proposals/.

40. Le programme d'Accélérateur d'innovation climatique du Fonds (AFCIA), lancé à la vingt-cinquième session de la COP afin de permettre aux pays en développement n'ayant pas encore d'entité d'exécution nationale, au secteur privé et à la société civile d'obtenir un financement pour des projets d'innovation en faveur de l'adaptation, est arrivé à la moitié de sa phase d'exploitation. Au cours de la période considérée, 44 bénéficiaires dans 33 pays ont reçu un financement du PNUD et 25 bénéficiaires dans 30 pays ont reçu un financement du PNUE et du Centre-Réseau des technologies climatiques (CRTC).

41. Au titre de l'axe « Innovation » de la deuxième stratégie à moyen terme, le Fonds poursuit et renforce les travaux menés dans le cadre de la première stratégie, notamment l'exécution du programme AFCIA. Les entités d'exécution multilatérales et régionales souhaitant rejoindre le partenariat établi au titre du programme ont été invitées à manifester leur intérêt. À sa quarantième réunion, après examen des manifestations d'intérêt reçues, le Conseil a décidé d'inviter cinq entités d'exécution à élaborer et à soumettre chacune une proposition de programme, qu'il examinerait à sa quarante et unième réunion²⁶. À ses quarante et unième et quarante-deuxième réunions, il a examiné et approuvé trois propositions soumises par le PNUE, l'ONUDI et le PAM.

3. Apprentissage et partage

42. L'Accord de Paris est l'instrument qui accorde le plus d'importance à l'apprentissage et au partage dans le domaine de l'adaptation, en particulier par les pays en développement parties et avec ceux-ci²⁷. Au cours de la période considérée, le Fonds a mené un certain nombre d'activités pertinentes au titre de l'axe « Apprentissage et partage » de la deuxième stratégie à moyen terme :

a) Une formation en ligne consacrée à l'intégration des questions de genre a été organisée. Elle était destinée aux entités d'exécution nationales et aux partenaires désireux d'en apprendre davantage sur la promotion de cette approche au stade de la conception et de la mise en œuvre des projets et des programmes. Elle comprenait trois modules et était disponible gratuitement en anglais, en français et en espagnol ;

b) Un support de connaissances sur la réduction des risques de catastrophe et les systèmes d'alerte précoce passant en revue les données d'expérience et les enseignements tirés du portefeuille de projets du Fonds a été publié ;

c) Un support de connaissances offrant une vue d'ensemble de l'expérience acquise et des enseignements tirés par le Conseil en matière d'adaptation aux changements climatiques et de renforcement de la résilience à long terme dans les pays fragiles ou touchés par un conflit a été publié ;

d) Un support de connaissances offrant une vue d'ensemble des mesures d'adaptation mises en œuvre dans les PMA et financées par le Fonds depuis 2009 était en cours d'élaboration (sur le point d'être achevé à la fin de la période considérée) ;

e) Un support de connaissances offrant une vue d'ensemble de l'expérience acquise et des enseignements tirés par le Conseil en matière d'interventions urbaines visant à accroître la résilience à long terme face aux changements climatiques était en cours d'élaboration (sur le point d'être achevé à la fin de la période considérée) ;

f) Une foire aux savoirs consacrée à l'adaptation pilotée au niveau local, à l'occasion de laquelle les entités d'exécution nationales participantes ont partagé les enseignements à retenir et les difficultés rencontrées dans l'exécution des projets financés par le Fonds dans ce domaine, s'est tenue en juin 2024 à Arusha, en République-Unie de Tanzanie, dans le cadre d'une manifestation internationale de mise en commun des connaissances organisée par le Conseil national de gestion de l'environnement (NEMC) (l'entité d'exécution nationale pour la République-Unie de Tanzanie) ;

²⁶ Décision B.40/57 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

²⁷ Par exemple, les paragraphes 7 et 9 de l'article 7 de l'Accord.

g) Une manifestation a été organisée dans le cadre de la Conférence mondiale de Gobeshona en 2024 afin d'examiner les stratégies visant à renforcer la participation des communautés locales, les méthodes d'évaluation de l'impact et des résultats des projets, les mécanismes de renforcement de la gestion évolutive, les moyens de recenser les connaissances locales et d'encourager l'innovation, ainsi que les stratégies visant à favoriser l'apprentissage durable et à faciliter l'échange de connaissances au sein des communautés ;

h) Une formation en ligne sur l'accès au financement de l'action climatique, en particulier sur les nouveaux guichets de financement prévus dans le cadre de la deuxième stratégie à moyen terme, a été organisée à l'intention des partenaires en Amérique latine et dans les Caraïbes ;

i) Une proposition de subvention pour l'apprentissage, d'un montant de 125 100 dollars, destinée à l'Arménie, a été approuvée ;

j) Le montant des subventions destinées à financer l'apprentissage a été porté à 500 000 dollars.

4. Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique

43. Le Programme de développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique fournit un appui aux pays en développement et constitue un levier essentiel grâce auquel le Fonds a obtenu des résultats dans le domaine du renforcement des capacités institutionnelles visant à soutenir l'amélioration de la résilience au niveau local. La deuxième stratégie à moyen terme vise à renforcer l'accent mis par le Fonds sur l'action, l'innovation et le partage des connaissances, tout en élargissant l'accès au financement de l'action climatique et en renforçant les capacités institutionnelles à long terme.

44. Au cours de la période considérée, les activités suivantes ont été menées dans le cadre du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires :

a) Le Conseil a approuvé deux propositions de subventions pour des ensembles de services facilitant l'accès direct au financement de projets d'appui à l'accréditation et a actualisé le programme du cycle d'examen des subventions pour le développement de la capacité d'accès direct de manière à donner plus de temps aux entités d'exécution pour fournir des réponses concernant les examens techniques initiaux²⁸ ;

b) Le séminaire annuel sur le développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique destiné aux entités d'exécution nationales accréditées s'est tenu à Saint-Domingue du 12 au 15 septembre 2023. Il a été suivi par 23 entités d'exécution nationales accréditées et par près de 65 participants. Les discussions ont porté sur le suivi et l'évaluation des interventions fondées sur les écosystèmes et des mesures d'adaptation ; l'amélioration de l'accès au financement de l'action climatique dans le cadre du nouveau guichet de financement du Fonds ; l'intégration des questions environnementales et sociales et des questions de genre dans les projets et les programmes d'adaptation, dans les activités en faveur de l'innovation menées dans le cadre des projets du Fonds et dans les rapports relatifs à l'exécution des projets ;

c) Avec le soutien du Fonds et du FVC, un appui continu a été apporté à la Communauté des entités bénéficiant d'un accès direct (CPDAE), laquelle est constituée d'entités d'exécution nationales accréditées auprès du Fonds et d'entités à accès direct du FVC. Par l'intermédiaire de son secrétariat, le Conseil a organisé la troisième réunion annuelle de la CPDAE, qui s'est tenue à Erevan (Arménie) du 20 au 23 février 2024 ;

d) Un atelier régional organisé conjointement avec la Banque asiatique de développement s'est tenu à Manille du 29 au 30 avril 2024 ; il était destiné à 23 autorités désignées et représentants des gouvernements de certains pays en développement d'Asie et du Pacifique, dont deux PMA et 14 PEID, et visait à sensibiliser les pays à l'importance de l'adaptation pilotée au niveau local en tant que moyen d'accroître le financement de l'action climatique en Asie et dans le Pacifique. Les participants ont également examiné les moyens

²⁸ Décision B.41/15 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

d'accroître la résilience des communautés au moyen de l'adaptation pilotée au niveau local et de développer à plus grande échelle les initiatives de financement innovant des mesures d'adaptation aux changements climatiques, par exemple au moyen de la modalité d'accès direct facilité et du guichet de financement mis en place par le Fonds pour appuyer les initiatives d'adaptation à l'échelon local ;

e) Les seizième et dix-septième webinaires sur le développement de la capacité d'accès au financement de l'action climatique se sont tenus respectivement le 9 novembre 2023 et le 14 mars 2024. Les participants se sont penchés sur le respect des prescriptions de la politique environnementale et sociale après l'approbation du projet et sur le cadre d'évaluation du Fonds, notamment sur les moyens d'intégrer l'évaluation tout au long du cycle de vie du projet. Quatre webinaires supplémentaires ont également été organisés : deux d'entre eux, qui se sont tenus le 7 novembre 2023 et le 30 mai 2024, ont porté sur les principales mises à jour se rapportant aux décisions prises par le Conseil à ses quarante et unième et quarante-deuxième réunions respectivement ; un troisième s'est tenu le 22 novembre 2023 et a porté notamment sur la politique d'évaluation du Fonds ; enfin, un quatrième, qui s'est tenu le 17 juin 2024, a porté sur la politique du Fonds en matière d'égalité des sexes, l'intégration des questions de genre et le rôle des données dans l'élaboration des programmes relatifs à l'environnement et à la violence fondée sur le genre ;

f) Une manifestation internationale de mise en commun des connaissances a été organisée en République-Unie de Tanzanie du 13 au 17 mai 2024, en partenariat avec le NEMC. En s'appuyant sur les activités d'apprentissage Sud-Sud et d'apprentissage entre pairs, cette manifestation visait à renforcer les capacités des entités d'exécution nationales accréditées à accroître la résilience au moyen de l'adaptation pilotée au niveau local.

5. Égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles

45. La promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles constitue l'un des quatre thèmes transversaux de la stratégie à moyen terme et guide donc, à ce titre, la conception de toutes les activités et opérations menées par le Fonds.

46. En ce qui concerne la représentation des hommes et des femmes au sein du Conseil, au 30 juin 2024, les femmes occupaient 9 des 32 sièges de membres et de membres suppléants (soit 39 %) (9 sièges étaient vacants).

47. Le Conseil a progressé dans la mise en œuvre de la version actualisée de sa politique relative aux questions de genre et de son plan d'action en matière d'égalité des sexes. Il a notamment redoublé d'efforts pour renforcer les capacités institutionnelles des partenaires du Fonds, en particulier des entités d'exécution, leur permettant d'intégrer une approche tenant compte des questions de genre tout au long du cycle de vie d'un projet.

48. Le Fonds a lancé en avril 2024 son premier cours d'apprentissage en ligne sur l'intégration des questions de genre. Celui-ci vise à faire mieux comprendre les questions de genre et à renforcer les capacités en matière d'intégration de ces questions tout au long du cycle de vie des projets, conformément à la politique du Fonds en la matière. Cette formation, adaptée au rythme de chacun et accessible gratuitement en anglais, en français et en espagnol, comprend trois modules : l'intégration des questions de genre au stade de la note de cadrage, l'intégration de ces questions au stade de la proposition complète, et leur prise en compte dans l'exécution et le suivi du projet, ainsi que dans l'établissement de rapports et la gestion des connaissances.

49. Au cours de la période considérée, le Fonds a organisé les formations suivantes sur le thème de l'égalité des sexes :

a) Une session de formation qui s'est tenue dans le cadre du séminaire annuel sur le développement de la capacité d'accès direct au financement de l'action climatique à l'intention des entités d'exécution nationales (septembre 2023) ;

b) Un webinaire à l'intention des entités d'exécution et des partenaires portant sur la formation en ligne du Fonds relative à l'intégration des questions de genre et à l'utilisation des informations et des données visant à promouvoir l'égalité des sexes. Ce webinaire a permis aux participants de comprendre comment mieux intégrer une approche tenant compte des questions de genre dans leurs projets en recensant les bonnes pratiques appliquées dans

les projets des portefeuilles du Fonds et de l'Union internationale pour la conservation de la nature, ainsi que les moyens de remédier aux inégalités de genre et de combler les lacunes en la matière dans le cadre des mesures d'adaptation aux changements climatiques (juin 2024).

50. Pendant la période considérée, la phase pilote de mise en application de la grille de résultats concernant la parité des sexes a été menée à bien. Cette grille est appliquée à deux stades des projets et programmes : 1) au démarrage ; et 2) pendant la phase de mise en œuvre et à la fin. Elle a été élaborée en vue d'améliorer le suivi par le Fonds de la mise en œuvre de sa politique relative aux questions de genre à travers l'ensemble de son portefeuille de projets et de programmes, en facilitant la collecte et l'analyse des données et des informations. Les résultats de la grille d'évaluation concernant la parité des sexes devraient être intégrés dans le rapport annuel sur les résultats du Fonds en 2024.

51. Le rapport annuel sur les résultats du Fonds pour l'exercice budgétaire 2023 fournit des informations relatives aux interventions tenant compte des questions de genre et adaptées au sexe des bénéficiaires menées dans le cadre de certains projets approuvés pendant l'exercice budgétaire 2023 (on trouvera à l'annexe V des exemples d'interventions de ce type menées dans le cadre de projets du Fonds ayant été approuvés au cours de la période considérée).

52. La collaboration relative aux questions de genre s'est poursuivie avec les organisations partenaires, dont d'autres fonds pour le climat, et le secrétariat de la Convention. Elle a notamment donné lieu à une manifestation parallèle sur le financement tenant compte des questions de genre, organisée avec les Fonds d'investissement climatiques, le FVC et le FEM en marge de la vingt-huitième session de la COP, et à la participation du secrétariat du Conseil à la formation des coordonnateurs nationaux pour l'égalité des sexes et les changements climatiques portant sur le financement de l'action climatique et les questions de genre.

6. Participation de la société civile

53. Les organisations de la société civile participent activement aux travaux du Fonds dans le cadre d'un dialogue régulier avec le Conseil à ses réunions, de consultations sur les propositions de projets et d'autres documents du Conseil, et d'échanges de vues sur l'élaboration et l'exécution des projets. Il est souligné, dans la stratégie à moyen terme, que la société civile contribue aux activités du Fonds de diverses manières, par exemple en prenant part à la mobilisation de ressources, en communiquant des mises à jour en temps réel sur les projets soutenus ainsi que des évaluations les concernant, et en recueillant les commentaires des bénéficiaires visés.

54. Les séances de dialogue entre le Conseil et les organisations de la société civile se sont poursuivies régulièrement, au titre du point permanent inscrit à l'ordre du jour du Conseil depuis sa douzième réunion, ce qui a permis au Conseil d'écouter des propositions, de recueillir des observations sur les questions inscrites à son ordre du jour et de procéder à des échanges de vues. Toutefois, ces séances de dialogue n'ont pas pu être organisées aux quarante et unième et quarante-deuxième réunions du Conseil en raison de l'insuffisance des fonds alloués au réseau de la société civile du Fonds, qui avait auparavant coordonné les contributions de la société civile aux dialogues tenus régulièrement avec le Conseil.

55. Le Conseil a continué à examiner des solutions fondées sur les recommandations formulées par le réseau de la société civile du Fonds concernant le renforcement de la participation et de la collaboration de la société civile aux travaux du Fonds. À sa quarante-deuxième réunion, le Conseil a décidé d'établir un statut d'« observateur actif de la société civile » et de mettre à jour le projet de vision à long terme et de lignes directrices du Fonds visant à renforcer la participation de la société civile, en vue de l'élaboration ultérieure d'un processus et de lignes directrices concernant la participation d'observateurs actifs de la société civile à ses réunions²⁹.

²⁹ Décision B.42/54 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

L. Évaluation du Fonds pour l'adaptation

56. La période considérée correspond à la cinquième année d'existence du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds (TERG).

1. Application de la stratégie et du programme de travail du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation

57. Le TERG a progressé dans quatre domaines :

a) La nouvelle politique d'évaluation, qui est entrée en application en octobre 2023, a remplacé le cadre d'évaluation du Fonds adopté en 2011 et modifié en 2012. Pour aider les partenaires du Fonds à appliquer cette nouvelle politique, le TERG a établi la version finale de deux documents d'orientation sur l'évaluation et a commencé à en élaborer un troisième, en plus des 10 notes d'orientation adoptées par le Conseil à sa quarantième réunion. La traduction des notes d'orientation de l'anglais vers le français et l'espagnol est en cours et devrait être achevée en septembre 2024. Une série d'activités de renforcement des capacités consacrées à la politique d'évaluation ont également été organisées en ligne et en présentiel au cours de la période considérée ;

b) La première stratégie et le premier programme de travail pluriannuels du TERG prévoyaient de procéder à une évaluation globale du Fonds. Cette évaluation est ensuite devenue l'élément central du deuxième programme de travail pluriannuel du TERG. Les résultats de la première phase de l'évaluation globale, qui était une évaluation rapide, ont été présentés à la quarante et unième réunion du Conseil, à la suite de quoi le TERG a commencé à élaborer le mandat relatif à l'évaluation globale du Fonds dans le cadre d'un processus de consultation. L'évaluation globale sera réalisée en adoptant une approche « modulaire », qui intégrera les résultats des travaux d'évaluation et de gestion des connaissances effectués par le Fonds à ce stade, en vue de contribuer à l'élaboration de la troisième stratégie à moyen terme du Fonds (2028-2032). En vue d'appuyer ce processus, le TERG a également commencé à élaborer le mandat relatif à l'examen à mi-parcours de la deuxième stratégie à moyen terme ;

c) Le TERG a mené à bien la troisième phase des évaluations rétrospectives des projets du Fonds en commençant par deux projets supplémentaires en Argentine : « Increasing climate resilience and enhancing sustainable land management in the south-west of the Buenos Aires province » (Accroître la résilience face aux changements climatiques et promouvoir la gestion durable des terres dans le sud-ouest de la province de Buenos Aires) (BIRD, 2015–2019) et « Enhancing adaptive capacity and increasing resilience of small-size agriculture producers in the north-east of Argentina » (Renforcer la capacité d'adaptation et accroître la résilience des petits producteurs agricoles dans le nord-est de l'Argentine) (Groupe pour le changement dans les zones rurales en Argentine, 2013-2018) ;

d) La première série d'évaluations thématiques du Fonds a été menée à bien et les rapports d'évaluation sur l'accréditation et l'extensibilité des projets ont été soumis au Conseil à sa quarante-deuxième réunion. Les travaux relatifs à l'évaluation thématique de l'état de préparation ont progressé plus rapidement au cours de la période considérée et devraient être achevés au début de l'année 2025, de sorte qu'ils puissent contribuer à l'élaboration de la nouvelle stratégie de préparation du Fonds. Toutes les évaluations thématiques devraient ainsi servir d'éléments de base pour l'évaluation globale du Fonds.

58. En outre, le deuxième programme de travail pluriannuel du TERG, ainsi que son mandat révisé, ont été adoptés à la quarante et unième réunion du Conseil, ce qui représente une nouvelle étape dans le renforcement des fonctions d'évaluation du Fonds.

2. Budget du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds pour l'adaptation

59. À sa quarante-deuxième réunion, le Conseil a pris note du budget indicatif nécessaire au fonctionnement du Groupe technique de référence pour les questions d'évaluation du Fonds et à l'exécution de son deuxième programme de travail pluriannuel. Il a approuvé le

projet de budget d'un montant de 1 941 656 dollars pour couvrir les coûts de fonctionnement du TERG et de son secrétariat pour l'exercice 2025³⁰.

M. Participation à des réunions et à d'autres manifestations

60. En plus des réunions du Conseil, des réunions du Groupe d'experts de l'accréditation ainsi que des manifestations liées au développement de la capacité d'accès direct organisés par le Conseil et son secrétariat, d'autres manifestations en ligne ont été organisées pour mettre en valeur les travaux menés par l'intermédiaire du Fonds et en application du mandat du Conseil. Le Conseil, son secrétariat et le secrétariat du TERG ont participé aux réunions et aux manifestations dont la liste figure à l'annexe IV.

N. Communications

61. Le Conseil a continué d'appliquer la stratégie de communication efficace consistant à élaborer et à diffuser sur diverses plateformes de communication et plateformes numériques des informations intéressantes et faciles à comprendre sur les travaux menés par le Fonds et les possibilités de financement croissantes. Des communications ciblées et des comptes rendus de projet, ainsi que des vidéos et d'autres produits multimédias, ont permis de connaître le point de vue des bénéficiaires, ont fourni des exemples de domaines de l'adaptation et de domaines d'action transversaux opportuns, de réussites et d'enseignements à retenir dans le cadre de projets du portefeuille du Fonds, et ont été publiés en partenariat avec des partenaires du Fonds, dont le secrétariat de la Convention, les entités d'exécution, les entités de réalisation et les organisations de la société civile. Le Conseil a également renforcé ses activités conjointes de sensibilisation, notamment dans le cadre du pavillon commun des fonds pour le climat établi en marge de la vingt-huitième session de la COP, afin de mettre en évidence la cohérence entre son action et celle d'autres fonds pour le climat ainsi que leur complémentarité. On trouvera à l'annexe VI de plus amples informations concernant l'exécution de la stratégie de communication et des activités de sensibilisation.

O. Empreinte carbone du Fonds d'adaptation

62. Parallèlement à la publication du rapport annuel sur les résultats du Fonds, le Conseil a décidé de rendre compte chaque année de l'empreinte carbone des activités de son secrétariat, y compris de l'estimation de l'empreinte carbone de ses réunions, en s'appuyant sur les méthodes prévues par le Protocole des gaz à effet de serre. Il prévoit de faire en sorte que le rapport soit plus complet à mesure que des données supplémentaires seront disponibles. Il a également décidé de procéder à une analyse comparative des pratiques, des méthodes et des estimations de coûts appliquées par d'autres fonds pour le climat pour estimer l'empreinte carbone des projets, et de l'examiner à sa quarante-troisième réunion³¹.

IV. Appui apporté au Conseil du Fonds pour l'adaptation pour l'exécution de son mandat

63. À sa trente-neuvième réunion, le Conseil a approuvé la stratégie et le plan d'action du Fonds en matière de mobilisation des ressources pour la période 2022-2025³². La stratégie et le plan d'action approuvés définissent des cibles progressives de mobilisation des ressources en tenant compte des objectifs à atteindre pour augmenter le niveau de financement des mesures d'adaptation au niveau mondial. Pendant la période considérée, il a mobilisé des ressources et a reçu un soutien pour l'exécution de son mandat, conformément à sa stratégie de mobilisation des ressources.

³⁰ Décision B.42/45 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³¹ Décision B.42/55 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³² Décision B.39/62 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

64. Le dialogue annuel de haut niveau des donateurs du Fonds a été organisé par la présidence de la vingt-huitième session de la COP le 4 décembre 2023. Plusieurs représentants de haut niveau ont participé à ce dialogue, notamment le Vice-Président du Conseil, le Président de la vingt-huitième session de la COP, le Secrétaire exécutif de la Convention, le négociateur principal de la présidence de la vingt-septième session de la COP, 13 représentants de haut niveau de gouvernements donateurs, deux représentants de pays bénéficiaires (des PEID et des PMA), ainsi qu'un représentant de la société civile. Les participants ont exprimé leur soutien au Fonds et au rôle crucial qu'il joue dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris en mettant à la disposition des communautés et des pays en développement vulnérables des financements de première urgence et de grande qualité à l'appui des mesures d'adaptation. Les intervenants ont souligné que les pays étaient de plus en plus demandeurs de ressources du Fonds, comme en attestait le nombre de propositions de projets et de programmes en préparation ; ils ont en outre rappelé qu'il était nécessaire de mobiliser des ressources destinées au Fonds. Le Conseil prévoit d'organiser son dialogue de haut niveau avec les donateurs en 2024, en marge de la vingt-neuvième session de la COP.

65. Quatorze donateurs ont collectivement annoncé des contributions d'un montant total de 188,03 millions de dollars au cours de l'année civile 2023 ; l'un d'entre eux l'a fait pour la première fois et six d'entre eux ont annoncé des contributions pluriannuelles par tranches³³. Le Conseil n'a pas atteint son objectif de mobilisation des ressources pour 2023 (300 millions de dollars) en raison de la diminution du nombre de donateurs par rapport à l'année précédente. Le montant annoncé a été inférieur de 112 millions de dollars, soit plus d'un tiers de moins par rapport à l'objectif fixé.

66. Le Conseil a convoqué une réunion de son Groupe de travail sur la mobilisation des ressources en mars 2023 et a ensuite fait le point, à sa quarante-deuxième réunion, sur les activités de mobilisation des ressources destinées au Fonds en s'appuyant sur les travaux du Groupe de travail. Il a notamment examiné des propositions relatives à la définition d'un nouvel objectif de mobilisation des ressources³⁴. Compte tenu de l'augmentation constante de la demande de ressources, dont témoigne le nombre de projets et des programmes en préparation³⁵, le Conseil a fixé, à sa quarante-deuxième réunion, un nouvel objectif de mobilisation des ressources de 300 millions de dollars pour 2024, qui devaient provenir d'un plus grand nombre de contributeurs que l'année précédente³⁶.

67. Dans le cadre de sa décision de définir un nouvel objectif de mobilisation des ressources pour 2024, le Conseil a également décidé d'examiner, à sa quarante-troisième réunion, les moyens de modifier les plafonds de financement des projets et des programmes, notamment le plafond appliqué pour les entités d'exécution multilatérales, en se fondant sur une analyse de l'application de différents plafonds³⁷.

68. Afin d'atteindre l'objectif de mobilisation des ressources pour 2024, le Conseil a pris des mesures pour communiquer aux donateurs existants et potentiels les futures possibilités qu'ils auront de contribuer à l'exécution de sa deuxième stratégie à moyen terme, notamment dans le cadre de réunions bilatérales, de séances d'information à l'intention des donateurs en marge des soixantièmes sessions des organes subsidiaires et au moyen de supports de communication tels que la lettre d'information trimestrielle adressées aux donateurs.

69. Par l'intermédiaire de son secrétariat et de l'administrateur, le Conseil a activement collaboré avec le secrétariat de la Convention et d'autres parties prenantes à l'élaboration en temps utile d'une stratégie de monétisation des réductions d'émissions délivrées au titre d'une activité relevant du paragraphe 4 de l'article 6 (A6.4ER). Par l'intermédiaire de son secrétariat, il a également collaboré avec les organisations et les partenaires concernés qui intervenaient sur les marchés volontaires de droits d'émission de carbone, tels que l'Integrity Council for the Voluntary Carbon Market et l'International Emissions Trading Association, dans le but de faire mieux connaître le Fonds et sa capacité à recevoir et à affecter à des

³³ Voir www.adaptation-fund.org/press-release-adaptation-fund-mobilizes-nearly-us-160-million-in-new-pledges-at-cop28-for-the-most-climate-vulnerable/.

³⁴ Document AFB/B.42/15 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁵ Voir www.adaptation-fund.org/projects-programmes/active-pipeline/.

³⁶ Décision B.42/59 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

³⁷ Décision B.42/59 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

projets en matière d'adaptation des ressources provenant des marchés internationaux de droits d'émission de carbone.

70. Par l'intermédiaire de son secrétariat, le Conseil a été informé qu'un pays en développement partie avait intégré dans sa lettre d'autorisation concernant les activités de projet au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris une prescription prévoyant que 5 % du produit de la vente des crédits carbone délivrés devaient être versés au Conseil. Il s'agit du premier cas de ce type depuis l'adoption par la CMA, à sa troisième session, des Directives concernant les démarches concertées, dans lesquelles les Parties participantes et les parties prenantes qui appliquent des démarches concertées sont vivement encouragées à s'engager à fournir des ressources pour l'adaptation, en particulier au moyen de contributions au Fonds³⁸. Aucune ressource n'a encore été obtenue ou reçue au titre d'activités de projet menées sur la base de la lettre d'autorisation susmentionnée. Le Conseil invite néanmoins la CMA à saluer cette évolution et à encourager les autres Parties à suivre cet exemple et à faire figurer l'obligation de contribuer au Fonds dans leurs lettres d'autorisation concernant les activités menées au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris.

71. Le Fonds continue à mener des activités d'information visant à faire savoir qu'il peut recevoir des contributions provenant de sources autres que les fonds publics, telles que les fondations, les organismes caritatifs, les organisations à but non lucratif, les particuliers et les entreprises du secteur privé. Ces sources comprennent également les dons effectués en utilisant le lien en ligne créé en 2012 par la Fondation pour les Nations Unies³⁹. Par l'intermédiaire de son secrétariat, le Conseil continue de collaborer avec la Fondation pour les Nations Unies afin de faciliter le versement au fonds d'affectation spéciale du Fonds des dons en espèces effectués au moyen du lien en ligne créé à cet effet. Le Conseil encourage régulièrement le secteur privé et les particuliers à faire des dons au fonds d'affectation spéciale, soit en utilisant le lien de don en ligne, soit en versant directement les contributions au fonds, conformément aux procédures établies par le Conseil concernant la réception de contributions provenant de sources autres que les fonds publics⁴⁰.

V. Fonds pour l'adaptation et Accord de Paris

72. Le Fonds a commencé à concourir à l'application de l'Accord de Paris en suivant les directives de la CMA et en rendant compte à celle-ci pour toutes questions relatives à l'Accord de Paris, le 1^{er} janvier 2019⁴¹, et concourra exclusivement à l'application de l'Accord de Paris une fois que la part des fonds visée au paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris sera disponible⁴². La CMP, à sa quatorzième session, et la CMA, à sa première session, ont décidé que le Fonds continuerait de recevoir la part des fonds éventuellement disponible au titre des activités visées aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto, et qu'il serait financé au moyen de la part des fonds provenant du mécanisme établi par le paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris et de diverses sources volontaires publiques et privées⁴³.

73. À sa dix-septième session, la CMP a demandé au Conseil d'adopter une politique relative à la protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels, et, à sa quatrième session, la CMA a prié le Conseil de le faire⁴⁴. En réponse, le Conseil a examiné, à sa quarante et unième réunion, l'analyse faite par le secrétariat des politiques et des engagements actuels d'autres institutions en matière de protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels, ainsi que les différentes politiques que le Fonds pourrait adopter en la matière⁴⁵. Il a décidé de poursuivre l'examen des différentes options possibles à cet égard et a demandé à son secrétariat d'établir une note d'information comprenant une

³⁸ Décision 2/CMA.3, annexe, par. 37.

³⁹ www.adaptation-fund.org/donate/.

⁴⁰ Voir le document AFB/B.35-36/3/Rev.1 et la décision B.35-36/9 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴¹ Décisions 13/CMA.1, par. 1 et 1/CMP.14, par. 1.

⁴² Décisions 13/CMA.1, par. 3 et 1/CMP.14, par. 2.

⁴³ Décisions 13/CMA.1, par. 2 et 1/CMP.14, par. 3.

⁴⁴ Décisions 4/CMP.17, par. 13 et 18/CMA.4, par. 21.

⁴⁵ Document AFB/B.41/7 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

liste de définitions et de leur application, ainsi que l'approche et le processus envisagés, en tenant compte des débats ayant eu lieu à sa quarante et unième réunion⁴⁶. À sa quarante-deuxième réunion, le Conseil a poursuivi l'examen de cette question et a décidé d'élaborer une politique propre au Fonds en matière de protection contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels, et d'envisager de modifier d'autres politiques du Fonds afin de les harmoniser avec cette politique une fois qu'elle aurait été adoptée. Il a également demandé à son secrétariat d'élaborer un projet de politique en tenant compte des débats tenus à sa quarante-deuxième réunion et en consultant les partenaires concernés, et de lui présenter ce projet à sa quarante-quatrième réunion⁴⁷.

74. À sa dix-septième session, la CMP a demandé au Conseil d'examiner et de mettre à jour la politique environnementale et sociale du Fonds, selon qu'il conviendrait⁴⁸. En réponse, le Conseil a examiné, à sa quarante et unième réunion, les résultats de l'examen technique indépendant de sa politique de protection de l'environnement et de protection sociale, ainsi que les résultats des enquêtes menées auprès des partenaires sur cette politique⁴⁹, et a décidé de poursuivre l'examen de la mise à jour éventuelle de cette politique à sa quarante-deuxième réunion⁵⁰. Il a poursuivi l'examen de cette question à sa quarante-deuxième réunion et a décidé d'actualiser cette politique en adoptant une approche adaptée aux objectifs⁵¹. Il a également demandé à son secrétariat d'élaborer un projet de politique de protection de l'environnement et de protection sociale actualisée, en consultation avec ses partenaires ; de lancer un appel public à faire part d'observations sur ce projet afin de les prendre en considération dans la nouvelle version du projet ; de lui soumettre le produit de ces travaux pour examen à sa quarante-quatrième réunion⁵².

75. Le Conseil a continué d'examiner les dispositions relatives au transfert du Fonds du Protocole de Kyoto à l'Accord de Paris⁵³. À sa quarante-deuxième réunion, il a examiné notamment les questions suivantes : comment interpréter et comprendre le paragraphe 2 de la décision 1/CMP.14 relative au transfert et au fait que le Fonds concourrait exclusivement à l'application de l'Accord de Paris une fois que la part des fonds visée au paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord de Paris serait disponible ; quelles sont les principales incidences pouvant découler du transfert, telles que le fait que l'organe directeur du Fonds, le Conseil et le Fonds continuent à recevoir la part des fonds provenant des activités visées aux articles 6, 12 et 17 du Protocole de Kyoto, si de tels fonds sont disponibles. Il a demandé à son secrétariat de procéder à une consultation, notamment au moyen d'une enquête, afin de recueillir des observations sur les projets d'amendements au mémorandum d'accord concernant les services de secrétariat, ainsi que sur le règlement intérieur du Conseil, les politiques et directives opérationnelles permettant aux Parties d'accéder aux ressources du Fonds, et les priorités, politiques et directives stratégiques du Fonds au cours de la période intersessions comprise entre ses quarante-deuxième et quarante-troisième réunions. Il a également demandé à son secrétariat de mettre à jour les projets d'amendements en prenant en considération les débats tenus à sa quarante-deuxième réunion et les observations reçues dans le cadre de la consultation, et de lui présenter cette mise à jour pour examen à sa quarante-troisième réunion⁵⁴.

76. A sa quarante-deuxième réunion, le Conseil a en outre demandé à son secrétariat et à l'administrateur de poursuivre les consultations avec le secrétariat de la Convention et les autres parties prenantes en vue d'élaborer, en temps opportun, de nouvelles modalités pour les services d'administrateur et une stratégie de monétisation des réductions d'émissions délivrées au titre d'une activité relevant du paragraphe 4 de l'article 6 (A6.4ER) sur le compte de la part des fonds destinée à l'adaptation détenu par le Fonds dans le registre du mécanisme. Il a demandé à l'administrateur d'élaborer des projets de nouvelles modalités des services

⁴⁶ Décision B.41/37 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴⁷ Décision B.42/57 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁴⁸ Décision 5/CMP.17, par. 15.

⁴⁹ Document AFB/B.41/7 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁵⁰ Décision B.41/36 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁵¹ Document AFB/B.42/11 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁵² Décision B.42/56 du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁵³ Voir Décision 1/CMP.14, par. 2.

⁵⁴ Décision B.42/58 (al. a)) du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

ainsi qu'une stratégie de monétisation des réductions d'émissions délivrées au titre d'une activité relevant du paragraphe 4 de l'article 6 (A.6.4ER) et de les lui présenter pour examen à sa quarante-troisième réunion⁵⁵.

77. La CMP, à sa dix-huitième session, et le CMA, à sa cinquième session, ont donné des directives au Conseil sur un certain nombre de questions. On trouvera dans l'annexe IX du présent rapport des informations sur la suite donnée par le Conseil à ces directives.

VI. Complémentarité et cohérence avec d'autres fonds pour le climat, et liens opérationnels et relations entre le Fonds pour l'adaptation et d'autres organes relevant de la Convention

78. L'un des thèmes stratégiques transversaux de la deuxième stratégie à moyen terme est le renforcement de la complémentarité, la cohérence et les synergies avec d'autres bailleurs de fonds et acteurs de l'adaptation. Le Conseil a pris des mesures visant à accroître la cohérence entre son action et celle d'autres fonds pour le climat (tels que les Fonds d'investissement climatiques, le FVC et le FEM), à promouvoir leur complémentarité, et à renforcer ses liens avec d'autres organes constitués au titre de la Convention (tels que le Comité de l'adaptation, le CRTIC, le Comité de Paris, le Comité permanent du financement et le CET)⁵⁶.

79. À la vingt-huitième session de la COP, le Conseil et d'autres fonds multilatéraux pour le climat (les Fonds d'investissement climatiques, le FVC et le FEM) ont prononcé une déclaration commune sur le rôle des fonds pour le climat dans l'amélioration de l'accès au financement de l'action climatique et le renforcement de l'efficacité des fonds, dans laquelle ils se sont engagés à accroître la cohérence entre les actions des fonds pour le climat ainsi que leur complémentarité et à harmoniser les procédures afin d'améliorer et de simplifier les modalités d'accès au financement⁵⁷. Dans le cadre de cette déclaration commune, les quatre fonds multilatéraux pour le climat se sont engagés à élaborer un plan d'action concret visant à accroître la cohérence de leurs actions et leur complémentarité, comprenant des propositions bien définies à soumettre à l'examen et à l'approbation des organes directeurs des quatre fonds, afin que ce plan d'action puisse être adopté à temps pour la vingt-neuvième session de la COP. Ce plan d'action aura pour objectif d'éviter les doubles emplois, de renforcer la collaboration, de simplifier les procédures et de faire en sorte que les quatre fonds collaborent efficacement à la réalisation d'objectifs communs et aient collectivement un impact plus important dans la lutte contre les changements climatiques.

80. Depuis que les quatre fonds multilatéraux pour le climat ont prononcé leur déclaration commune à la vingt-huitième session de la COP, leurs secrétariats collaborent à l'élaboration d'un projet de plan d'action qui sera soumis à la consultation de leurs organes directeurs respectifs⁵⁸. En vue d'élaborer ce projet de plan d'action, des membres du personnel des secrétariats des quatre fonds se sont réunis à Washington, dans les bureaux du secrétariat du FEM, et ont pris part à un atelier de rédaction de quatre jours, qui s'est tenu du 8 au 11 avril 2024. À l'issue des consultations, il a été décidé qu'un plan d'action final serait adopté par les dirigeants des quatre fonds à la vingt-neuvième session de la COP.

81. Le secrétariat du Conseil a également participé en qualité d'observateur à la soixante-sixième réunion du Conseil du FEM, qui s'est tenue à Washington du 5 au 9 février 2024, à la trente-huitième réunion du Conseil du FVC, qui s'est tenue à Kigali du 4 au 7 mars 2024, aux dialogues régionaux du FVC tenus avec les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale, à Skopje du 18 au 22 mars 2024, et à la réunion du Comité du fonds d'affectation

⁵⁵ Décision B.42/58 (al. b) et c)) du Conseil du Fonds pour l'adaptation.

⁵⁶ Conformément au paragraphe 6 de la décision 2/CMP.10. Voir aussi décision 2/CMP.14, par. 8.

⁵⁷ Voir www.adaptation-fund.org/enhancing-access-and-increasing-impact-the-role-of-the-multilateral-climate-funds/.

⁵⁸ Voir le document AFB/B.42-43/Inf.1, qui contient le projet de plan d'action pour consultation. Disponible à l'adresse suivante : www.adaptation-fund.org/document/the-consultation-draft-for-the-multilateral-climate-funds-action-plan-on-complementarity-and-coherence/.

spéciale des Fonds d'investissement climatiques, qui s'est tenue à Washington du 10 au 14 juin 2024.

82. Par l'intermédiaire de son secrétariat, le Conseil a continué à collaborer avec d'autres fonds multilatéraux pour le climat dans le cadre des activités de suivi et d'évaluation des résultats menées sur la plateforme de collaboration des fonds pour le climat. Au cours de la période considérée, par l'intermédiaire de son secrétariat, le Conseil a organisé une réunion conjointe avec le FVC sur l'intégration des questions de genre dans les projets et les programmes du Fonds, ainsi qu'une réunion sur l'harmonisation des indicateurs relatifs aux projets d'adaptation.

83. Par l'intermédiaire de son secrétariat, le Conseil a également continué à collaborer avec le FVC dans plusieurs domaines opérationnels favorisant la complémentarité et la cohérence, notamment le cadre d'accréditation accélérée et de réaccréditation du Fonds et du FVC, la transposition à plus grande échelle, par le FVC, des projets et des programmes financés par le Fonds, et l'appui à l'amélioration de l'accès direct au FVC avec le soutien de la CPDAE.

84. En ce qui concerne le cadre d'accréditation accélérée et de réaccréditation du Fonds et du FVC, le Fonds a effectué sa troisième analyse périodique des lacunes dans ce domaine afin d'harmoniser les stratégies des deux fonds en la matière. Il est ressorti de cette analyse qu'au 1^{er} janvier 2024, les procédures d'accréditation du FVC étaient toujours harmonisées avec celles du Fonds. Un représentant du secrétariat du FVC était présent lors de l'examen de ce point à la quarante-deuxième réunion du Conseil. Il s'est félicité des résultats de l'analyse des lacunes ainsi que des efforts déployés pour renforcer la coopération opérationnelle et la coordination entre les Groupes d'experts de l'accréditation des deux fonds. Le Conseil a pris note de cette analyse et a demandé à son secrétariat de prendre contact avec le secrétariat du FVC en vue de faciliter les échanges entre les deux Groupes d'experts de l'accréditation.

85. Le Fonds a continué à collaborer avec le FVC en vue d'aider ce dernier à transposer à plus grande échelle les projets financés par le Fonds. Plusieurs de ces projets ont déjà été développés par le FVC, et les deux fonds ont décidé d'étendre les possibilités de développement à l'ensemble de leurs portefeuilles⁵⁹.

86. Conformément au mémorandum d'accord entre la CMP et le FEM, le secrétariat du Conseil est hébergé par le secrétariat du FEM et fournit en toute indépendance et de manière efficace des services de secrétariat au Conseil⁶⁰, ce qui favorise l'échange d'informations et de connaissances, ainsi que la fourniture d'un appui interorganisations lorsque cela est nécessaire.

87. Le Conseil compte parmi les organisations partenaires de l'initiative des Nations Unies pour les plans nationaux d'adaptation, coordonnée par le secrétariat de la Convention pour répondre aux demandes d'assistance technique de tout pays se trouvant dans la phase d'élaboration ou d'exécution de son plan national d'adaptation. Par l'intermédiaire de son secrétariat, il a répondu à plusieurs demandes de pays et a présenté des exposés sur l'appui du Fonds à l'exécution des plans nationaux d'adaptation lors des réunions de l'initiative.

88. Par l'intermédiaire de son secrétariat, le Conseil a collaboré avec le Comité de l'adaptation et a participé au Forum sur l'adaptation organisé par le Comité, qui s'est tenu les 18 et 19 mars 2024 à Bonn. Ce forum était consacré à la promotion des solutions permettant

⁵⁹ Des exemples de projets financés par le Fonds qui ont été développés par le FVC sont présentés dans le document établi par le Fonds en 2022, intitulé *Scaling up adaptation finance: Experiences and lessons learned from the Adaptation Fund portfolio of projects and programmes*. Ce document est disponible à l'adresse suivante : www.adaptation-fund.org/document/scaling-up-adaptation-finance-experiences-and-lessons-learned-from-the-adaptation-fund-portfolio-of-projects-and-programmes/.

⁶⁰ FCCC/KP/CMP/2019/4/Add.1–FCCC/PA/CMA/2019/2/Add.1. Le mémorandum d'accord est disponible à l'adresse suivante : www.adaptation-fund.org/wp-content/uploads/2020/11/MOU-with-GEF_amended-in-Nov.-2019-1.pdf.

d'atteindre l'objectif mondial en matière d'adaptation, l'accent étant mis sur les possibilités d'action et de collaboration.

89. Le Conseil, par l'intermédiaire de son secrétariat, a commencé à renforcer sa collaboration avec le Comité exécutif de la technologie (CET) et le Centre-Réseau des technologies climatiques (CRTC) en matière d'innovation, conformément au plan de travail glissant du CET pour 2023-2026. Le secrétariat du Conseil a participé aux vingt-septième et vingt-huitième réunions du CET (tenues respectivement du 19 au 21 septembre 2023 et du 16 au 18 avril 2024) et à deux réunions communes du CET et du Conseil consultatif du CRTC (tenues respectivement le 22 septembre 2023 et le 19 avril 2024).

90. Le Fonds est membre du réseau du Comité de Paris sur le renforcement des capacités et du groupe de coordination informel pour le renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris. Le secrétariat du Conseil a participé à la réunion annuelle de 2023 du réseau et aux réunions de coordination du groupe de coordination informel. Il a également apporté une contribution à la lettre d'information du réseau concernant l'appui à la préparation et au renforcement des capacités dans le cadre du Fonds.

91. Le Conseil a renforcé sa collaboration avec d'autres fonds pour le climat et avec des organisations partenaires en vue de promouvoir l'égalité des sexes dans le cadre de l'action climatique. Par l'intermédiaire de son secrétariat, il a partagé ses données d'expérience concernant l'intégration des questions de genre dans ses activités et dans les projets et programmes soutenus par le Conseil, ainsi que les enseignements qu'il en a tirés. Il a également examiné avec d'autres fonds pour le climat les moyens d'améliorer la complémentarité et la cohérence des travaux menés par les fonds dans le domaine de l'égalité des sexes.

Annex I

Adaptation Fund Board members and alternate members as at 30 June 2024

[English only]

<i>Term of office^a</i>	<i>Position</i>	<i>Name</i>	<i>Party</i>	<i>Constituency</i>
March 2022– March 2024 (elected at CMP 16) ^b	Member	Patience Dampety	Ghana	African States
	Alternate	Fatou Ndeye Gaye	Gambia	African States
	Member	Tae Hoon Kim	Republic of Korea	Asia-Pacific States
	Alternate	Massoud Rezvanian Rahaghi	Islamic Republic of Iran	Asia-Pacific States
	Member	Vacant		Eastern European States
	Alternate	Vacant		Eastern European States
	Member	Kenrick W. Williams	Belize	Latin American and Caribbean States
	Alternate	Mariana Kasprzyk	Uruguay	Latin American and Caribbean States
	Member	Nina Alsen	Germany	Western European and other States
	Alternate	Sylviane Bilgischer	Belgium	Western European and other States
	Member	Naresh Sharma	Nepal	LDCs
	Alternate	Patrick Owere	Uganda	LDCs
	Member	Vacant		Annex I Parties
	Alternate	Vacant		Annex I Parties
	Member	Vacant		Non-Annex I Parties
Alternate	Vacant		Non-Annex I Parties	
March 2023– March 2025 (elected at CMP 17)	Member	Washington Zhakata	Zimbabwe	African States
	Alternate	Ali Daud Mohamed	Kenya	African States
	Member	Albara Tawfiq	Saudi Arabia	Asia-Pacific States
	Alternate	Ahmed Waheed	Maldives	Asia-Pacific States
	Member	Vacant		Eastern European States
	Alternate	Vacant		Eastern European States
	Member	Vacant		Latin American and Caribbean States
	Alternate	Victor Viñas	Dominican Republic	Latin American and Caribbean States
	Member	Kevin Adams	United States	Western European and other States
	Alternate	Frida Jangsten	Sweden	Western European and other States
	Member	Diann Black Layne	Antigua and Barbuda	SIDS
	Alternate	Mani Mate	Cook Islands	SIDS
	Member	Vacant		Annex I Parties
	Alternate	Vacant		Annex I Parties
	Member	Lucas Di Pietro Paolo	Argentina	Non-Annex I Parties
Alternate	Ahmadou Sebory Toure	Guinea	Non-Annex I Parties	

^a Members and alternate members serve for a term of two years and are eligible to serve a maximum of two consecutive terms (see decision 1/CMP.3). Terms as members do not count towards terms as alternate members, and vice versa (see decision 1/CMP.4).

^b The term of office of a member or an alternate will start at the first AFB meeting in the calendar year following their election and end immediately before the first AFB meeting in the calendar year in which the term ends (see decision 4/CMP.5).

Annex II

Approved and actual budget for fiscal year 2024 and approved budget for fiscal year 2025 for the Adaptation Fund Board and its secretariat, for the Technical Evaluation Reference Group of the Adaptation Fund and its secretariat, and for the trustee

[English only]

<i>Budget item</i>	<i>Approved 2024 fiscal year (USD)</i>	<i>Actual 2024 fiscal year (USD)</i>	<i>Approved 2025 fiscal year (USD)</i>
AFB and its secretariat			
Personnel	6 882 409	4 991 114	7 915 177
Travel	754 000	911 451	969 500
General operations	826 400	492 886	1 168 000
Meetings	280 000	280 494	249 020
Subtotal secretariat administrative services (a)	8 742 809	6 675 945	10 301 697
Accreditation (b)	542 300	497 166	566 800
Readiness Programme for Climate Finance (c)	920 900	746 452	1 289 625
Subtotal secretariat (a)+(b)+(c)	10 206 009	7 919 563	12 158 122
Evaluation function			
Personnel	675 625	570 921	629 358
Travel	112 006	103 390	156 043
General operations	116 879	71 526	175 886
Meetings	10 404	10 129	10 664
Evaluation	700 729	275 539	969 705
Subtotal evaluation function	1 615 642	1 031 505	1 941 656
Trustee			
Monetization of CERs	180 000	180 000	180 000
Financial and programme management	320 000	300 000	320 000
Investment management	283 200	369 200	369 000
Accounting and reporting	58 000	58 000	58 000
Legal services	64 000	64 000	64 000
Subtotal trustee	905 200	971 200	991 000
Total	12 726 851	9 922 268	15 090 778

Annex III

Accredited implementing entities¹

[English only]

I. National implementing entities

Agency for Agricultural Development (ADA), Morocco
Agricultural Bank of Niger (BAGRI), Niger
Bhutan Trust Fund for Environmental Conservation (BTFEC), Bhutan
Chilean Agency for International Development Cooperation (AGCID), Chile
Department of Environment (DOE), Antigua and Barbuda
Dominican Institute of Integral Development (IDDI), Dominican Republic
Ecological Monitoring Centre (CSE), Senegal
Environmental Management Agency (EMA), Zimbabwe
Environmental Project Implementation Unit (EPIU), Armenia
Foundation Natura, Panama
Fundecooperación for Sustainable Development, Costa Rica
General Directorate of Sectoral and Special Programs and Projects (DIPROSE), Argentina
Interprofessional Fund for Agricultural Research and Advice (FIRCA), Côte d'Ivoire
Mennonite Social Action Commission (CASM), Honduras
Mexican Institute of Water Technology (IMTA), Mexico
Micronesia Conservation Trust (MCT), Federated States of Micronesia
Ministry of Environment (MOE), Rwanda
Ministry of Finance and Economic Cooperation (MOFEC), Ethiopia
Ministry of Finance and Economic Development (MFED), Tuvalu
Ministry of Finance and Economic Management (MFEM), Cook Islands
Ministry of Planning and International Cooperation (MOPIC), Jordan
Ministry of Water and Environment (MWE), Uganda
National Bank for Agriculture and Rural Development (NABARD), India
National Environment Management Authority (NEMA), Kenya
National Environment Management Council (NEMC), United Republic of Tanzania
National Fund for Environment and Climate (FNEC), Benin
Palli Karma-Sahayak Foundation (PKSF), Bangladesh
Partnership for Governance Reform (Kemitraan), Indonesia
Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas (Profonanpe), Peru
Planning Institute of Jamaica (PIOJ), Jamaica
Protected Areas Conservation Trust (PACT), Belize

¹ Presented in alphabetical order.

South African National Biodiversity Institute (SANBI), South Africa

II. Multilateral implementing entities

African Development Bank (AfDB)

Asian Development Bank (ADB)

European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)

Inter-American Development Bank (IDB)

International Bank for Reconstruction and Development (IBRD)

International Fund for Agricultural Development (IFAD)

United Nations Development Programme (UNDP)

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)

United Nations Environment Programme (UNEP)

United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat)

United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)

World Food Programme (WFP)

World Health Organization (WHO)

World Meteorological Organization (WMO)

III. Regional implementing entities

Caribbean Community Climate Change Centre (CCCCC)

Caribbean Development Bank (CDB)

Central American Bank for Economic Integration (CABEI)

Development Bank of Latin America (CAF)

International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD)

Pacific Community (SPC)

Sahara and Sahel Observatory (OSS)

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)

West African Development Bank (BOAD)

Annex IV

Participation in meetings and events during the reporting period

[English only]

1. In addition to AFB meetings, Accreditation Panel meetings and readiness-related events organized by the AFB and its secretariat (described in chap. III of this document), the AFB, its secretariat and/or the AF-TERG organized and/or participated in the following:
 - (a) Regional needs-based finance training workshop for the Central Asia and South Caucasus countries (3–7 July 2023 in Dushanbe, Tajikistan);
 - (b) Regional needs-based finance training workshop for the Economic Community of West African States (22–25 August 2023 in Bonn);
 - (c) 8th Asia-Pacific Adaptation Forum (28 August to 1 September 2023 in Incheon, Republic of Korea);
 - (d) GEF Expanded Constituency Workshop (2–5 October 2023 in Skopje, North Macedonia);
 - (e) 65th meeting of the GEF Council (10 October 2023 in Washington, D.C.);
 - (f) Congress of the Network of Environmental Funds of Latin America and the Caribbean, RedLAC (23–26 October 2023 in Cusco, Peru);
 - (g) Pre-COP 28 (30–31 October 2023 in Abu Dhabi, United Arab Emirates);
 - (h) Asia-Pacific Climate Week 2023 (13–17 November 2023 in Johor Bahru, Malaysia);
 - (i) COP 28 (30 November to 12 December 2023 in Dubai, United Arab Emirates);
 - (j) Meeting of the United Nations Evaluation Group (29 January to 2 February 2024 in Malaga, Spain);
 - (k) 45th meeting of the Least Developed Countries Expert Group (20–23 February 2024 in Bujumbura, Burundi);
 - (l) 66th meeting of the GEF Council (5–9 February 2024 in Washington, D.C.);
 - (m) Climate Resilience Programme workshop organized by the CIF (19–20 February 2024 in London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
 - (n) Round table, “Climate, Peace and Security: Operationalizing the Climate, Relief, Recovery and Peace Declaration”, organized by the United Nations Peacebuilding Support Office and Adelphi in the context of the World Bank Fragility Forum (1 March 2024 in Washington, D.C.);
 - (o) Gobeshona Global Conference 2024 (1–8 March 2024, virtual);
 - (p) 38th meeting of the GCF Board (4–7 March 2024 in Kigali, Rwanda);
 - (q) 3rd GEF Independent Evaluation Office Conference (5–7 March 2024 in Washington, D.C.);
 - (r) Adaptation Forum organized by the Adaptation Committee (18–19 March 2024 in Bonn);
 - (s) GCF Regional Dialogue with Eastern Europe and Central Asia (18–22 March 2024 in Skopje, North Macedonia);
 - (t) UNFCCC Gender Collective Impact Gathering meeting (20 March 2024 in New York City, United States);
 - (u) Integrity Council for the Voluntary Carbon Market Continuous Improvement Work Programs on Paris Alignment (12 April 2024, virtual);

- (v) Round table, “Linking adaptive social protection and climate financing” at the World Bank Spring Meetings, organized by the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (18 April 2024 in Washington, D.C.);
- (w) NAP Expo 2024, organized by the Least Developed Countries Expert Group (24–26 April 2024 in Dhaka, Bangladesh);
- (x) Accelerating Gender-Responsive NDC Implementation in the Asia-Pacific, organized by the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women and the UNFCCC (1–3 May 2024 in Seoul, Republic of Korea);
- (y) 18th International Conference on Community-Based Adaptation (6–9 May 2024 in Arusha, United Republic of Tanzania);
- (z) Closed-door meeting on the financing gap for social protection, organized by the International Labour Organization (12 May 2024, virtual);
- (aa) Intersectionality Workshop, organized by the International Institute for Sustainable Development (28–30 May 2024 in Istanbul, Türkiye);
- (bb) CIF Trust Fund Committee meeting (10–14 June 2024 in Washington, D.C.);
- (cc) SB 60 (3–13 June 2024 in Bonn);
- (dd) Kick-off meeting of the new expert task force on linking adaptive social protection and climate financing, organized by the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (5 June 2024, virtual);
- (ee) Round-table discussion, “Climate finance to leverage social protection for climate action: what role for the UN climate funds?”, organized by the German Institute of Development and Sustainability (5 June 2024 in Bonn);
- (ff) “Effective Climate Finance: Realizing Gender-Responsive, Human-Rights Center Finance to Achieve Ambitious Climate Action”, hosted by the Women’s Environment and Development Organization, the Center for International Environmental Law and the Heinrich Böll Foundation (5 June 2024 in Bonn);
- (gg) Dinner event, “Briefing for Contributors: Recent Updates on the Adaptation Fund”, organized by the AF (10 June 2024 in Bonn);
- (hh) Stop and Reflect Meeting on Mobilizing Finance for Ambitious Climate Action, organized by the NDC Partnership (11 June 2024 in Bonn);
- (ii) Solutions Workshop on Strengthening Climate Finance Readiness in Fragile and Conflict-affected Settings (10–11 June 2024 in Abu Dhabi, United Arab Emirates, and virtual);
- (jj) ICLEI – Local Governments for Sustainability World Congress 2024 (18–21 June 2024, in Sao Paulo, Brazil);
- (kk) GEF Gender Partnership meeting (21 June 2024, in Washington, D.C.);
- (ll) Climate Finance and Gender Equality Private Roundtable, organized by the Wilson Center (25 June 2024, virtual);
- (mm) 39th meeting of the GCF Board (15–18 July 2024 in Incheon, Republic of Korea).

Annex V

Examples of gender-sensitive and -responsive interventions in Adaptation Fund projects approved during the reporting period

[English only]

1. Efforts to proactively address gender equality and women's empowerment in adaptation action have continued by ensuring that AF-funded projects and programmes include gender-responsive measures for effective, sustainable and equitable outcomes of adaptation action.
2. Gender-sensitive and -responsive interventions in four AF projects or programmes approved during the reporting period, extracted from their gender assessments and project-specific gender action plans, include:
 - (a) To acknowledge and respond to gender-differentiated climate risks, the projects have identified women's specific concerns and experiences and focused on sectors with a significant impact for women such as food security and nutrition,¹ disaster management² and water management;³
 - (b) To ensure gender representation in decision-making at the project level, by appointing gender specialists and focal points, adopting coordination mechanisms involving women's groups to monitor progress of projects⁴ and setting gender-balanced project executing teams and committees to ensure women's participation in projects;⁵
 - (c) To raise awareness and carry out activities to sensitize communities to the critical role women play in society and climate action, promoting a change in social norms related to gender⁶ and establishing a gender-based violence hotline to address grievances related to gender-based violence;⁷
 - (d) To address women's burdens through specific gender-responsive interventions, such as constructing drinking water taps (use of time), building separate temporary toilets to reduce gender-based violence⁸ and establishing day-care services and activities to ensure women attend project trainings.⁹

¹ "Building adaptive capacity through food and nutrition security and peacebuilding actions in vulnerable Afro and indigenous communities in the Colombia-Ecuador border area" in Ecuador and Colombia, implemented by WFP.

² "Reducing vulnerabilities of populations in the Central Asia region from glacier lake outburst floods in changing climate" in Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan and Uzbekistan, implemented by UNESCO.

³ "Enhance community, local and national-level urban climate change resilience to water scarcity, caused by floods and droughts in Rawalpindi and Nowshera, Pakistan", implemented by UN-Habitat.

⁴ See footnote 3 above.

⁵ "Scaling up climate-smart agriculture in East Guinea-Bissau", implemented by BOAD in Guinea-Bissau.

⁶ "Building Urban Climate Resilience in South-eastern Africa", implemented by UN-Habitat in Comoros, Madagascar, Malawi and Mozambique.

⁷ "Increasing the resilience of informal urban settlements in Fiji that are highly vulnerable to climate change and disaster risks", implemented by UN-Habitat.

⁸ "Adapting to climate induced threats to food production and food security in the Karnali Region of Nepal", implemented by WFP.

⁹ "Strengthening Drought Resilience for Small Holder Farmers and Pastoralists in the IGAD Region (Djibouti, Kenya, Sudan, Uganda)", implemented by OSS.

Annex VI

Communications

[English only]

1. The AFB, with support of its secretariat, continued its effective strategy of producing and disseminating engaging content in targeted news streams to highlight AF work and project voices on the ground, growing demand for projects and adaptation finance needs, and expanding AF funding windows and opportunities for countries, among other timely topics.
2. The AFB, supported by its secretariat, continued to be highly productive in its communication endeavours and to innovate by producing new avenues of communication, including showcasing projects on the ground; incorporating new digital channels, drone footage and short-form videos, multiple languages and new media monitoring tools; and working closely with implementing partners and other stakeholders to showcase AF projects and programmes in action via videos and stories, including highlighting beneficiary voices on the ground and growing AF funding windows. Products included six project stories, 15 news releases, 12 videos and 10 photo albums.
3. Key AF events, news features and other outreach activities were showcased via social media, stories, multimedia, photo albums, flyers and other platforms. These efforts helped to significantly grow the AF website audience as well as partnerships with key communications colleagues from other funds, IEs and executing entities, media, civil society organizations, the UNFCCC and other stakeholders operating in the climate space.
4. The AFB, through its secretariat, organized and coordinated AF representation at COP 28 through its first joint climate funds pavilion, building on the success of its first full-scale AF pavilion in 2022. Its branding, web and digital materials were highly visible and well-received and related events were well-attended by AF stakeholders and partners. The pavilion featured videos and information materials highlighting AF projects, niche and value. Over 700 media mentions were tracked from October 2023 to early March 2024, including in prominent international and regional news outlets. The AFB, with support of its secretariat, produced five stories in collaboration with media partner Climate Home News to extend its reach, as well as several email newsletters, podcasts, flyers, brochures and blogs. Themes such as locally led adaptation, early warning systems, Indigenous Peoples, alternative livelihoods, environment, security and health related to adaptation, water and food security, nature-based solutions, scaling up innovation, learning and readiness, gender, youth, climate-resilient infrastructure, technology and innovative practices in adaptation were highlighted, and a record number of adaptation needs were identified.
5. Project stories covered a wide range of countries across Africa, Asia and the Pacific, Eastern Europe, and Latin America and the Caribbean, including direct access projects and projects in SIDS and the LDCs. Multimedia products showcased AF projects in action and thought leadership in adaptation across key trends and novel programmes. Key messaging was developed and shared to maximize leadership interventions in outreach events. Several new brochures and social media cards were developed on timely themes and global days, and additional stories and videos shared from IE partners.
6. Through extensive media campaigns supported by the AFB secretariat, the AF was in the media spotlight consistently. Significant growth was seen across the diverse communication platforms of the AF and in mentions of the AF in the media.
7. There were 550,000 AF web page views during the reporting period. With regard to social media channels, the AF reached close to 25,000 followers on X (formerly known as Twitter) thanks to an increase of 2,400 followers. The number of website users also rose, from 41,000 to 117,000. The continued growth of and activities on its communication channels has in turn fed the growth of the AF by continuing to build its brand and reaching a growing key audience with quality and diverse communication products highlighting its evolving work. Website updates are continuing, and tools such as artificial intelligence are being explored in brand monitoring. Timely, consistent news and visible outreach

communications contributed to the Fund's third highest resource mobilization figure in its history at USD 188 million.

Annex VII

Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board between 1 July 2023 and 30 June 2024

[English only]

Table VII.1

Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board at its 41st meeting

<i>Country</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost (USD)</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>Decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
1. Full proposals: single country									
RIE									
Peru	CAF	AFB/PPRC.32/4	5 361 666	321 426		5 361 666		Approved	5 361 666
MIE									
Central African Republic	IFAD	AFB/PPRC.32/5	10 000 000	602 954			10 000 000	Approved	10 000 000
Lao People's Democratic Republic	UN-Habitat	AFB/PPRC.32/6	7 561 131	662 034			7 561 131	Approved	7 561 131
Libya	IFAD	AFB/PPRC.32/7	9 995 758	873 952			9 995 758	Approved	9 995 758
Subtotal						–	5 361 666	27 556 889	32 918 555
2. Concepts: single country									
NIE									
Honduras	CASM	AFB/PPRC.32/8	4 000 000	320 000	4 000 000			Endorsed	0
RIE									
Bangladesh	ICIMOD	AFB/PPRC.32/9	9 999 929	838 480		9 999 929		Endorsed	0
Pakistan	ICIMOD	AFB/PPRC.32/11	9 995 275	799 235		9 995 275		Endorsed	0
Uruguay	CAF	AFB/PPRC.32/10	10 000 000	818 000		10 000 000		Endorsed	0
Subtotal						4 000 000	29 995 204	–	–
3. PFG: single country									
NIE									
Honduras		AFB/PPRC.32/8/Add.1	50 000		50 000			Approved	50 000
Subtotal						50 000	–	–	50 000
4. Full proposals: regional									
MIE									

Country	IE	PPRC document number	Grant size (USD)	Execution cost (USD)	NIE funding (USD)	RIE funding (USD)	MIE funding (USD)	Decision	Funding set aside (USD)
Azerbaijan, Iran (Islamic Republic of)	UN-Habitat	AFB/PPRC.32/12	14 000 000	1 119 458			14 000 000	Rejected	0
Subtotal							14 000 000		
5. Concepts: regional									
MIE									
Angola, Namibia	IFAD	AFB/PPRC.32/13	14 000 000	1 100 000			14 000 000	Endorsed	0
Subtotal							14 000 000		

Table VII.2

Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board during the intersessional period between its 41st and 42nd meetings

Country	IE	PPRC document number	Grant size (USD)	Execution cost (USD)	NIE funding (USD)	RIE funding (USD)	MIE funding (USD)	AFB decision	Funding set aside (USD)
1. Full proposals: single country									
MIE									
Montenegro	IFAD	AFB/PPRC/40-41/6	2 000 000	873 612			10 000 000	Approved	10 000 000
Subtotal			2 000 000	873 612			10 000 000		10 000 000
2. Full proposals: regional									
MIE									
Côte d'Ivoire, Ghana	UN-Habitat	AFB/PPRC/39-40/11	12 895 007	1 221 000			13 991 159	Approved	13 991 159
Subtotal			12 895 007	1 221 000			13 991 159		13 991 159
Total (1+2)			15 995 524	1 189 653			23 991 195		23 991 159

Table VII.3

Project-related funding decisions made by the Adaptation Fund Board at its 42nd meeting

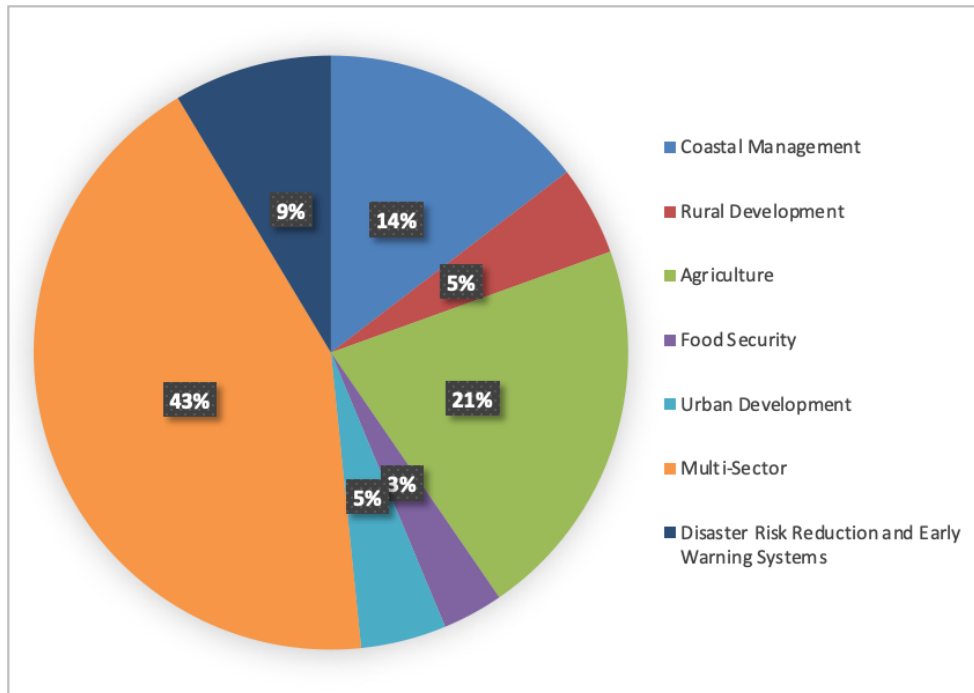
Country	IE	PPRC document number	Grant size (USD)	Execution cost	NIE funding (USD)	RIE funding (USD)	MIE funding (USD)	Decision	Funding set aside (USD)
1. Full proposals: single country									
NIE									
Belize	PACT	AFB/PPRC.33/4	4 000 000	350 230	4 000 000			Approved	4 000 000
Benin	FNEC	AFB/PPRC.33/5	2 934 545	234 650	2 934 545			Approved	2 934 545
Zimbabwe	EMA	AFB/PPRC.33/6	4 989 000	432 000	4 989 000			Approved	4 989 000

<i>Country</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>Decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
RIE									
Fiji	SPC	AFB/PPRC.33/7	5 707 100	495 000		5 707 100		Approved	5 707 100
Uruguay	CAF	AFB/PPRC.33/8	10 000 000	875 000		10 000 000		Approved	10 000 000
MIE									
Cambodia	UN-Habitat	AFB/PPRC.33/9	10 000 000	875 575			10 000 000	Approved	10 000 000
Georgia	IFAD	AFB/PPRC.33/10	9 846 766	754 166			9 846 766	Approved	9 846 766
Nicaragua	WFP	AFB/PPRC.33/11	10 000 000	750 000			10 000 000	Approved	10 000 000
Subtotal				11 923 545		15 707 100	29 846 766		57 477 411
2. Concepts: single country									
NIE									
Armenia	EPIU	AFB/PPRC.33/12	4 472 630	60 920	4 472 630			Endorsed	–
Indonesia (1)	Kemitraan 1	AFB/PPRC.33/13	960 225	84 085	960 225			Endorsed	–
Indonesia (2)	Kemitraan 2	AFB/PPRC.33/14	970 503	83 758	970 503			Endorsed	–
Mexico	IMTA	AFB/PPRC.33/15	8 000 000	700 461	8 000 000			Endorsed	–
RIE									
Argentina	CAF	AFB/PPRC.33/16	10 000 000	879 117		10 000 000		Endorsed	–
MIE									
Bosnia and Herzegovina	IFAD	AFB/PPRC.33/17	10 000 000	873 612			10 000 000	Endorsed	–
Uzbekistan	IFAD	AFB/PPRC.33/18	10 000 000	870 000			10 000 000	Endorsed	–
Subtotal					14 403 358	10 000 000	20 000 000		
3. PFG: single country									
NIE									
Armenia	EPIU	AFB/PPRC.33/12/Add.1	45 000		45 000			Approved	45 000
Indonesia (1)	Kemitraan 1	AFB/PPRC.33/13/Add.1	50 000		50 000			Approved	50 000
Indonesia (2)	Kemitraan 2	AFB/PPRC.33/14/Add.1	50 000		50 000			Approved	50 000
Mexico	IMTA	AFB/PPRC.33/15/Add.1	50 000		50 000			Approved	50 000
Subtotal					195 000				195 000
4. Concepts: regional									
RIE									
Antigua and Barbuda, Saint Kitts and Nevis,	CDB	AFB/PPRC.33/19	13 999 520	1 127 080		13 999 520		Endorsed	–

<i>Country</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>Decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
Saint Vincent and the Grenadines									–
MIE									
Bangladesh, Nepal	WMO	AFB/PPRC.33/20	12 090 000	950 000			12 090 000	Endorsed	–
Costa Rica, Panama	UNEP	AFB/PPRC.33/21	12 100 000	1 000 000			12 100 000	Endorsed	–
Subtotal						13 999 520	24 190 000		–
5. PFG: regional concepts									
RIE									
Antigua and Barbuda, Saint Kitts and Nevis, Saint Vincent and the Grenadines	CDB	AFB/PPRC.33/19/Add.1	100 000			100 000		Approved	100 000
MIE									
Bangladesh, Nepal	WMO	AFB/PPRC.33/20/Add.1	80 000				80 000	Approved	80 000
Costa Rica, Panama	UNEP	AFB/PPRC.33/21/Add.1	80 000				80 000	Approved	80 000
Subtotal						100 000	160 000		260 000
6. Pre-concepts: regional									
MIE									
Guinea, Kenya, Sao Tome and Principe	WHO	AFB/PPRC.33/22	13 920 000	13 920 000			13 920 000	Endorsed	–
Subtotal							13 920 000		–
7. PFG pre-concepts: regional									
MIE									
Guinea, Kenya, Sao Tome and Principe	WHO	AFB/PPRC.33/22/Add.1	20 000				20 000	Approved	20 000
Subtotal							20 000		20 000
Total (1+2+3+4+5+6+7)					26 521 903	39 806 620	88 136 766		57 952 411
8. Full proposals: enhanced direct access									
NIE									
Honduras	CASM	AFB/PPRC.33/24	4 000 000	350 400	4 000 000			Approved	4 000 000
Peru	Profonanpe	AFB/PPRC.33/25	5 000 000	68 095	5 000 000			Approved	5 000 000
Subtotal					9 000 000				9 000 000

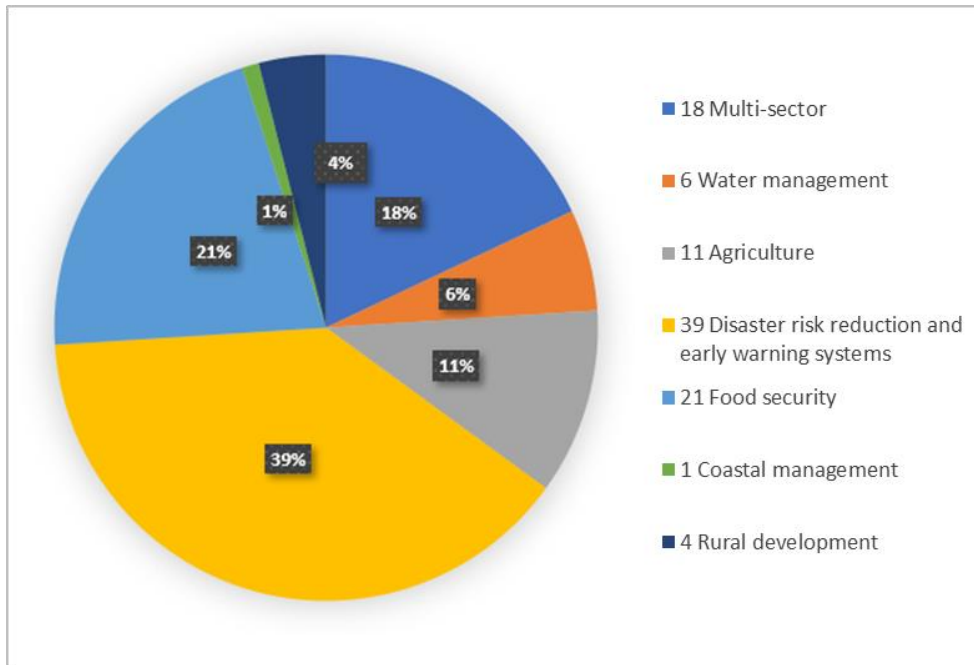
<i>Country</i>	<i>IE</i>	<i>PPRC document number</i>	<i>Grant size (USD)</i>	<i>Execution cost</i>	<i>NIE funding (USD)</i>	<i>RIE funding (USD)</i>	<i>MIE funding (USD)</i>	<i>Decision</i>	<i>Funding set aside (USD)</i>
9. Concepts: enhanced direct access									
NIE									
Armenia	EPIU	AFB/PPRC.33/26	4 760 000	60 000	4 760 000			Endorsed	-
Côte d'Ivoire	FIRCA	AFB/PPRC.33/27	4 950 000	395 808	4 950 000			Endorsed	-
Subtotal			9 710 000						-
10. PFG concepts: enhanced direct access									
NIE									
Armenia	EPIU	AFB/PPRC.33/26/Add.1	50 000		50 000			Approved	50 000
Côte d'Ivoire	FIRCA	AFB/PPRC.33/27/Add.1	50 000		50 000			Approved	50 000
Subtotal					100 000				100 000
Total (8+9+10)						18 810 000			9 100 000
11. Full proposals single country: large innovation projects									
MIE									
Bhutan	WFP	AFB/PPRC.33/29	4 983 736	398 505			4 983 736	Approved	4 983 736
Subtotal							4 983 736		4 983 736
12. Concepts single country: large innovation projects									
MIE									
Burundi	UNEP	AFB/PPRC.33/30	5 000 000	437 786			5 000 000	Endorsed	-
Subtotal							5 000 000		
Total (11+12)							9 983 736		4 983 736
13. Learning grants									
NIE									
Armenia	EPIU	AFB/PPRC.33/35	125 100				125 100	Approved	125 100
Subtotal							125 100		125 100
14. AFCIA grants									
MIE									
Global	UNEP	AFB/PPRC.33/33	10 000 000	909 090			10 000 000	Approved	10 000 000
Subtotal							10 000 000		10 000 000
Grand total (1+2+3+4+5+6+7+8+9+10+11+12+13+14)						45 331 903	39 806 620	108 245 602	82 161 247

Figure VII.1
Fully developed project and programme proposals approved by the Adaptation Fund Board between 1 July 2023 and 30 June 2024, shares by sector



Note: The thematic area for regional proposals is disaster risk reduction and early warning systems.

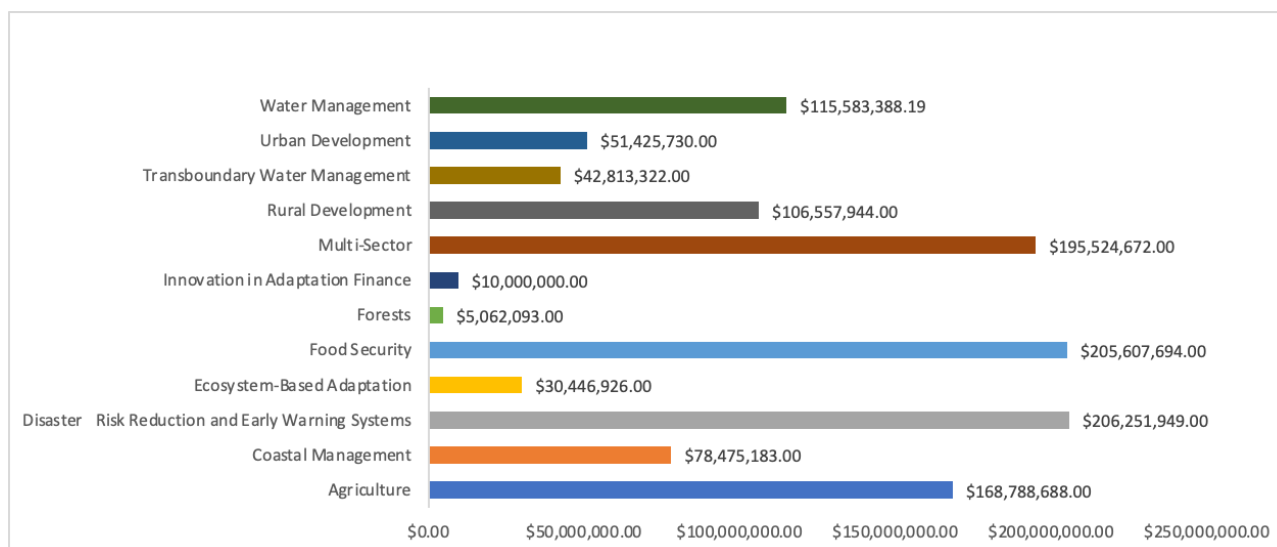
Figure VII.2
Project and programme pre-concepts and concepts endorsed by the Adaptation Fund Board between 1 July 2023 and 30 June 2024, shares by sector



Note: The thematic areas for regional proposals are food security, and disaster risk reduction and early warning systems.

Figure VII.3

Status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2024 by allocated amount, by sector



Note: The thematic areas for regional proposals are food security, disaster risk reduction and early warning systems, transboundary water management, and innovation in adaptation finance. Projects under the innovation facility were tagged against the innovation sector to highlight the share of innovation investments. However, these can be in a variety of sectors (e.g. advancement of gender equality, enhancement of cultural heritage, inclusion of youth, social innovation).

Table VII.4

Funding decisions made by the Adaptation Fund Board for projects under the Readiness Programme for Climate Finance during the reporting period

Party	IE providing support	PPRC document reference	Requested amount (USD)	NIE funding (USD)	Funding set aside (USD)	AFB decision
Readiness package grants						
Burkina Faso	CSE	AFB/PPRC.31-32.2	144 197	144 197	144 197	Approved
Kenya	NEMA	AFB/PPRC.32-33.2	149 343	149 343	149 343	Approved
Total			293 540	293 540	293 540	

Annex VIII

Status of the portfolio of the Adaptation Fund

[English only]

Table VIII.1

Status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2024

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Antigua and Barbuda	An integrated approach to physical adaptation and community resilience in Antigua and Barbuda's Northwest McKinnon's watershed	ABED	9 970 000	9 970 000	17 Mar. 2017	Under implementation
Antigua and Barbuda	Innovative technologies for improved water availability to increase food security in Antigua and Barbuda	ABED	250 000	250 000	23 Dec. 2020	Proposal approved
Argentina	Increasing Climate Resilience and Enhancing Sustainable Land Management in the South-west of the Buenos Aires Province	IBRD	4 296 817	4 296 817	14 Dec. 2012	Project closed
Argentina	Enhancing the Adaptive Capacity and Increasing Resilience of Small-size Agriculture Producers of the Northeast of Argentina	Unit for Rural Change – Argentina	5 640 000	5 640 000	5 May 2013	Project closed
Armenia	Artik city closed stonepit wastes and flood management pilot project	EPIU	1 435 100	1 435 100	12 Oct. 2018	Project closed
Armenia	Strengthening land-based adaptation capacity in communities adjacent to protected areas in Armenia	EPIU	2 506 000	2 506 000	15 Mar. 2019	Project closed
Armenia	Engaging Future Leaders: Digital Education Module on Adaptation Challenges and Best Practices for Youth	EPIU	231 250	231 250	11 Oct. 2019	Under implementation
Bangladesh	Adaptation Initiative for Climate Vulnerable Offshore Small Islands and Riverine Charland in Bangladesh	UNDP	9 995 369	2 588 075	15 Mar. 2019	Under implementation
Belize	Belize Marine Conservation and Climate Adaptation Initiative	IBRD	6 000 000	6 000 000	18 Aug. 2014	Project closed
Belize	Enhancing the Resilience of Belize's Coastal Communities to Climate Change Impacts	PACT	4 000 000		19 Apr. 2024	Proposal approved
Belize	Building Community Resilience via Transformative Adaptation (Enhanced Direct Access)	PACT	5 000 000	1 083 154	13 Oct. 2023	Under implementation
Benin	Building Resilience to Climate Change of the Neighbouring Populations of the Classified Forests of Bassila and Penessoulou in the Central Region of Benin	FNEC	2 934 545		19 Apr. 2024	Proposal approved
Bhutan	Adaptation to Climate-Induced Water Stresses through Integrated Landscape Management in Bhutan	BT FEC	9 998 955	3 605 597	14 Oct. 2022	Under implementation

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Bhutan	Innovative Adaptation Financing to Build the Resilience and Adaptive Capacity of Smallholder Farmers in Bhutan (InAF-Bhutan)	WFP	4 983 736		19 Mar. 2024	Proposal approved
Bhutan	Building Adaptive Capacity through Innovative Management of Pests/Disease and Invasive Alien Species (IAS) in Bhutan to Enhance Sustainable Agro-Biodiversity and Livelihoods	BTFEC	250 000	250 000	21 Oct. 2021	Proposal approved
Cambodia	Enhancing Climate Resilience of Rural Communities Living in Protected Areas of Cambodia	UNEP	4 954 273	4 954 273	29 Jun. 2012	Project closed
Cambodia	Climate change adaptation through small-scale & protective infrastructure interventions in coastal settlements of Cambodia	UN-Habitat	5 000 000	4 558 846	26 Jan. 2021	Under implementation
Cambodia	Increasing Climate Resilience through Small-scale Infrastructure Investments and Enhancing Adaptive Capacity of Vulnerable Communities in Kampot and Koh Kong Provinces in Cambodia	UN-Habitat	10 000 000	928 177	19 Mar. 2024	Proposal approved
Cameroon	Increasing local communities' resilience to climate change through youth entrepreneurship and integrated natural resources management	IFAD	9 982 000	1 260 000	23 Sep. 2020	Under implementation
Central African Republic	Increasing the Adaptation Capacity and Resilience of Rural Communities to Climate Change in the Central African Republic	IFAD	10 000 000		13 Oct. 2023	Proposal approved
Chile	Water Security: Improving Access to Water during Emergency Situations in the City of Quilpue, Valparaiso Region	International Cooperation Agency – Chile	230 000	230 000	11 Oct. 2019	Under implementation
Chile	Enhancing resilience to climate change of the small agriculture in the Chilean region of O'Higgins	International Cooperation Agency – Chile	9 960 000	9 960 000	9 Oct. 2015	Under implementation
Colombia	Reducing Risk and Vulnerability to Climate Change in the Region of La Depression Momposina in Colombia	UNDP	8 518 307	8 518 307	28 Jun. 2012	Project closed
Congo	Building adaptive capacity to climate change in vulnerable communities living in the Congo River Basin	WFP	9 999 909	5 102 148	11 Oct. 2019	Under implementation
Cook Islands	Akamatutu'anga i te iti tangata no te tuatau manakokore ia e te tau'anga reva – Strengthening the Resilience of our Islands and our Communities to Climate Change	UNDP	5 381 600	5 381 600	14 Dec. 2011	Project closed
Cook Islands	“Akamatutu'anga kia Tukatau te Ora'anga ite Pa Enuu” Pa Enuu Action for Resilient Livelihoods (PEARL)	MFEM	2 999 125	2 999 125	22 Mar. 2018	Under implementation
Costa Rica	Reducing the Vulnerability by Focusing on Critical Sectors (Agriculture, Water Resources and Coastlines) in order to Reduce the Negative Impacts of Climate Change and Improve the Resilience of these Sectors	Fundecooperación	9 970 000	9 970 000	10 Oct. 2014	Under implementation

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Costa Rica	Increasing the Resilience of Vulnerable Populations in Costa Rica by Scaling Up Adapta2+	Fundecooperación	10 000 000	700 000	28 Jul. 2022	Under implementation
Côte d'Ivoire	Increasing Rural Communities' Adaptive Capacity and Resilience to Climate Change in Bandama Basin in Côte d'Ivoire	IFAD	6 000 000	2 060 470	23 Feb. 2022	Proposal approved
Côte d'Ivoire	Strengthen the Resilience of Smallholder Farmers to the Effects of Climate Change through the Adoption of Proven Innovative Technologies and Practices	FIRCA	4 000 000	1 412 166	24 Mar. 2023	Under implementation
Cuba	Reduction of vulnerability to coastal flooding through ecosystem-based adaptation in the south of Artemisa and Mayabeque provinces	UNDP	6 067 320	6 067 320	14 Dec. 2012	Project closed
Djibouti	Developing Agro-Pastoral Shade Gardens as an Adaptation Strategy for Poor Rural Communities	UNDP	4 658 556	4 658 556	29 Jun. 2012	Project closed
Djibouti	Integrated Water and Soil Resources Management Project (Projet de gestion intégrée des ressources en eau et des sols PROGIRES)	IFAD	5 339 285	2902 375	26 Jul. 2021	Under implementation
Dominican Republic	Strengthening of a Replicable Micro Ecosystem of Accelerated Technological Innovation for Adaptation and Mitigation to Climate Change in Dominican Republic through the Development of a Pilot Thermo Solar Desalination Appropriate Technology	Dominican Institute of Integral Development	249 929	249 929	23 Sep. 2020	Proposal approved
Dominican Republic	Enhancing Climate Resilience in San Cristóbal Province, Dominican Republic – Integrated Water Resources Management Programme	Dominican Institute of Integral Development	9 953 692	9 953 692	15 Mar. 2019	Under implementation
Ecuador	Enhancing resilience of communities to the adverse effects of climate change on food security, in Pichincha Province and the Jubones River basin	WFP	7 449 468	7 449 468	18 Mar. 2011	Project closed
Ecuador	Increasing adaptive capacity of local communities, ecosystems and hydroelectric systems in the Río Blanco upper watershed (Toachi-Pilatón watershed) with a focus on Ecosystem and Community Based Adaptation and Integrated Adaptive Watershed Management	CAF	2 489 373	646 368.08	16 Jul. 2018	Proposal approved
Egypt	Building Resilient Food Security Systems to Benefit the Southern Egypt Region	WFP	6 904 318	6 904 318	28 Jun. 2012	Project closed
Egypt	Building Resilient Food Security Systems to Benefit the Southern Egypt Region - Phase 2	WFP	3 094 962	3 094 962	23 Sep. 2020	Under implementation
El Salvador	Enhancing climate resilience of rural communities and ecosystems in Ahuachapán-Sur, El Salvador	UNDP	8 484 503	3 556 591	11 Oct. 2019	Under implementation
Eritrea	Climate Change Adaptation Programme In Water and Agriculture in Anseba Region, Eritrea	UNDP	6 520 850	6 520 850	18 Mar. 2011	Project closed

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Ethiopia	Climate Smart Integrated Rural Development Project	MOFEC	9 987 910	9 987 910	17 Mar. 2017	Under implementation
Fiji	Increasing the resilience of informal urban settlements in Fiji that are highly vulnerable to climate change and disaster risks	UN-Habitat	4 235 995	1 797 380	10 Oct. 2017	Under implementation
Fiji	Strengthening the Adaptive Capacity of Coastal Communities of Fiji to Climate Change through Nature-Based Seawalls	SPC	5 707 100		19 Apr. 2024	Proposal approved
Gambia	Rural Integrated Climate Adaptation and Resilience Building Project (RICAR)	WFP	10 000 000	3 124 586	11 Mar. 2021	Under implementation
Georgia	Developing Climate Resilient Flood and Flash Flood Management Practices to Protect Vulnerable Communities of Georgia	UNDP	5 316 500	5 316 500	14 Dec. 2011	Project closed
Georgia	Dairy Modernization and Market Access: Adaptation Component (DiMMAadapt)	IFAD	4 644 794	3 755 531	11 Oct. 2019	Under implementation
Georgia	Dairy Modernization and Market Access: Adaptive and Climate-Resilient Pasture Management (DiMMAadapt+)	IFAD	9 846 766		19 Apr. 2024	Proposal approved
Ghana	Increased Resilience to Climate Change in Northern Ghana through the Management of Water Resources and Diversification of Livelihoods	UNDP	8 293 972.19	8 293 972.19	5 Apr. 2013	Project closed
Global	Climate Adaptation Innovation Accelerator Programme (CAIAP)	WFP	10 000 000	2 290 188	13 Oct. 2023	Proposal approved
Global	Special Financing Window in Support of Innovation for Adaptation	UNEP	5 000 000	4 467 500	11 Oct. 2019	Under implementation
Global	Adaptation Fund – UNDP Innovation Small Grant Aggregator Platform (ISGAP)	UNDP	5 000 000	5 000 000	11 Oct. 2019	Under implementation
Global	The Adaptation SMEs Innovation Facility (ASIF)	UNIDO	10 000 000		13 Oct. 2023	Proposal approved
Global	AFCIA-UNEP II in Support of Innovation for Adaptation	UNEP	10 000 000	1 023 637	19 Apr. 2024	Proposal approved
Guatemala	Climate change resilient production landscapes and socioeconomic networks advanced in Guatemala	UNDP	5 425 000	5 425 000	12 Sep. 2013	Project closed
Guinea-Bissau	Scaling up climate-smart agriculture in East Guinea-Bissau	BOAD	9 979 000	7 752 000	10 Oct. 2017	Under implementation
Haiti	Implementing Measures for Climate Change Adaptation and Disaster Risk Reduction Mitigation of School Facilities in Haiti	UNESCO	9 916 344	5 915 279	23 Feb. 2022	Under implementation
Honduras	Addressing Climate Change Risks on Water Resources in Honduras: Increased Systemic Resilience and Reduced Vulnerability of the Urban Poor	UNDP	5 620 300	5 620 300	17 Sep. 2010	Project closed
Honduras	Ecosystem-Based Adaptation at Communities of the Central Forest Corridor in Tegucigalpa	UNDP	4 379 700	4 379 700	17 Mar. 2017	Under implementation
Honduras	Direct Access Program for Financing Climate Change Adaptation Projects to Increase the Adaptive Capacity and Climate Resilience of Indigenous and Afro-descendant	CASM	4 000 000	660 390	19 Apr. 2024	Proposal approved

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
	Communities in the Marine Coastal Region of the Municipalities of Juan Francisco Bulnes and Brus Laguna in Honduras					
India	Climate Proofing of Watershed Development Projects in the States of Tamil Nadu and Rajasthan	NABARD	1 344 155	1 344 155	9 Oct. 2015	Under implementation
India	Building Adaptive Capacities of Small Inland Fishermen Community for Climate Resilience and Livelihood Security, Madhya Pradesh, India	NABARD	1 790 500	895 240	10 Apr. 2015	Under implementation
India	Enhancing Adaptive Capacity and Increasing Resilience of Small and Marginal Farmers in Purulia and Bankura Districts of West Bengal	NABARD	2 510 854	2 510 854	10 Oct. 2014	Under implementation
India	Conservation and Management of Coastal Resources as a Potential Adaptation Strategy for Sea Level Rise	NABARD	689 264	689 264	10 Oct. 2014	Under implementation
India	Climate smart actions and strategies in north western Himalayan region for sustainable livelihoods of agriculture-dependent hill communities	NABARD	969 570	969 570	9 Oct. 2015	Under implementation
India	Building Adaptive Capacities of Communities, Livelihoods and Ecological Security in the Kanha-Pench Corridor of Madhya Pradesh	NABARD	2 556 093	2 556 093	7 Oct. 2016	Under implementation
Indonesia	Community Adaptation for Forest-Food Based Management in Saddang Watershed Ecosystem	Kemitraan	835 465	835 465	8 Jul. 2019	Project closed
Indonesia	Safekeeping-Surviving-Sustaining towards Resilience: 3S Approach to Build Coastal City Resilience to Climate Change Impacts and Natural Disasters in Pekalongan City, Central Java Province	Kemitraan	5 972 670	4 769 865	23 Sep. 2020	Under implementation
Indonesia	Enhancing the Adaptation Capability of Coastal Community in Facing the Impacts of Climate Change in Negeri (Village) Asilulu, Ureng and Lima of Leihitu District Maluku Tengah Regency Maluku Province	Kemitraan	963 456	320 794	21 Oct. 2021	Under implementation
Indonesia	EMBRACING THE SUN: Redefining Public Space as a Solution for the Effects of Global Climate Change in Indonesia's Urban Areas	Kemitraan	824 835	549 890	21 Oct. 2021	Under implementation
Indonesia	Adapting to Climate Change through Sustainable Integrated Watershed Governance in Indigenous People of Ammatoa Kajang Customary Area in Bulukumba Regency, South Sulawesi Province, Indonesia	Kemitraan	1 125 015	1 125 015	23 Sep. 2020	Under implementation
Indonesia	Developing "Climate Smart Community" System to Increase Climate Resilience for Saddang Watershed Communities	Kemitraan	250 000	250 000	24 Mar. 2023	Under implementation

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Indonesia	Towards Climate and Economic Resilience: Development Sustainable Adaptation-based of Coffee Village and Tourism Village through Co-production Social Forestry	Kemitraan	250 000	250 000	24 Mar. 2023	Under implementation
Iraq	Building Resilience of the Agriculture Sector to Climate Change in Iraq	IFAD	9 999 660	1 300 800	22 Mar. 2018	Under implementation
Jamaica	Enhancing the Resilience of the Agricultural Sector and Coastal Areas to Protect Livelihoods and Improve Food Security	Planning Institute of Jamaica	9 965 000	9 965 000	28 Jun. 2012	Under implementation
Jordan	Increasing the resilience of poor and vulnerable communities to climate change	Ministry of Planning and International Cooperation	9 226 000	9 226 000	10 Apr. 2015	Under implementation
Kenya	Integrated Programme to Build Resilience to Climate Change & Adaptive Capacity of Vulnerable Communities in Kenya	NEMA	9 998 302	9 998 302	10 Oct. 2014	Under implementation
Kyrgyzstan	Regional Resilient Pastoral Communities Project – ADAPT	IFAD	9 999 313	803 662	8 Apr. 2022	Proposal approved
Lao People's Democratic Republic	Enhancing the climate and disaster resilience of the most vulnerable rural and emerging urban human settlements in Lao PDR	UN-Habitat	4 500 000	4 500 000	7 Oct. 2016	Under implementation
Lao People's Democratic Republic	Building climate and disaster resilience capacities of vulnerable small towns in Lao PDR	UN-Habitat	5 500 000	5 153 876	8 Jul. 2019	Under implementation
Lao People's Democratic Republic	Enhancing Adaptive Capacity in Lao PDR Provinces, and Building Resilient Housing in Vulnerable Communities	UN-Habitat	7 561 131	3 100 064	13 Oct. 2023	Under implementation
Lebanon	Climate Smart Agriculture: Enhancing Adaptive Capacity of the Rural Communities in Lebanon (AgriCAL)	IFAD	7 860 825	6 863 315	28 Jun. 2012	Under implementation
Lesotho	Improving Adaptive Capacity of vulnerable and food insecure populations in Lesotho	WFP	9 999 894	9 999 894	8 Jul. 2019	Under implementation
Liberia	Building Climate Resilience in Liberia's Cocoa and Rice Sectors	IFAD	9 592 082	3 517 727	23 Sep. 2020	Under implementation
Libya	REsilience to NEgative impacts of climate-aggravated Water scarcity in the Agriculture sector in Libya (RENEWAL)	IFAD	9 995 758		13 Oct. 2023	Proposal approved
Madagascar	Promoting climate resilience in the rice sector through pilot investments in Alaotra-Mangoro region	UNEP	5 104 925	5 104 925	14 Dec. 2011	Project closed
Malawi	Adapting to climate change through integrated risk management strategies and enhanced market opportunities for resilient food security and livelihoods	WFP	9 989 335	8 629 550	11 Oct. 2019	Under implementation
Malaysia	Nature-Based Climate Adaptation Programme for the Urban Areas of Penang Island	UN-Habitat	10 000 000	1 500 000	23 Feb.2022	Under implementation

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Maldives	Increasing climate resilience through an Integrated Water Resource Management Programme in HA. Ihavandhoo, ADh. Mahibadhoo and GDh. Gadhdhoo Island	UNDP	8 989 225	8 989 225	22 Jun. 2011	Project closed
Mali	Programme Support for Climate Change Adaptation in the vulnerable regions of Mopti and Timbouctou	UNDP	8 533 348	8 533 348	25 Mar. 2015	Project closed
Mauritania	Enhancing Resilience of Communities to the Adverse Effects of Climate Change on Food Security in Mauritania	WFP	7 803 605	7 803 605	29 Jun. 2012	Project closed
Mauritius	Climate Change Adaptation Programme in the Coastal Zone of Mauritius	UNDP	9 119 240	9 119 240	16 Sep. 2011	Project closed
Micronesia (Federated States of)	Enhancing the Climate Resilience of vulnerable island communities in Federated States of Micronesia	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme	9 000 000	5 903 581	17 Mar. 2017	Under implementation
Micronesia (Federated States of)	Practical Solutions for Reducing Community Vulnerability to Climate Change in the Federated States of Micronesia	Micronesia Conservation Trust	970 000	970 000	22 Mar. 2018	Under implementation
Moldova	Talent Retention for Rural Transformation – Adapt (TRTP-Adapt)	IFAD	6 008 095	2 324 377	11 Oct. 2019	Under implementation
Mongolia	Ecosystem Based Adaptation Approach to Maintaining Water Security in Critical Water Catchments in Mongolia	UNDP	5 500 000	5 500 000	22 Jun. 2011	Project closed
Mongolia	Flood Resilience in Ulaanbaatar Ger Areas – Climate Change Adaptation through Community-Driven Small-Scale Protective and Basic-Services Interventions	UN-Habitat	4 495 235	4 495 235	16 Jul.2018	Under implementation
Mongolia	Ger Community Resilience Project (GCRP)	UN-Habitat	7 965 882	1 674 376	24 Mar. 2023	Under implementation
Montenegro	Adaptation to Climate Change and Resilience in the Montenegrin Mountain Areas-Gora	IFAD	10 000 000	1 942 373	5 Jul. 2023	Proposal approved
Morocco	Climate changes adaptation project in oasis zones – PACC-ZO	Agency for Agricultural Development	9 970 000	9 970 000	10 Apr. 2015	Under implementation
Myanmar	Addressing Climate Change Risks on Water Resources and Food Security in the Dry Zone of Myanmar	UNDP	7 909 026	7 909 026	27 Feb. 2014	Project closed
Namibia	Pilot rural desalination plants using renewable power and membrane technology	Desert Research Foundation Namibia	4 999 674	4 999 674	13 Oct. 2017	Project closed
Nauru	Resilient Coastal Fisheries and Aquaculture in Nauru	SPC	7 999 493	837 939	24 Mar. 2023	Proposal approved
Nepal	Adapting to Climate Induced Threats to Food Production and Food Security in the Karnali Region of Nepal	WFP	9 527 160	9 527 160	01 Apr. 2015	Project closed
Nicaragua	Reduction of Risks and Vulnerability Based on Flooding and Droughts in the Estero Real Watershed	UNDP	5 500 950	5 500 950	15 Dec. 2010	Project closed

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Nicaragua	Climate Resilience and Livelihoods in the Nicaraguan Dry Corridor (CRLNDC)	WFP	10 000 000		19 Apr. 2024	Proposal approved
Niger	Enhancing Resilience of Agriculture to Climate Change to Support Food Security in Niger, through Modern Irrigation Techniques	BOAD	9 911 000	5 779 000	5 Jul. 2016	Under implementation
Pakistan	Reducing Risks and Vulnerabilities from Glacier Lake Outburst Floods in Northern Pakistan	UNDP	3 906 000	3 906 000	15 Dec. 2010	Project closed
Pakistan	Enhance community, local and national-level urban climate change resilience to water scarcity, caused by floods and droughts in Rawalpindi and Nowshera, Pakistan	UN-Habitat	6 094 000	2 868 775	1 Jun. 2020	Under implementation
Panama	Adapting to climate change through integrated water management in Panama	Foundation Natura	9 967 559	9 967 559	17 Mar. 2017	Under implementation
Papua New Guinea	Enhancing adaptive capacity of communities to climate change-related floods in the North Coast and Islands Region of Papua New Guinea	UNDP	6 530 373	6 530 373	16 Mar. 2012	Project closed
Papua New Guinea	Adaptation of Small-Scale Agriculture for Improved Food Security of Resilient Communities in Papua New Guinea (ASSA)	SPC	10 000 000	1 095 452	24 Mar. 2023	Proposal approved
Paraguay	Ecosystem Based Approaches for Reducing the Vulnerability of Food Security to the Impacts of Climate Change in the Chaco region of Paraguay	UNEP	7 128 450	2 479 357	17 Mar. 2017	Under implementation
Peru	AYNINACUY: Strengthening the livelihoods of vulnerable highland communities in the provinces of Arequipa, Caylloma, Condesuyos, Castilla and La Union in the Region of Arequipa, Peru	CAF	2 941 446	2 941 446	17 Mar. 2017	Under implementation
Peru	Adaptation to the Impacts of Climate Change on Peru's Coastal Marine Ecosystems and Fisheries	Profonanpe	6 950 239	6 950 239	18 Mar. 2016	Under implementation
Peru	Fund for Innovative Adaptation in vulnerable ecosystems in North of Perú (Ancash, Cajamarca, Lambayeque and San Martín y Loreto)	Profonanpe	5 000 000	709 807	19 Apr. 2024	Proposal approved
Peru	Implementing Protection Technologies to Foster the Resilience of Aquaculture in the Regions of Huanuco, Junin, and Puno to Strengthen Food Security in the Context of Extreme Events Associated with Climate Change	CAF	5 361 666	0	13 Oct. 2023	Proposal approved
Regional ^a	Integrated climate-resilient transboundary flood risk management in the Drin River basin in the Western Balkans	UNDP	9 927 750	9 011 537	15 Mar. 2019	Under implementation
Regional ^b	Resilience building as climate change adaptation in drought-struck South-western African communities	OSS	11 941 038	7 674 000	26 Jul. 2021	Under implementation

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Regional ^c	Climate change adaptation in vulnerable coastal cities and ecosystems of the Uruguay River	CAF	13 999 996	12 599 997	15 Jul. 2019	Under implementation
Regional ^d	Use of Nature-based Solutions to Increase Resilience to Extreme Climate Events in the Atlantic Region of Central America	CABEI	13 248 121	1 213 000	28 Jul. 2022	Proposal approved
Regional ^e	Scaling-up Climate-resilient Rice Production in West Africa	OSS	14 000 000	3 569 250	21 Oct. 2021	Under implementation
Regional ^f	Integrating Flood and Drought Management and Early Warning for Climate Change Adaptation in the Volta Basin	WMO	7 920 000	7 920 000	12 Oct. 2018	Under implementation
Regional ^g	Promoting Climate-Smart Agriculture in West Africa	BOAD	14 000 000	12 282 000	16 Jul. 2018	Under implementation
Regional ^h	Integration of climate change adaptation measures in the concerted management of the WAP transboundary complex: ADAPT-WAP	OSS	11 536 200	9 255 450	15 Jul. 2019	Under implementation
Regional ⁱ	Adapting to Climate Change in Lake Victoria Basin	UNEP	5 000 000	5 000 000	5 Jul. 2017	Under implementation
Regional ^j	West and Central Africa Small Island Developing States Adapt – Building Resilience of Agricultural Systems to Climate Change	IFAD	14 000 000	1 294 136	24 Mar. 2023	Proposal approved
Regional ^k	Groundwater Resources in the Greater Mekong Subregion: Collaborative Management to Increase Climate Change Resilience	UNESCO	4 898 775	535 000	28 Jul. 2022	Proposal approved
Regional ^l	Strengthening Resilience to Climate and Covid-19 Shocks through Integrated Water Management on the Sudan – Chad Border Area (SCCIWM)	FAO	14 000 000		8 Apr. 2022	Proposal approved
Regional ^m	Enhancing adaptive capacity of Andean communities through climate services	WMO	7 432 250	6 688 800	8 Jul. 2019	Under implementation
Regional ⁿ	Reducing climate vulnerability and flood risk in coastal urban and semi urban areas in cities in Latin America	CAF	13 910 400	12 364 523	16 Jul. 2018	Under implementation
Regional ^o	Building adaptive capacity through food and nutrition security and peacebuilding actions in vulnerable Afro and indigenous communities in the Colombia-Ecuador border area	WFP	14 000 000	14 000 000	5 Jul. 2017	Under implementation
Regional ^p	Building Urban Climate Resilience in South-eastern Africa	UN-Habitat	13 997 423	13 997 423	15 Jul. 2019	Under implementation
Regional ^q	Improved resilience of coastal communities in Côte d'Ivoire and Ghana	UN-Habitat	13 991 159	3 122 324	28 Aug. 2023	Proposal approved
Regional ^r	Strengthening drought resilience of small holder farmers and pastoralists in the IGAD region	OSS	13 079 540	10 200 000	11 Oct. 2019	Under implementation
Regional ^s	Strengthening the Adaptive Capacities of Climate-Vulnerable Communities in the Goascorán Watershed of El Salvador and Honduras through Integrated Community-Based Adaptation Practices and Services	WFP	12 048 300	2 046 280	14 Oct. 2022	Proposal approved

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Regional ^f	Agricultural Climate Resilience Enhancement Initiative (ACREI)	WMO	6 800 000	6 800 000	17 Mar. 2017	Under implementation
Regional ^u	Strengthening Resilience of Vulnerable Communities in Sri Lanka and India to Increased Impacts of Climate Change	WFP	13 995 524	2 138 450	13 Mar. 2023	Proposal approved
Regional ^v	Increasing the resilience of both displaced persons and host communities to climate change-related water challenges in Jordan and Lebanon	UN-Habitat	13 973 509	12 637 189	11 Mar. 2021	Under implementation
Regional ^w	Reducing vulnerabilities of populations in the Central Asia region from glacier lake outburst floods in changing climate	UNESCO	6 500 000	4 922 732	15 Oct. 2020	Under implementation
Regional ^x	Restoring marine ecosystem services by rehabilitating coral reefs to meet a changing climate future	UNDP	10 000 000	7 691 571	12 Oct. 2018	Under implementation
Regional ^y	Mekong EbA South: Enhancing Climate Resilience in the Greater Mekong Subregion through Ecosystem based Adaptation in the Context of South-South Cooperation	UNEP	7 000 000	834 690	11 Mar. 2021	Under implementation
Rwanda	Reducing Vulnerability to Climate Change in North West Rwanda through Community Based Adaptation	Ministry of Environment, Rwanda	9 969 619	9 969 619	1 Nov. 2013	Project closed
Rwanda	Rwanda Subnational Adaptation Fund EDA	Ministry of Environment, Rwanda	4 998 812	226 936	14 Oct. 2022	Proposal approved
Saint Lucia	Building Resilience for Adaptation to Climate Change and Climate Vulnerabilities in Agriculture	CDB	9 858 570	4 271 552	14 Dec. 2011	Project closed
Senegal	Adaptation to Coastal Erosion in Vulnerable Areas	CSE	8 619 000	8 619 000	17 Sep. 2010	Project closed
Senegal	Reducing vulnerability and increasing resilience of coastal communities in the Saloum Islands (Dionewar and Fadial)	CSE	1 351 000	1 351 000	5 Jul. 2017	Under implementation
Seychelles	Ecosystem Based Adaptation to Climate Change in Seychelles	UNDP	6 455 750	6 455 750	20 Feb. 2014	Project closed
Sierra Leone	Promoting Climate Resilience in the Cocoa and Rice Sectors as an Adaptation Strategy in Sierra Leone	IFAD	9 916 925	6 358 317	8 Jul. 2019	Under implementation
Solomon Islands	Enhancing resilience of communities in Solomon Islands to the adverse effects of climate change in agriculture and food security	UNDP	5 533 500	5 533 500	18 Mar. 2011	Project closed
Solomon Islands	Enhancing urban resilience to climate change impacts and natural disasters: Honiara	UN-Habitat	4 395 877	2 202 550	10 Oct. 2017	Under implementation
South Africa	Building Resilience in the greater uMngeni Catchment, South Africa	SANBI	7 495 055	7 495 055	10 Oct. 2014	Project closed
South Africa	Taking adaptation to the ground: A small Grants Facility for enabling local-level responses to climate change	SANBI	2 442 682	2 442 682	9 Oct. 2015	Project closed

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Sri Lanka	Addressing Climate Change Impacts on Marginalized Agricultural Communities Living in the Mahaweli River Basin of Sri Lanka	WFP	7 989 727	7 989 727	14 Dec. 2012	Project closed
Sri Lanka	Build Resilience to Climate Change and Climate Variability of Vulnerable Communities in Mullaitivu District of Sri Lanka	UN-Habitat	2 000 000	1 032 591	13 Mar. 2023	Under implementation
Syrian Arab Republic	Increasing the climate change resilience of communities in Eastern Ghouta in Rural Damascus to water scarcity challenges through integrated natural resource management and immediate adaptation interventions	UN-Habitat	9 997 156	9 997 156	8 Apr. 2021	Under implementation
Tajikistan	An integrated landscape approach to enhancing the climate resilience of small-scale farmers and pastoralists in Tajikistan	UNDP	9 996 441	8 136 171	8 Jul. 2019	Under implementation
United Republic of Tanzania	Implementation of Concrete Adaptation Measures to Reduce Vulnerability of Livelihood and Economy of Coastal Communities in Tanzania	UNEP	5 008 564	5 008 564	14 Dec. 2011	Project closed
United Republic of Tanzania	Bunda Climate Resilience and Adaptation Project	NEMC	1 400 000	1 157 870	8 Apr. 2021	Under implementation
United Republic of Tanzania	Enhancing Climate Change Adaptation for Agro-Pastoral Communities in Kongwa District	NEMC	1 200 000	848 030	1 Jun. 2020	Under implementation
United Republic of Tanzania	Strategic Water Harvesting Technologies for Enhancing Resilience to Climate Change in Rural Communities in Semi-Arid Areas of Tanzania (SWAHAT)	NEMC	1 280 000	815 728	23 Sep. 2020	Under implementation
United Republic of Tanzania	Enhancing Climate Change Resilience of Coastal Communities of Zanzibar	NEMC	1 000 000	798 600	1 Jun. 2020	Under implementation
Trinidad and Tobago	Multisectoral Adaptation Measures to Climate Change in the South Oropouche River Basin for Flood Relief	CAF	10 000 000	1 951 402	8 Apr. 2022	Under implementation
Tunisia	Economic, Social and Solidarity Insertion for Resilience in the Governorate of Kairouan – IESS-Adapt	IFAD	9 997 190	4 732 898	1 Jun. 2020	Under implementation
Turkmenistan	Addressing climate change risks to farming systems in Turkmenistan at national and community level	UNDP	2 929 500	2 929 500	22 Jun. 2011	Project closed
Uganda	Enhancing resilience of communities to climate change through catchment-based integrated management of water and related resources in Uganda	OSS	7 751 000	7 751 000	5 Jul. 2016	Under implementation
Uganda	Enhancing Community Adaptation to Climate Change through Climate Resilient Flood Early Warning, Catchment Management and Wash Technologies in Mpologoma Catchment, Uganda	MWE	9 504 600	1 931 900	14 Oct. 2022	Proposal approved
Uganda	Enhancing Resilience to Climate-Induced Flooding and Drought through the Deployment of a Water-Filled Barrier	MWE	250 000	250 000	8 Apr. 2022	Proposal approved

<i>Country</i>	<i>Project</i>	<i>IE</i>	<i>Approved amount (USD)</i>	<i>Amount transferred (USD)</i>	<i>Approval date</i>	<i>Project status</i>
Uruguay	Building resilience to climate change and variability in vulnerable smallholders	National Agency for Research and Innovation of Uruguay	9 967 678	9 967 678	14 Dec. 2011	Project closed
Uruguay	Increasing socio-ecological resilience in the Uruguayan coastal zone and strengthening the adaptive capacity of its infrastructure: REACC COSTAS	CAF	10 000 000		19 Apr. 2024	Proposal approved
Uzbekistan	Developing Climate Resilience of Farming Communities in the Drought Prone Parts of Uzbekistan	UNDP	5 415 103	5 415 103	10 Feb. 2014	Project closed
Viet Nam	Enhancing the resilience inclusive and sustainable eco-human settlement development through small scale infrastructure interventions in the coastal regions of the Mekong Delta	UN-Habitat	6 345 292	5 001 188	1 Jun. 2020	Under implementation
Viet Nam	Innovative Financial Incentives for Adaptation in Wetland Livelihoods (IFIA)	IFAD	5 000 000	1 614 604	24 Mar. 2023	Proposal approved
Zimbabwe	Strengthening local communities' adaptive capacity and resilience to climate change through sustainable groundwater utilisation in Zimbabwe	UNESCO	5 000 000	409 792	8 April 2021	Under implementation
Zimbabwe	Enhancing Resilience of Communities and Ecosystems in the Face of a Changing Climate in Arid and Semi-Arid Areas of Zimbabwe	EMA	4 989 000	1 434 800	19 Apr. 2024	Proposal approved
Total	176 projects		1 218 498 768	767 332 631		

Note: This table does not include projects that have not yet received project approval, including (1) projects that have been submitted for approval, but not (yet) approved; (2) AFB-endorsed concepts and pre-concepts; and (3) other submissions that are at the concept or pre-concept stage (i.e. have not yet been endorsed).

^a Albania, Montenegro, North Macedonia.

^b Angola, Namibia.

^c Argentina, Uruguay.

^d Belize, Guatemala, Honduras.

^e Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo.

^f Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Togo.

^g Benin, Burkina Faso, Ghana, Niger, Togo.

^h Benin, Burkina Faso, Niger.

ⁱ Burundi, Kenya, Rwanda, Uganda, United Republic of Tanzania.

^j Cabo Verde, Guinea-Bissau, Sao Tome and Principe.

^k Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Thailand, Viet Nam.

^l Chad, Sudan (the).

^m Chile, Colombia, Peru.

ⁿ Chile, Ecuador.

^o Colombia, Ecuador.

^p Comoros, Madagascar, Malawi, Mozambique.

^q Côte d'Ivoire, Ghana.

^r Djibouti, Kenya, Sudan, Uganda.

- ^s El Salvador, Honduras.
^t Ethiopia, Kenya, Uganda.
^u India, Sri Lanka.
^v Jordan, Lebanon.
^w Kazakhstan, Kyrgyzstan, Tajikistan, Uzbekistan.
^x Mauritius, Seychelles.
^y Thailand, Viet Nam.

Table VIII.2
Breakdown of the status of the portfolio of projects and programmes approved by the Adaptation Fund Board as at 30 June 2024

<i>Status</i>	<i>Number of projects/programmes</i>	<i>Total value (USD)</i>
Not started	37	279 991 970
Under implementation	97	678 700 897
Completed	42	259 805 901

Table VIII.3
Overview of active pipeline of project and programme proposals submitted to the Adaptation Fund Board but not approved as at 30 June 2024

<i>Type of proposal submitted</i>	<i>Total number submitted</i>	<i>Total value (USD)</i>
Proposals not approved	14	124 384 097
Concepts submitted, endorsed	14	105 302 887
Concepts submitted, not endorsed	15	126 697 812
Pre-concepts submitted, endorsed	2	27 669 500
Pre-concepts submitted, not endorsed	2	27 999 700
Total		412 053 996

Table VIII.4
List of project/programme proposals and concepts in the active pipeline as at 30 June 2024

<i>Country</i>	<i>Title</i>	<i>IE</i>	<i>Submission date</i>	<i>Amount requested</i>	<i>Grant category</i>
Proposals not approved (total amount: USD 124 384 097)					
Regional ^a	Urbanisation and Climate Change Adaptation in the Caspian Sea Region	UN-Habitat	4 Aug. 2023	14 000 000	Regular size project
Regional ^b	Integrated Water Resources Management and Early Warning System for Climate Change Resilience in the Lake Chad Basin	WMO	22 Jan. 2024	10 755 000	Regular size project
Zambia	Climate Change Adaptation of Livelihoods through Rural Finance (CALRF)	IFAD	15 Jan. 2024	10 000 000	Regular size project
Bangladesh	Access to Safe Drinking Water for the Climate Vulnerable People in Coastal Areas of Bangladesh through Solar-generated Reverse Osmosis Water	Palli Karma-Sahayak Foundation of Bangladesh	22 May 2024	5 000 000	Innovation large project
Panama	Strengthening Climate Resilience in Livelihoods and Coastal Ecosystems of the Central Pacific of Panama	Foundation Natura	19 Jan. 2024	10 000 000	Regular size project
Benin	Strengthening Resilience and Food Security of the Vulnerable Communes of Boukombe and Bopa Against Increased Impact of Climate Change	FNEC	13 Jun. 2024	3 053 742	Regular size project
Peru	Building a Program for Adaptation and Resilience to Climate Change of Andean Local Communities and Ecosystems in Peru	Profonanpe	27 Jun. 2024	4 746 620	Regular size project
Philippines	Nexus to Address and Adapt to Climate Change Impacts in Tawi-Tawi	UNIDO	25 Jun. 2024	7 356 680	Regular size project
Pakistan	Sustainable Actions For Ecosystems Restoration in Pakistan (SAFER Pakistan)	ICIMOD	25 Jun. 2024	10 000 000	Regular size project
Rwanda	Enhancing adaptation through sustainable green settlements and climate-resilient livelihoods in the Volcano Region of Rwanda	Ministry of Environment, Rwanda	21 Jul. 2023	10 622 560	Regular size project
Regional ^c	Strengthening the Adaptive Capacity of Coastal Communities of Cuba and Panama to Climate Change through the Binational Exchange of Best Practices for Climate Management and Local Food Security	IFAD	8 Jan. 2024	13 999 500	Regular size project
Uganda	ACCESS (Adaptive and Affordable Clean Cooking Enables Sustainable Solutions - in Masaka)	MWE	29 May 2024	5 000 000	Innovation large project
Azerbaijan	Building Climate Resilient Cities and Communities in the Republic of Azerbaijan	UN-Habitat	11 Jun. 2024	9 999 995	Regular size project
Rwanda	Enhancing Adaptation through Catchments Restoration 6 Sub-catchment of Mukungwa Catchment in Rwanda	Ministry of Environment, Rwanda	7 Mar. 2024	9 850 000	Regular size project

<i>Country</i>	<i>Title</i>	<i>IE</i>	<i>Submission date</i>	<i>Amount requested</i>	<i>Grant category</i>
Non-endorsed concepts (total amount: USD 126 697 812)					
Regional ^d	Enhancing Resilience to Flood and Drought through a Unique Combination of Innovative Climate Adaptation Tools, Technologies, and Practices in Burundi	Kemitraan	8 Nov. 2023	909 128	Small size project
Tunisia	Fund for Ecosystem-based Adaptation through Agro-ecological Initiatives in India	IFAD	10 Jun. 2024	10 000 000	Regular size project
Indonesia	Climate Smart Agricultural Water Management in Man and Khatav Taluka of Satara, Maharashtra, India	IFAD	19 Dec. 2023	4 300 000	Regular size project
Indonesia	Building Resilience to Climate Change for Semi Nomadic Agro Pastoral Communities in the Transboundary Kunene River Basin	IFAD	22 Dec. 2023	10 000 000	Regular size project
Bolivia (Plurinational State of)	Egypt Oasis Project: Climate Change Adaptation to Improve livelihoods in Siwa Oasis (CCAILSO)	IFAD	8 Jan. 2024	10 000 000	Regular size project
Lebanon	Ha Ta Tukari, “Water our Life”: Towards Universal Drinking Water Coverage for 23 Communities of the Wixarika Nation	IFAD	10 Jun. 2024	10 000 000	Regular size project
Malawi	Restoration of Lake Texcoco through Resilient Actions	IFAD	15 Jan. 2024	10 000 000	Regular size project
Albania	Adaptation to climate change through integrated water management and sustainable practices in vulnerable indigenous communities in Oaxaca and San Luis Potosí, in Mexico	EMA	15 May 2024	9 050 000	Regular size project
Somalia	Opportunities for Conservation and Ecosystem-based Adaptation through Nature-based Solutions	Caribbean Community Climate Change Centre	23 May 2024	10 000 000	Regular size project
Botswana	Rainfed Farming Communities in Central Chile Develop Resilient Processes to Climate Change with the Implementation of Innovative Technological Strategies Adapted to Improve Food Safety	IFAD	14 Jun. 2024	14 000 000	Regular size project
Zimbabwe	Village Based Coastal Adaptation and Resilience in Lombok Province of West Nusa Tenggara	IFAD	25 Jun. 2024	10 000 000	Regular size project
Saint Kitts and Nevis	Change Climate and Adaptation in the Buffer Area of the New National Capital	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme	27 Jun. 2024	3 459 267	Regular size project
Regional ^e	Collaboration for the Conservation of Cimandiri Watershed Landscapes through the Potential of Silvopasture and Community Agroforestry	UNEP	19 Feb. 2024	14 000 000	Regular size project
Eswatini	Strengthening the Adaptive Capacity of Coastal Village Communities in Supporting Food Security as a Response to Climate Change through Stakeholder Elaboration Actions in West Sulawesi Province	WFP	28 Mar. 2024	9 999 469	Regular size project

<i>Country</i>	<i>Title</i>	<i>IE</i>	<i>Submission date</i>	<i>Amount requested</i>	<i>Grant category</i>
Papua New Guinea	Adaptation to Climate Change through Integrated Forest Management and Sericulture Business to Achieve Ecosystem Resilience to Food Security for the Lake Tempe Catchment Area Community	Kemitraan	8 Nov. 2023	979 948	Small size project
Pre-concepts endorsed (total amount: USD 27 669 500)					
Regional ^f	Building Resilience of Urban Communities in Central America by Leveraging Nature-based Solutions (Nbs) for Adaptation	UNEP	21 Aug. 2023	13 779 500	Regular size project
Regional ^g	Hydrological Status and Outlook System for Integrated Water Resources Management and Climate Resilience in Bangladesh and Nepal (HydroSOS-BaNe)	WHO	14 Jan. 2024	13 920 000	Regular size project
Pre-concepts not endorsed (total amount: USD 27 999 700)					
Regional ^h	Integrating Flood and Drought Management and Early Warning for Climate Change Resilience in the Pacific Islands	UNEP	10 Jun. 2024	11 570 000	Regular size project
Regional ⁱ	Enhancing Climate Resilience of Mekong River Communities through Strengthening Climate Services (ECR-MEKONG)	IFAD	6 May 2024	11 677 426	Regular size project

^a Azerbaijan, Iran (Islamic Republic of).

^b Cameroon, Central African Republic, Chad, Niger, Nigeria.

^c Cuba, Panama.

^d El Salvador, Guatemala, Honduras.

^e Bolivia (Plurinational State of), Ecuador, Peru.

^f El Salvador, Guatemala, Honduras.

^g Bangladesh, Nepal.

^h Fiji, Samoa, Solomon Islands, Vanuatu.

ⁱ Cambodia, Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand, Viet Nam.

Response of the Adaptation Fund Board to the guidance of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol at its eighteenth session and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement at its fifth session

[English only]

<i>CMP or CMA decision</i>	<i>AFB response</i>
Decision 3/CMP.18 : Matters relating to the Adaptation Fund Board	
<p>Paragraph 9</p> <p>Acknowledges the work of the AF in relation to concrete adaptation action in developing country Parties and in particular the LDCs and SIDS, and requests the AFB to continue supporting such action</p>	<p>See paragraphs 1–3 of this document.</p> <p>In line with its mandate, the AFB continuously supports concrete adaptation action in developing countries that are particularly vulnerable to the adverse impacts of climate change, including the LDCs and SIDS. The AF portfolio continues to grow rapidly, with USD 1,218.50 million in grants committed to 176 concrete adaptation projects serving over 43 million beneficiaries in the most vulnerable countries. As at the 42nd meeting of the AFB, 87 developing country Parties that are Parties to the Kyoto Protocol or the Paris Agreement had approved single-country projects with the AF.</p> <p>A total of 23 SIDS have accessed AF resources, with a total portfolio of USD 228 million, and 24 LDCs, including LDCs that are also SIDS, have accessed USD 247 million from the AF. SIDS have a pipeline of USD 161 million, of which USD 19.9 million is for LDCs that are also SIDS, and 38 countries have received readiness support, including 7 SIDS and 16 LDCs, for a total of USD 2.14 million (in 49 readiness grants).</p> <p>A total of 32 NIEs have been accredited by the AF, including 10 NIEs from the LDCs and 7 NIEs from SIDS. Together, NIEs from the LDCs and SIDS constitute 53 per cent of the total accredited NIEs. Of the 43 NIE applications in the AF accreditation workflow pipeline, 19 (44 per cent) are from the LDCs, and 8 (17 per cent) from SIDS. The LDCs and SIDS have shown strong ongoing interest in obtaining NIE status, which can enhance their direct access to adaptation funding.</p>
<p>Paragraph 10</p> <p>Also requests the AFB to continue to enhance access to the Fund and country ownership by:</p> <p>(a) Considering strengthening the readiness activities for NIEs, considering their long-term capacity-building needs</p>	<p>The mission of the AF is to serve the Paris Agreement by accelerating adaptation action and enhancing access to finance. Under the second MTS, one of the cross-cutting strategic themes is enhancing access to climate finance and long-term institutional capacity, which guides all activities of the Fund.</p> <p>Strengthening the long-term capacity of NIEs has been a key priority for the AFB in designing the Readiness Programme for Climate Finance. All the activities under the Readiness Programme, as outlined in chapter III.K.4 of this document, activities (c) and (g) in annex IV, and table VII.4 in annex VIII. To strengthen the capacities of NIEs to implement locally led adaptation projects and activities, the workshops, webinars and other activities under the Readiness Programme have focused on locally led adaptation and capacity-building for NIE engagement at the local level. The implementation plan of the second MTS, approved by the AFB in March 2023, includes an expanded Readiness Programme to improve developing countries' access to AF funding windows, improve project quality for stronger impact, foster collaboration through stronger partnerships and broaden its reach to</p>

<i>CMP or CMA decision</i>	<i>AFB response</i>
(b) Enhancing the accreditation and project and programme approval processes;	<p>ensure more vulnerable countries benefit from the Fund's resources. The AFB will consider options for an enhanced Readiness Programme at its 44th meeting, to be held in April 2025.</p> <p>The AFB has been implementing enhanced and simplified access procedures, including for accreditation and project approval:</p> <p>Under accreditation, the procedures include a streamlined accreditation process for smaller entities, a generally efficient and faster regular accreditation process, and a fast-track accreditation process for entities accredited by the GCF. With regard to the AF-GCF fast-track accreditation framework, the AFB has conducted its third periodic gap analysis to ensure alignment between AF and GCF (re-)accreditation policies. The gap analysis showed that, as at 1 January 2024, the GCF accreditation procedures continued to be consistent with those of the AF. The AFB concluded and took note of the gap analysis and requested its secretariat to initiate discussion with the GCF secretariat with a view to facilitating exchanges between the accreditation panels of the two funds. The AFB has continued to enhance efforts to encourage designated authorities to nominate a second NIE applicant for accreditation, including at regional climate weeks, COP 28, SB 60 and other events and forums. The AFB and its secretariat have strengthened their engagement with SIDS to facilitate the processing of increased nominations of applicant NIEs from SIDS during the fourth international conference on SIDS. The AFB and its secretariat, together with the AF Accreditation Panel, have made improvements to the AF accreditation process by enhancing the electronic workflow system to enhance efficiency in the Panel's processing of accreditation and reaccreditation applications, and by regularly engaging with and supporting entities on their accreditation and reaccreditation processes in a timely manner.</p> <p>Regarding project submission and approval, the AFB has been applying a simplified process with simplified templates, review sheets and guidelines. The AFB implemented the first year of its enhanced project submission and review process, during which proposals were received on a rolling basis. Project proponents received a first review and response within three weeks of initial submission, followed by ongoing engagement between the proponents and the secretariat. This has enhanced the capacity of the AFB to process and consider more project proposals.</p>
(c) Enhancing engagement between RIEs and developing countries on regional, multi-country project design and implementation	<p>The AFB and its secretariat have supported on an ongoing basis the development and submission of regional and multi-country project proposals, which are crucial for addressing transboundary climate change impacts and adaptation needs. The AFB developed a knowledge publication on transboundary approaches to climate adaptation with examples and lessons learned from its regional project portfolio.^a In the reporting period, the AFB engaged with RIEs and developing countries on RIE nominations and adaptation programming and project design. Upon the request of relevant designated authorities and IEs, the AFB, through its secretariat, provided dedicated support to countries in the Pacific region during its CPACA discussions in April 2024 and to countries in the Latin America and Caribbean region to prepare for a regional workshop designed to provide writing support in that region in 2025. In both instances, discussions were at the invitation of the IEs and designated authorities of the Fund as it seeks to continue maintaining the principle of being country driven. The annual NIE seminar for 2024 will also be open to participation by RIEs.</p>
Paragraph 11 Notes with appreciation the information in the annual report of the AFB for 2023 on aggregated actual results	See paragraphs 28–31 of this document on portfolio monitoring. See also annex X for a preliminary aggregation of actual results of completed projects for the Fund's five core indicators. A full report, including a qualitative

<i>CMP or CMA decision</i>	<i>AFB response</i>
of projects and programmes funded by the AF, in particular across the Fund’s five core indicators, and the qualitative analysis of successes, challenges and lessons learned and requests the AFB to continue providing such information on an annual basis	analysis of successes, challenges and lessons learned, will be annexed to the addendum to this document, to be issued following the 43 rd meeting of the AFB.
<p>Paragraph 12</p> <p>Encourages the achievement of the goals set out in the MTS of the AF for 2023–2027 with the expectation that its implementation will generate significant outcomes in terms of promoting locally led adaptation, scaling up projects and replicating their results, and strengthening linkages and synergies between the MTS strategic pillars of action, innovation, and learning and sharing</p>	See paragraphs 33–55 of this document on the implementation of the second MTS, which includes actions taken on the strategic pillars action, innovation, and learning and sharing, and on promoting locally led adaptation and scaling up projects and results.
<p>Paragraph 13</p> <p>Welcomes the progress of implementation of the updated gender policy and action plan of the AF and the commencement of the pilot phase of application of the AF gender scorecard and requests the AFB to increase the gender-responsiveness of the resources provided by the AF</p>	See paragraphs 45–52 of this document. The AFB secretariat continued its efforts to further develop the institutional capacities of IEs to strengthen the gender-responsive design and implementation of their projects through the development and launch of the first e-learning course on gender mainstreaming throughout the project life cycle and the implementation of the AF gender scorecard with a view to enhancing the Fund’s monitoring of the implementation of its gender policy across its project and programme portfolio through facilitating data and information collection and analysis. See annex V for examples of gender-sensitive and gender-responsive interventions in AF projects approved during the reporting period.
<p>Paragraph 14</p> <p>Encourages the AFB to consider, in line with its mandate and decision 1/CMP.3, providing support for country-driven adaptation projects and programmes in developing country Parties that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change with a view to assisting them in enhancing implementation of their NAPs and adaptation components of NDCs and other voluntary adaptation planning processes and requests the Board to include information in its annual report to CMP 19 and CMA 6 on the rates of use of the increased cap on allocation per country</p>	<p>See paragraphs 70–72 of this document. The amended operational policies and guidelines and strategic priorities, policies and guidelines (annex I to the operational policies and guidelines) that were adopted at CMP 17 include provisions related to the AF support for implementation of NAPs and other adaptation planning processes:</p> <p>“...projects and programmes funded under the AF should also take into account...national adaptation plans (NAPs), nationally determined contributions (NDCs), adaptation communications, and other voluntary adaptation reports, where they exist” (strategic priorities, policies and guidelines, para. 8);</p> <p>“In assessing project and programme proposals, the Adaptation Fund Board shall give particular attention to: (a) Consistency with national sustainable development strategies and adaptation planning processes, including, where appropriate, national adaptation plans (NAPs), nationally determined contributions (NDCs), adaptation communications, national development plans, poverty reduction strategies, national communications and national adaptation programmes of action (NAPAs) and other voluntary adaptation reports and relevant instruments, where they exist” (strategic priorities, policies and guidelines, para. 17(a)).</p> <p>See paragraphs 21–26 of this document. In line with the strategic priorities, policies and guidelines, all project and programme proposals approved by the AFB in the reporting period support country-driven adaptation projects and programmes in developing countries and have been screened for consistency with NAPs and other voluntary adaptation planning processes to support their implementation.</p>

<i>CMP or CMA decision</i>	<i>AFB response</i>
	<p>See paragraph 87 of this document. In line with its mandate, the AFB is a partner organization in the UN4NAPs initiative, coordinated by the UNFCCC secretariat for responding to requests for technical assistance from any country that is in the process of formulating or implementing its NAP. The AFB, through its secretariat, has responded to several requests by countries and presented at UN4NAPs meetings on AF support for NAP implementation.</p> <p>As at 30 June 2024, 104 developing country Parties to the Kyoto Protocol or the Paris Agreement had submitted single-country proposals (concepts or fully developed proposals), of which 87 had single-country projects approved by the AF. These single-country projects fall under the current USD 20 million country cap. Of the 104 countries, 49 have requested or accessed USD 10 million or more, out of which 29 countries have less than USD 5 million remaining under the country cap for further programming (i.e. exclusive of commitments/disbursements and submitted proposals).^b</p>
<p>Paragraph 15</p> <p>Welcomes the work of the AFB on complementarity and coherence with other multilateral climate funds with respect to accreditation and other areas of operations and encourages the Board to continue this work with a view to simplifying its access modalities, as appropriate</p>	<p>See paragraphs 78–92 of this document on complementarity and coherence with other climate funds and operational linkages and relations with other UNFCCC bodies.</p>
<p>Paragraph 16</p> <p>Welcomes the collaboration between the AF and the TEC and the CTCN including through the AFCIA, and encourages continued collaboration in this regard</p>	<p>See paragraph 89 of this document. In line with the rolling workplan of the TEC for 2023–2026, the AFB, through its secretariat, engaged with the TEC and the CTCN on furthering collaboration on innovation. The AFB secretariat participated in regular meetings such as TEC 26 and 27 and a joint session of the TEC and the CTCN Advisory Board. The CTCN participated in the annual NIE seminar in September 2023 (in line with activity A.1.2 of the rolling workplan of the TEC for 2023–2026). Two AFCIA programmes are executed by the CTCN.</p>
<p>Paragraph 17</p> <p>Also encourages the AFB to report on its work related to implementing its mandates from decisions 1/CMP.14 and 13/CMA.1 in its annual report to CMP 19 and CMA 6</p>	<p>See paragraphs 72–77 of this document on the AF and the Paris Agreement. This matter was considered by the AFB at its 41st and 42nd meetings, and the outcome of the work is reported in those paragraphs. The relevant work of the AFB from 1 July to 30 October 2024 will be reported in the addendum to this report.</p>
<p>Decision 12/CMA.5: Matters relating to the Adaptation Fund</p>	
<p>Paragraph 18</p> <p>Encourages the AFB to continue its consideration of its rules of procedure in the context of serving the Paris Agreement, including after the Subsidiary Body for Implementation has concluded consideration of matters related to membership of the AFB</p>	<p>The AFB considered its rules of procedure in the context of serving the Paris Agreement at its 41st and 42nd meetings as part of the arrangements for the transition of the AF to exclusively serving the Paris Agreement, and the outcome of the work is reported in paragraphs 72–77 of this document, and the relevant work of the AFB from 1 July 1 to 30 October 2024 will be reported in the addendum to this report.</p>
<p>Decision 2/CMA.5: Global goal on adaptation</p>	

Paragraph 35

Requests the AFB and the GCF Board to provide updates on their activities and scope of support in relation to assisting developing country Parties in their efforts towards the implementation of the United Arab Emirates Framework for Global Climate Resilience, including towards achieving the targets referred to in paragraphs 9–10 of decision [2/CMA.5](#)

The Fund continues to increase its ambition by providing support and programming to meet increased funding requests for concrete projects across various sectors in developing countries, aimed at advancing their adaptation priorities under the Paris Agreement and related frameworks such as NAPs. Through a cross-sectoral approach, the Fund has provided funding for diverse adaptation initiatives across multiple sectors, including innovation and locally led action through a country-driven orientation.

Since its establishment, the Fund has approved 176 projects, totalling USD 1,218.5 million. These projects span several climate-sensitive areas and align with the targets defined under the global goal on adaptation outlined in paragraph 9 of decision [2/CMA.5](#).

Specifically, and in alignment with the sectoral targets defined by the global goal on adaptation, the Fund has allocated USD 442.7 million to infrastructure and human settlements, USD 374.3 million to climate-resilient food and agricultural systems and USD 158.4 million to combating water scarcity. Additionally, USD 35.5 million has been granted for ecosystems and biodiversity initiatives. The remaining USD 401.6 million supports multiple sectors, including health, poverty alleviation and innovations in adaptation finance, potentially catalysing broad impacts across all seven sectoral targets defined by the global goal on adaptation.

To enhance quantification and reporting on the exact investment and the investment outcomes and impacts across all targets defined by the global goal on adaptation, the Fund is reviewing its strategic results framework to align its results areas and indicators with those of the targets. The framework is a monitoring tool that contains a set of results areas and indicators that enable the Fund to monitor project performance and to ensure standards are met and resources are used efficiently.

Through the Readiness Programme for Climate Finance, the Fund continues to strengthen the capacity of NIEs and RIEs to directly access and manage funding, while also providing guidance on AF funding windows, accreditation and financial support for developing project funding proposals and concepts. A total of 38 countries have received readiness support totalling USD 2.1 million.

Below are further details and specific examples of approved projects aimed at supporting developing countries Parties in achieving the targets referred to in paragraph 9 of decision [2/CMA.5](#).

(a) Significantly reducing climate-induced water scarcity and enhancing climate resilience to water-related hazards towards a climate-resilient water supply, climate-resilient sanitation and access to safe and affordable potable water for all

To address water scarcity and improve climate resilience to water-related hazards, the Fund has approved 22 projects that benefit 26 countries. These projects are currently at various stages of implementation. For example, in northern Ghana, the project “Increased Resilience to Climate Change in Northern Ghana through the Management of Water Resources and Diversification of Livelihoods” implemented by UNDP focuses on enhancing water resource management, basin management, water supply and infrastructure improvement to cope with climate impacts. Similarly, projects such as “Building Resilience in the greater uMngeni Catchment, South Africa”, implemented by SANBI in South Africa, and “Climate-Proofing of Watershed Development Projects in the States of Tamil Nadu and Rajasthan”, implemented by NABARD in India, integrate climate-resilient water management practices to mitigate water scarcity risks. These projects encompass integrated water resource management, sustainable groundwater use, ecosystem-based approaches to water management, transboundary watershed management and retrofitting of water infrastructure in several countries including Honduras, Seychelles and Zimbabwe.

(b) Attaining climate-resilient food and agricultural production and supply and distribution of food, as well

Efforts to attain climate-resilient food and agricultural production feature prominently in the Fund’s portfolio. So far, the Fund has allocated USD 374.3 million to support 47 projects spanning 55 countries within the food

<i>CMP or CMA decision</i>	<i>AFB response</i>
as increasing sustainable and regenerative production and equitable access to adequate food and nutrition for all	and agriculture sector. One example is the project “Building Resilience for Adaptation to Climate Change and Climate Vulnerabilities in Agriculture”, led by the CDB in Saint Lucia. This initiative is aimed at enhancing the resilience and sustainability of farming systems through interventions such as water security measures, soil conservation and management practices, and establishing green agro-parks powered by solar energy. The project also emphasizes knowledge management and capacity-building at the institutional and local level to bolster adaptive capabilities.
(c) Attaining resilience against climate change related health impacts, promoting climate-resilient health services, and significantly reducing climate-related morbidity and mortality, particularly in the most vulnerable communities	As a cross-sectoral fund, several projects have been approved that are directly or indirectly aimed at helping countries achieve resilience against climate-related health impacts and promote resilient health services. Several of these projects are labelled disaster risk reduction and early warning systems projects. Two notable projects are “Flood Resilience in Ulaanbaatar Ger Areas – Climate Change Adaptation through Community-Driven Small-Scale Protective and Basic-Services Interventions”, implemented by UN-Habitat in Mongolia, and “Adaptation Initiative for Climate Vulnerable Offshore Small Islands and Riverine Charland in Bangladesh”, implemented by UNDP in Bangladesh. Additionally, the Fund requested WHO in November 2023 to increase programming within the health sector. Since then, WHO has submitted a pre-concept note for the project “Building Climate-Resilient Health Systems in Africa”, to be implemented in Guinea, Kenya and Sao Tome and Principe, which the Board endorsed.
(d) Reducing climate impacts on ecosystems and biodiversity, and accelerating the use of ecosystem-based adaptation and nature-based solutions, including through their management, enhancement, restoration and conservation and the protection of terrestrial, inland water, mountain, marine and coastal ecosystems	Seven projects costing USD 35.5 million have been approved to combat climate impacts on ecosystems, biodiversity and forestry. Of these, three have reached completion and four remain under implementation by various MIEs and NIEs. An illustrative case is “Enhancing Climate Resilience of Rural Communities Living in Protected Areas of Cambodia”, implemented by UNEP in Cambodia. This project prioritizes forest restoration and conservation in the context of climate variability and change.
(e) Increasing the resilience of infrastructure and human settlements to climate change impacts to ensure basic and continuous essential services for all, and minimizing climate-related impacts on infrastructure and human settlements	Regarding infrastructure and human settlements, 51 projects amounting to USD 442.7 million have been approved for various activities across coastal management, rural development, urban development and disaster risk reduction systems. These initiatives are aimed at bolstering infrastructure and human settlements against climate change impacts. UN-Habitat is currently executing 17 of these projects in 18 countries. ⁶ For example, the “Increasing Climate Resilience through Small-scale Infrastructure Investments and Enhancing Adaptive Capacity of Vulnerable Communities in Kampot and Koh Kong Provinces in Cambodia” project, implemented by UN-Habitat in Cambodia, includes clearing drainage systems and renovating waterways such as Sva Bridge to combat inundation and saltwater intrusion. Additionally, it involves establishing wastewater treatment plants in Kampot and Koh Kong, installing filter nets to manage waste in Koh Kong and renovating water bodies such as Kampong Trach Reservoir. The project is also focused on building resilient housing, constructing sluice gates in Koh Kong and implementing an early warning system for flooding and drought in vulnerable communities such as Koh Saloa and Koh Kapi.
(f) Substantially reducing the adverse effects of climate change on poverty eradication and livelihoods, in particular by promoting the use of adaptive social protection measures for all	Several active and completed projects support communities in diversifying and strengthening livelihoods and income, which in turn leads to a reduction in the impact of climate change on poverty and livelihoods. For instance, out of 42 completed projects, 15 include investments aimed at diversifying and strengthening livelihoods and income for vulnerable people through targeted individual and community livelihood strategies. As an example, the “Programme Support for Climate Change Adaptation in the vulnerable regions of Mopti and Timbouctou” project, implemented by UNDP in Mali, strengthened the capacity of community actors in

(g) Protecting cultural heritage from the impacts of climate-related risks by developing adaptive strategies for preserving cultural practices and heritage sites and by designing climate-resilient infrastructure, guided by traditional knowledge, Indigenous Peoples' knowledge and local knowledge systems

managing climate change hazards and promoting income-generating activities. The project increased the capacity of 274 government and agricultural extension services staff, and representatives from civil society to promote agroforestry, and assisted natural regeneration and seedling production, which far exceeded the original target of 100 individuals. Such training of government officials and civil society representatives in turn strengthened the capacity of 23,243 farmers, including 12,133 women, to revive income-generating activities in market gardening and cattle fattening.

Unlike the other six targets defined by the global goal on adaptation, a handful of AF projects have cross-cutting activities that focus on cultural heritage protection. However, all AF projects assess potential risks to cultural heritage, and systems are put in place to address identified risks in adherence to the Fund's environmental and social policy. A notable project that is aimed at protecting cultural heritage from the impacts of climate-related risks is the regional project "Climate change adaptation in vulnerable coastal cities and ecosystems of the Uruguay River (Argentina, Uruguay)", implemented by CAF. In Argentina, the project is aimed at preserving Jesuit ruins at risk from floods by focusing on structural consolidation and protection of historical buildings in El Palmar National Park. These efforts integrate traditional and Indigenous knowledge systems for sustainable conservation. In Uruguay, the project is aimed at safeguarding the El Sauzal stream area, enhancing spaces for historical cultural activities and promoting educational initiatives about flood history.

Paragraph 10

Decides that the United Arab Emirates Framework for Global Climate Resilience includes the following targets in relation to the dimensions of the iterative adaptation cycle referred to in paragraph 10(a) of decision 3/CMA.4, recognizing the need to enhance adaptation action and support

See responses below.

(a) Impact, vulnerability and risk assessment: by 2030 all Parties have conducted up-to-date assessments of climate hazards, climate change impacts and exposure to risks and vulnerabilities and have used the outcomes of these assessments to inform their formulation of NAPs, policy instruments, and planning processes and/or strategies, and by 2027 all Parties have established multi-hazard early warning systems, climate information services for risk reduction and systematic observation to support improved climate-related data, information and services

AF grants enable countries to carry out vulnerability assessments, climate risk mapping and data collection to understand the impacts of climate change on climate-sensitive sectors and communities, either during the project preparatory phase or throughout project implementation.

As at 30 June 2024, funding had been allocated to 19 projects for risk and vulnerability assessment initiatives, which included establishing multi-hazard early warning systems, providing climate information services for risk reduction, and improving systematic observation for enhanced climate-related data, information and services. Specifically, 115 risk and vulnerability assessments have been conducted or updated, and 257 early warning systems have been installed, aiding communities and stakeholders in building resilience through climate information and hydrometeorological services.

Additionally, the AFB is a member of the Alliance for Hydromet Development. By developing of the Systematic Observations Financing Facility, which was one of the priorities of the Alliance, the Fund's IEs will be supported to identify and submit proposals on early warning systems for the Board's consideration, thus supporting the Fund's pipeline development.

(b) Planning: by 2030 all Parties have in place country-driven, gender-responsive, participatory and fully transparent NAPs, policy instruments, and planning

All projects funded by the AF are expected to align with national frameworks, such as NAPs. Although the AF does not specifically provide funding for the NAP process, each funded project includes a learning component that contributes valuable insights to the NAP process. Many countries have reported that AF-funded projects

<i>CMP or CMA decision</i>	<i>AFB response</i>
<p>processes and/or strategies, covering, as appropriate, ecosystems, sectors, people and vulnerable communities, and have mainstreamed adaptation in all relevant strategies and plans</p>	<p>have significantly improved the integration of climate-resilience strategies into local and national development plans. As at 30 June 2024, AF funding had facilitated the development or updating of 116 policies and strategies aimed at addressing climate change risks. Also, the first AF e-learning course on gender mainstreaming, which is accessible to the public free of charge in English, French and Spanish, is expected to help enhance capacities for gender mainstreaming throughout a project's life cycle.</p>
<p>(c) Implementation: by 2030 all Parties have progressed in implementing their NAPs, policies and strategies and, as a result, have reduced the social and economic impacts of the key climate hazards identified in the assessments referred to in paragraph 10(a) above</p>	<p>The AF portfolio continues to grow rapidly, with USD 1,218.50 million in grants committed to 176 concrete adaptation projects serving over 43 million beneficiaries in the most vulnerable countries and USD 2.1 million (49 projects) in readiness grants. These projects largely focus on the priority needs of countries expressed in national frameworks, including NAPs. Similarly, readiness grants support countries in building the capacity of national entities to facilitate their accreditation to the Fund, which in turn assists them in developing concrete projects from their NAPs for implementation. Additionally, the readiness grants enable NIEs to undertake project scale-up efforts and address environmental, social and gender-related risks.</p>
<p>(d) Monitoring, evaluation and learning: by 2030 all Parties have designed, established and operationalized a system for monitoring, evaluation and learning for their national adaptation efforts and have built the required institutional capacity to fully implement the system</p>	<p>The AF supports countries in building monitoring, evaluation and learning systems and long-term institutional capacity through initiatives like its readiness programme, which includes a webinar series on these topics. The Fund is exploring the possibility of providing a technical assistance grant for establishing monitoring, evaluation and learning systems, including support for capacity-building.</p>
	<p>Furthermore, the Fund provides a learning grant to help countries develop the capacity to institutionalize the learning and sharing of experience. This includes lessons learned from assessing funding, designing and implementing projects, and conducting monitoring, evaluation and learning. As at 30 June 2024, USD 713,487 had been approved for five projects under this programme. The learning grants support NIEs by enhancing their ability to study, document and disseminate practical lessons from adaptation interventions. Additionally, all 176 approved projects include a component or activities focused on knowledge management and a budget for monitoring and evaluation, which contributes to the establishment and operation of a robust monitoring, evaluation and learning system at the project level. Experience from this process is expected to contribute to building the institutional capacity needed to operationalize national efforts for monitoring, evaluation and learning systems.</p>

^a Available at <https://www.adaptation-fund.org/document/transboundary-approaches-to-climate-adaptation-lessons-learned-from-the-adaptation-funds-regional-projects-and-programmes/>.

^b Concepts and fully developed proposals submitted since 2020.

^c Cambodia, Comoros, Côte d'Ivoire, Fiji, Ghana, Jordan, Lao People's Democratic Republic, Lebanon, Madagascar, Malawi, Malaysia, Mongolia, Mozambique, Pakistan, Solomon Islands.

Annex X

Aggregation of actual results of completed Adaptation Fund projects across fund indicators

[English only]

During the reporting period, 42 projects were completed. The aggregated actual results for the core indicators of the Fund are contained in the table below.

Preliminary aggregation of actual results of completed projects for fund core indicators

<i>Preliminary indicators</i>	<i>Initial target</i>	<i>Comments</i>
Impact 1: reduction in vulnerability of communities and increased adaptive capacity of communities to respond to the impacts of climate change		
No. of direct beneficiaries	4.0 million	Number of direct/indirect beneficiaries is a conservative estimate, as it is not consistently reported (i.e. some projects report as no. of households)
No. of indirect beneficiaries	9.5 million	
No. of early warning systems	255	Includes projects targeting several small-scale early warning systems at the local level and one large regional system
Impact 2: Strengthened policies that integrate climate resilience strategies into local and national plans		
No. of policies introduced or adjusted to address climate change risks	89	Includes any policy whether at the local, regional or national level
Impact 3: Increased ecosystem resilience in response to climate change induced stresses		
Hectares of natural habitats created, protected, or rehabilitated/restored	1,558,824 ha	
Metres of coastline protected	24,757 m	

Annex XI

Financial report of the Adaptation Fund Trust Fund as at 30 June 2024, prepared by the trustee: supplemental report to the Adaptation Fund Board report to the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol and the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement¹

[English only]

I. Introduction

1. This report is produced by the World Bank as trustee (“Trustee”) for the Adaptation Fund (AF), in accordance with the Trustee’s role in the Adaptation Fund Trust Fund as set forth under paragraph 23 in the Appendix of Decision 1/CMP.4 of the CMP.
2. The decision states that: “The Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with financial reports of the Trust Fund annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), and provide records and accounts of the Trust Fund for audit by its external auditors annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board), in accordance with the policies and procedures of the Trustee. Furthermore, the Trustee shall prepare and furnish the Adaptation Fund Board with reports on the sale of the CERs for the Adaptation Fund and on the status of commitments and transfers of Trust Fund funds annually (or at any other such frequency agreed between the Trustee and the Adaptation Fund Board).”
3. The information contained in this Financial Report is based on financial information as of June 30, 2024.

II. Adaptation Fund Trust Fund Summary as of June 30, 2024

Certified Emission Reduction (CER) Sales and Donations

4. Cumulative resources pledged to AF Trust Fund including CER sales proceeds amounted to USD 1,868.55 million as of June 30, 2024. USD 215.83 million was received through CER sales proceeds and USD 1,489.88 million in donations, totalling cumulative receipts of USD 1,705.71 million as of June 30, 2024. Resources not yet received from Donors amounted to USDeq. 162.83 million, comprising USDeq. 98.78 million in pledges and USDeq. 64.05 million in donations receivable under the signed agreements.
5. An amount of USD 0.91 million was received from CER sales during fiscal year 2024.

Investment Income

6. As of June 30, 2024, the AF Trust Fund earned investment income of USD 121.43 million on the liquid balances in the AF Trust Fund. The AF Trust Fund liquid portfolio has returned 5.89% for fiscal year 2024.

Funding Approvals

7. Cumulative net funding decisions made by the AF Board through June 30, 2024, totalled USD 1,334.43 million, of which USD 1,224.49 million represents approvals for projects and programs.

¹ Reproduced as received from the AFB secretariat, with certain formatting modifications.

Cash Transfers

8. The Trustee has transferred a total of USD 858.84 million up to June 30, 2024, including USD 763.94 million related to programs, projects and fees.

Funds Held in Trust

9. Funds Held in Trust⁷² reflect proceeds from CER monetization, donations received and investment income, less cash transfers made to date. Funds Held in Trust as of June 30, 2024 amounted to USD 965.60 million, excluding USD 3 million set aside for operational reserve.

Funds available for AF Board funding decisions

10. Funds available to support AF funding decisions amounted to USD 489.70 million as of June 30, 2024, which is an increase of USD 130.98 million during fiscal year 2024.

III. AF Trust Fund Summary – Inception through June 30, 2024

In USD millions

	Total	% of Total
<u>CER Sales Proceeds, Pledges and Donations</u>		
CER Sales Proceeds	215.83	11.6%
Donations	1,553.94	83.2%
Pledges	98.78	5.3%
Total CER Sales Proceeds and Donations	1,868.55	100.0%
<u>Cumulative Resources</u>		
<u>Resources received</u>		
CER Sales Proceeds	215.83	10.8%
Donations	1,489.88	74.9%
Investment Income earned	121.43	6.1%
Total Resources Received	1,827.14	91.8%
<u>Resources not yet received</u>		
Donations not yet received	64.05	3.2%
Pledges	98.78	5.0%
Total resources not yet received	162.83	8.2%
Total Potential Resources (A) (in USD millions)	1,989.97	100.0%
<u>Cumulative Funding Decisions</u>		
Programs, Projects and Fees (MIE)	758.11	56.8%
Programs, Projects and Fees (NIE)	259.61	19.5%
Programs, Projects and Fees (RIE)	206.77	15.5%
Administrative Budget	109.95	8.2%
Total Funding Decisions Net of Cancellations (B)	1,334.43	100.0%
Total Potential Resources Net of Funding Decisions (A) - (B)	655.54	
Total Potential Resources Net of Funding Decisions and Operational Reserve	652.54	
<u>Funds Available</u>		
Funds Held in Trust with no restrictions	965.60	
Approved Amounts Pending Cash Transfers	475.89	
Total Funds Available to Support AF Board Decisions	489.70	

Note: sub-totals may not add up to due to rounding

⁷² Funds Held in Trust represents balance of cash, investments and uncashed promissory notes (if any) as of the reporting date.

IV. CER Sales and Monthly Average Price

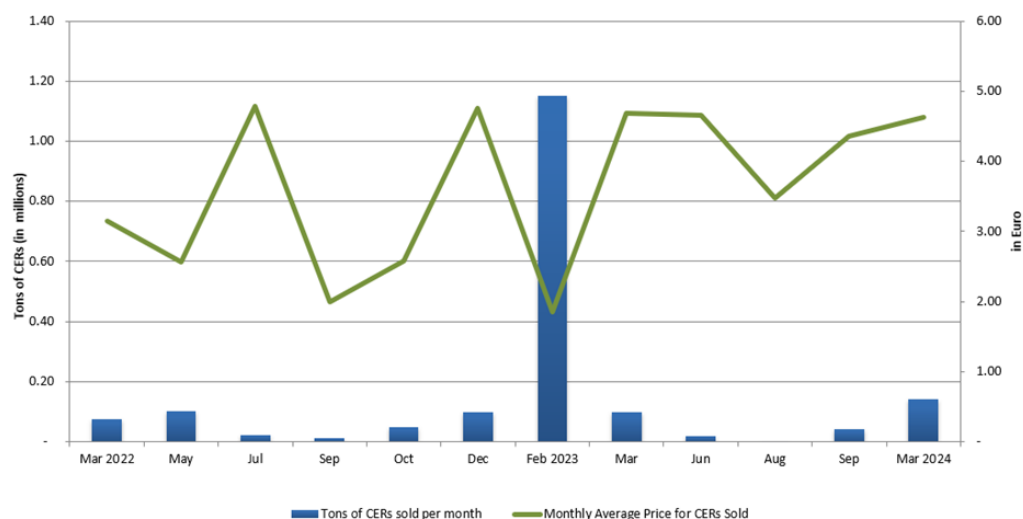
Calendar Year	CER balance a/	CER sales	Proceeds USD (millions)
2009-2021	9,667,321	32,851,278	211.27
2022			
Q1	10,116,051	73,450	0.26
Q2	10,806,263	101,388	0.27
Q3	11,441,149	32,192	0.13
Q4	12,242,523	143,956	0.60
2023			
Q1	11,740,960	1,150,634	2.30
Q2	12,145,341	18,200	0.09
Q3	12,317,550	42,974	0.20
Q4	12,567,183	-	-
2024			
Q1	12,568,165	141,600	0.71
Q2	12,588,070	-	-
Total		34,555,672	215.83

a/ in registries at period-end

CER SALES PROCEEDS

11. This table shows the proceeds from CER sales received into the AF Trust Fund. See Annex for more details.

12. The Trustee has generated revenues of USD 215.83 million through CER sales since the start of the CER monetization program in May 2009.



13. This chart presents the number of tons of CERs sold per month and the monthly average price obtained by the Trustee for a ton of CER sold between March 2022 and June 2024. During fiscal year 2024, the Trustee sold 0.18 million tons of CERs and generated USD 0.91 million in CER proceeds. The average price achieved during fiscal year 2024 was EUR 4.55 or USD 4.92 per ton.

Donations (in millions)

Donor	Currency	Pledge in Currency of Contribution	Effective (or signed) Donation	Receipts in Currency of Contribution	Donations Receivable in USDeq. a/	Receipts in USD b/
Austria	EUR	20.50	20.50	20.50	-	22.21
Austria	USD	5.00	5.00	5.00	-	5.00
Belgium	EUR	1.50	1.50	1.50	-	1.65
Belgium (Flanders)	EUR	11.95	11.95	11.95	-	13.09
Belgium (Walloon Region)	EUR	35.89	32.10	32.10	-	35.79
Belgium (Brussels Capital Region)	EUR	10.74	10.74	10.74	-	12.26
Canada	CAD	10.00	10.00	10.00	-	7.30
Canada (Quebec)	CAD	33.00	33.00	33.00	-	24.93
Corporacion Andina de Fomento	USD	0.06	0.06	0.06	-	0.06
Denmark	DKK	100.00	-	-	-	-
European Commission	EUR	100.00	100.00	50.00	53.55	54.47
Finland c/	USD	0.07	0.07	0.07	-	0.07
Finland	EUR	12.00	12.00	12.00	-	14.71
France c/	USD	0.05	0.05	0.05	-	0.05
France	EUR	40.00	35.00	35.00	-	38.87
Germany	EUR	560.00	560.00	560.00	-	641.94
Iceland	USD	1.38	1.38	1.38	-	1.38
Iceland	ISK	255.00	255.00	85.00	1.22	0.63
Ireland	EUR	23.70	23.70	17.70	6.43	19.17
Italy	EUR	61.00	61.00	61.00	-	71.65
Japan c/	USD	0.01	0.01	0.01	-	0.01
Japan	USD	12.04	12.04	12.04	-	12.04
Korea	KRW	3,600.00	3,600.00	2,400.00	0.87	1.78
Luxembourg	EUR	3.00	3.00	3.00	-	3.16
Monaco	EUR	0.01	0.01	0.01	-	0.01
New Zealand	NZD	18.00	18.00	18.00	-	11.21
Norway c/	USD	0.09	0.09	0.09	-	0.09
Norway	NOK	455.00	455.00	433.83	1.99	45.93
Poland	USD	1.00	1.00	1.00	-	1.00
Portugal	EUR	1.00	1.00	1.00	-	1.06
Qatar	USD	0.50	0.50	0.50	-	0.50
Slovenia	EUR	0.03	0.03	0.03	-	0.04
Spain	EUR	118.00	118.00	118.00	-	133.33
Sweden	SEK	1,685.00	1,685.00	1,685.00	-	195.68
Switzerland c/	USD	0.08	0.08	0.08	-	0.08
Switzerland	CHF	38.00	38.00	38.00	-	40.54
United Kingdom	GBP	25.00	25.00	25.00	-	33.14
United Nations Foundation	USD	-	0.07	0.07	-	0.07
UNFCCC Secretariat	USD	20.00	20.00	20.00	-	20.00
United States	USD	100.00	25.00	25.00	-	25.00
Others	GBP	-	0.00	0.00	-	0.00
Others	EUR	-	0.00	0.00	-	0.00
Total					64.05	1,489.88

a/ Valued on the basis of exchange rates as of June 30, 2024

b/ Represents actual USD receipts.

c/ Donation corresponds to the Donor's pro-rata share of the balance in the Administrative Trust Fund

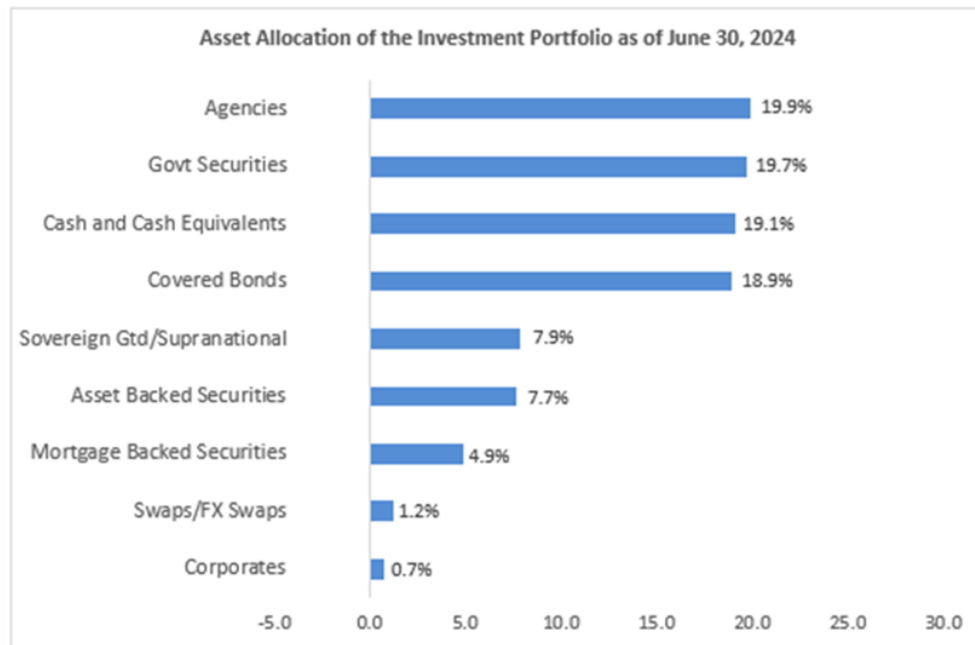
V. Asset Mix and Investment Income

ASSET MIX

14. The undisbursed cash balance of the AF Trust Fund is maintained in a commingled investment portfolio ("Pool") for all trust funds managed by the World Bank. AF Trust Fund assets are invested in short term, high quality fixed income portfolio with an investment horizon of up to one year.

15. The investment objectives for the AF Trust Fund are to optimize investment returns subject to preserving capital and maintaining adequate liquidity to meet foreseeable cash flow needs, within a conservative risk management framework.⁷³

16. The portfolio allocation by asset class has the largest allocations to agencies and government securities.

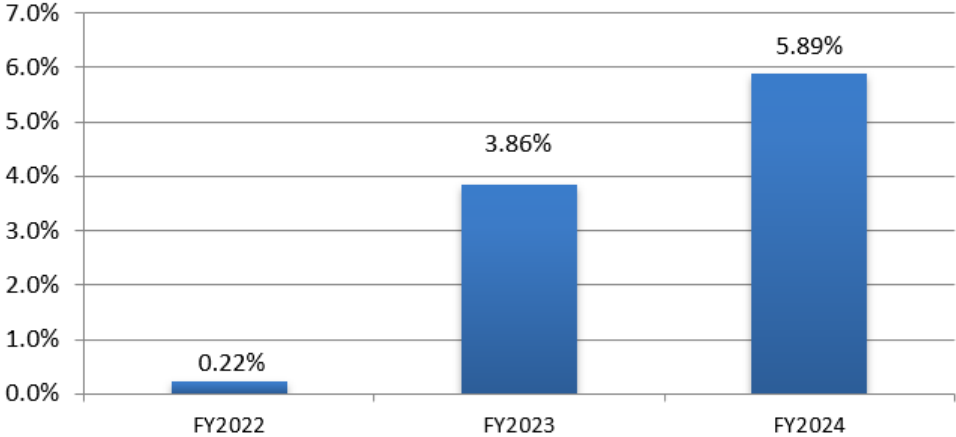


INVESTMENT RETURNS

17. Fixed income portfolio performance was positive during the fourth quarter of FY2024. Fourth quarter of fiscal year 2024 started with sharp spikes in treasury yields owing to upward surprises in inflation and economic activity resulting in markets pricing just one interest rate cut in 2024. The US 10-year treasury yields spiked 48 bps to 4.68% in April. US Treasury yields declined during May as inflation came in lower than expected. Fed officials maintained the need to see sustained improvement in inflation towards the 2% target before any changes to the monetary policy. Further softening of inflation and economic data in June lead to rates rally and heightened market expectations that the Fed is closer to achieving its 2% inflation target, which could open the door to interest rate cuts. Treasury yields were 10-15 bps lower across the curve with Ten-year yields getting as low as 4.22% during the month. The fixed income portfolios continue to be duration neutral to the benchmark.

18. The AF Trust Fund liquid portfolio earned USD 121.43 million in investment income since inception. The portfolio returns during fiscal year 2024 was 5.89%.

⁷³ World Bank defines the market risk measures and tolerances for Model Portfolios of 1-year or less investment horizon as 99% CVaR be no worse than -0.25%; and for Model Portfolios of longer than 1-year but less or equal to 5-year investment horizon as 99% CVaR be no worse than -1%.



VI. Cumulative Funding Decisions as of June 30, 2024 (breakdown by types of Implementing Entities)

(In USD Millions)

<u>1. Programs, Projects and Fees</u>	<u>MIE/RIE/NIE</u>	<u>MIE</u>	<u>RIE</u>	<u>NIE</u>		1,224.49
Antigua and Barbuda	ABED	-	-	10.00	a/	
Argentina	UCAR	-	-	5.38	a/	
Argentina	WB	4.22	-	-		
Armenia	EPIU	-	-	4.09	a/	
Bangladesh	UNDP	10.00	-	-		
Belize	WB	5.63	-	-		
Belize	PACT	-	-	9.10	a/ d/	
Benin	FNE	-	-	2.99	a/	
Bhutan	BTFEC	-	-	10.05	a/ d/	
Cambodia	UNEP	4.95	-	-		
Cambodia	UN HABITAT	15.00	-	-		
Cameroon	IFAD	9.98	-	-		
Central African Republic	IFAD	10.00	-	-		
Chile	AGCI	-	-	9.99	a/	
Colombia	UNDP	8.52	-	-		
Congo	WFP	10.00	-	-		
Cook Islands	UNDP	5.38	-	-		
Cook Islands	MFEM	-	-	3.00		
Costa Rica	FDS	-	-	20.05	a/	
Cote d'Ivoire	IFAD	6.00	-	-		
Cote d'Ivoire	FIRCA	-	-	4.10	a/	
Cuba	UNDP	6.07	-	-		
Djibouti	UNDP	4.66	-	-		
Djibouti	IFAD	5.34	-	-		
Dominican Republic	IDDI	-	-	9.98	a/	
Ecuador	WFP	7.45	-	-		
Ecuador	CAF	-	2.49	-		
Egypt	WFP	9.98	-	-		
El Salvador	UNDP	8.48	-	-		
Eritrea	UNDP	6.52	-	-		
Ethiopia	MOFEC	-	-	9.99		
Fiji	UN HABITAT	4.24	-	-		
Fiji	SPC	-	5.71	-		
Gambia	WFP	10.00	-	-		
Georgia	UNDP	5.32	-	-		
Georgia	IFAD	14.49	-	-		
Ghana	UNDP	8.29	-	-		
Guatemala	UNDP	5.43	-	-		
Guinea Bissau	BOAD	-	9.98	-		
Haiti	UNESCO	9.92	-	-		
Honduras	UNDP	10.00	-	-		
Honduras	CASM	-	-	4.05	a/	
India	NABARD	-	-	9.98	a/	
Indonesia	KEMITRAAN	-	-	10.27	a/	
Iraq	IFAD	10.00	-	-		
Jamaica	PIOJ	-	-	10.00	a/	
Jordan	MOPIC	-	-	9.26	a/	

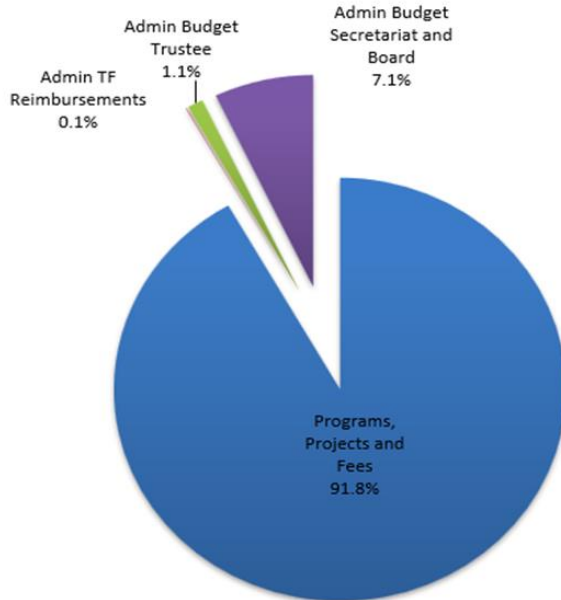
1. Programs, Projects and Fees	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE	
<i>(continued)</i>					
Kenya	NEMA	-	-	10.00	
Kyrgyz Republic	IFAD	10.00	-	-	
Lao, PDR	UN HABITAT	17.56	-	-	
Lebanon	IFAD	7.86	-	-	
Lesotho	WFP	10.00	-	-	
Liberia	IFAD	9.59	-	-	
Libya	IFAD	10.00	-	-	
Madagascar	UNEP	5.10	-	-	
Malawi	WFP	9.99	-	-	
Malaysia	UN HABITAT	10.00	-	-	
Maldives	UNDP	8.99	-	-	
Mali	UNDP	8.53	-	-	
Mauritania	WFP	7.56	-	-	
Mauritius	UNDP	9.12	-	-	
Mexico	IMTA	-	-	0.05	a/
Micronesia	SPREP	-	9.00	-	
Micronesia	MCT	-	-	1.00	a/
Moldova	IFAD	6.01	-	-	
Mongolia	UNDP	5.50	-	-	
Mongolia	UN HABITAT	12.46	-	-	
Montenegro	IFAD	10.00	-	-	
Morocco	ADA	-	-	10.00	a/
Myanmar	UNDP	7.91	-	-	
Namibia	DRFN	-	-	5.11	a/ d/
Nauru	SPC	-	8.00	-	
Nepal	WFP	9.53	-	-	
Nicaragua	UNDP	5.50	-	-	
Nicaragua	WFP	10.00	-	-	
Niger	BOAD	-	9.91	-	
Niger	BAGRI	-	-	0.05	a/
Pakistan	UNDP	3.91	-	-	
Pakistan	UN HABITAT	6.09	-	-	
Panama	FN	-	-	10.00	a/
Papua New Guinea	UNDP	6.53	-	-	
Papua New Guinea	SPC	-	10.00	-	
Paraguay	UNEP	7.13	-	-	
Peru	PROFONANPE	-	-	12.00	
Peru	CAF	-	7.58	-	
Rwanda	MINIRENA	-	-	15.10	a/ c/
Samoa	UNDP	8.72	-	-	
Senegal	CSE	-	-	9.64	a/
Seychelles	UNDP	6.46	-	-	
Sierra Leone	IFAD	9.92	-	-	
Solomon Islands	UNDP	5.53	-	-	
Solomon Islands	UN HABITAT	4.40	-	-	
South Africa	SANBI	-	-	9.93	a/
Sri Lanka	WFP	7.99	-	-	
Sri Lanka	UN HABITAT	2.00	-	-	
St. Lucia	CDB	-	9.86	-	
Syria	UN HABITAT	10.00	-	-	

1. Programs, Projects and Fees	MIE/RIE/NIE	MIE	RIE	NIE	
<i>(continued)</i>					
Tajikistan	UNDP	10.00	-	-	
Tanzania	UNEP	5.01	-	-	
Tanzania	NEMC	-	-	5.03	a/
Trinidad and Tobago	CAF	-	10.00	-	
Tunisia	IFAD	10.00	-	-	
Turkmenistan	UNDP	2.93	-	-	
Tuvalu	MFED	-	-	0.05	a/
Uganda	OSS	-	7.75	-	
Uganda	MWE	-	-	9.60	a/ d/
Uruguay	ANII	-	-	10.00	a/
Uruguay	CAF	-	10.00	-	
Uzbekistan	UNDP	5.42	-	-	
Vietnam	UN HABITAT	6.35	-	-	
Zimbabwe	UNESCO	5.00	-	-	
Zimbabwe	EMA	-	-	5.04	a/ d/
Regional		177.64	106.49	-	a/ b/
Accreditation Support		-	-	1.52	
Technical Assistance		-	-	0.51	
Innovation & Learning		50.04	-	2.72	
Sub-Total by IE type		758.11	206.77	259.61	
% Total Programs, Projects & Fees		62%	17%	21%	
2. Administrative Budget					109.95
AF Administrative Trust Fund				0.69	
Administrative Budget - Trustee				14.79	
Administrative Budget - AF Board and Secretariat				94.46	
3. Total Funding Decisions (3 = 1 + 2)					1,334.43
a/ Includes approved Project Formulation Grant amounts					
b/ Includes approved regional projects					
c/ Includes approved grant application to develop a scale-up proposal					
d/ Includes approved Project Formulation Assistance amounts					

Note: totals may not add up to due to rounding

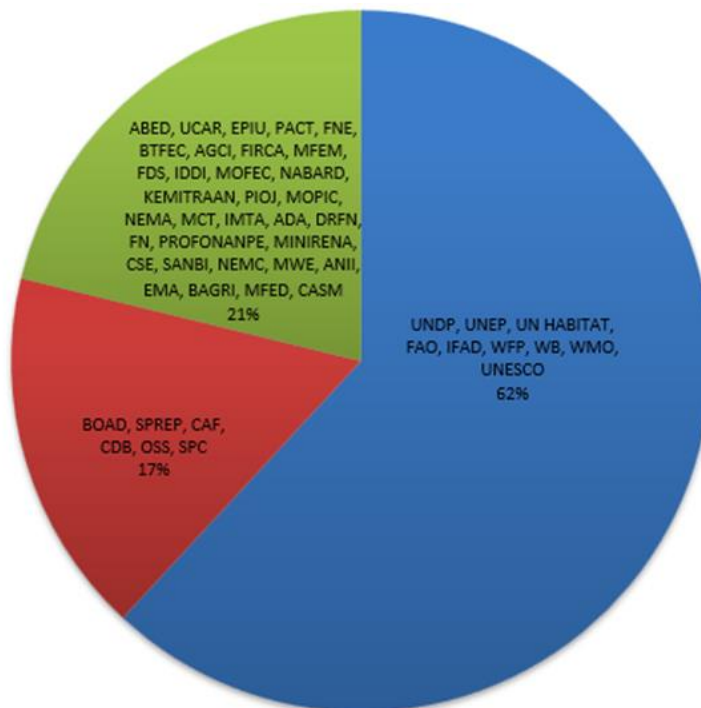
A. CUMULATIVE FUNDING DECISIONS

1. Since inception to June 30, 2024 funding approvals made by the AF Board amounted to USD 1,155.48 million.



B. FUNDING DECISIONS BY NIE/RIE/MIE

2. Funding decisions by NIE/RIE/MIE show the cumulative funding decisions related to programs and projects. To date, cumulative funding decisions to NIEs/RIEs/MIEs amount to USD 1,224.49 million.



VII. Funds Available

In USD millions

	As of June 30, 2024 (a)	As of March 31, 2024 (b)	Change since last report (a) - (b)
1. Cumulative Receipts	1,827.14	1,785.92	41.21
a. Cash receipts from CER proceeds	215.83	215.83	-
b. Cash receipts from Donors and Other Sources	1,489.88	1,462.08	27.80
c. Investment Income earned	121.43	108.01	13.41
2. Cumulative Cash Transfers	858.54	831.33	27.21
a. Programs, Projects and Fees	763.94	736.82	27.12
b. Operational Expense	94.60	94.50	0.09
3. Funds Held in Trust (3 = 1 - 2)	968.60	954.59	14.00
4. Operational Reserve	3.00	3.00	-
5. Funding Decisions Pending Cash Transfer	475.89	405.76	70.13
6. Funds available to support AF Board funding decisions (6 = 3 - 4 - 5)	489.70	545.83	(56.13)

Note: sub-totals may not add up due to rounding

VIII. Detailed CER Monetization Record

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee (in EUR)	Total EUR	Actual USD
2009	Q2	OTC	1,100,000	11.85	13,030,000	18,244,887
		Exchange	20,000	10.79	215,700	302,455
	Q3	OTC	-	-	-	-
		Exchange	80,000	13.16	1,044,000	1,519,280
Q4	OTC	400,000	12.41	4,965,000	7,372,659	
	Exchange	450,000	13.02	5,860,600	8,689,141	
2010	Q1	OTC	1,300,000	11.93	15,505,000	21,219,352
		Exchange	420,000	11.59	4,867,200	6,734,673
	Q2	OTC	1,570,000	13.17	20,684,500	26,768,710
		Exchange	895,000	13.07	11,693,600	15,068,497
	Q3	OTC	700,000	13.51	9,454,000	12,049,753
		Exchange	540,000	12.67	6,839,600	8,866,433
	Q4	OTC	-	-	-	-
		Exchange	560,000	12.48	6,991,500	9,511,362
2011	Q1	OTC	300,000	12.83	3,847,500	5,437,099
		Exchange	180,000	11.44	2,059,000	2,746,051
	Q2	OTC	500,000	13.02	6,509,000	9,357,538
		Exchange	315,000	12.53	3,946,900	5,662,845
	Q3	Auction	200,000	12.52	2,504,000	3,567,699
		OTC	-	-	-	-
	Q4	Exchange	390,000	8.81	3,434,600	4,803,998
		OTC	-	-	-	-
2012	Q1	Exchange	40,000	7.79	311,400	418,332
		OTC	-	-	-	-
	Q2	Exchange	400,000	4.37	1,748,100	2,306,972
		OTC	250,000	3.67	921,500	1,158,337
	Q3	Exchange	1,681,000	3.81	6,411,770	8,251,269
		OTC	-	-	-	-
	Q4	Exchange	1,614,000	2.95	5,006,550	6,224,091
		OTC	6,000	1.05	6,300	8,027
2013	Q1	Exchange	959,000	1.38	1,317,480	1,698,951
		OTC	1,498,000	0.13	190,280	254,006
	Q2	Exchange	-	-	-	-
		OTC	144,303	0.43	62,050	82,030
	Q3	Exchange	-	-	-	-
		OTC	300,000	0.71	212,000	286,740
	Q4	Exchange	-	-	-	-
		OTC	1,800,000	0.49	868,000	1,181,238
2014	Q1	Exchange	-	-	-	-
		OTC	655,000	0.36	216,900	293,664
	Q2	Exchange	-	-	-	-
		OTC	1,478,000	0.19	259,230	335,597
	Q3	Exchange	-	-	-	-
		OTC	550,594	1.37	129,644	165,652
	Q4	Exchange	-	-	-	-
		OTC	789,680	1.35	166,494	208,182
		Exchange	-	-	-	-

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee (in EUR)	Total EUR	Actual USD
	<i>(continued)</i>					
2015	Q1	OTC	1,696,880	1.70	2,886,627	3,175,996
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	97,415	2.56	249,430	279,669
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	574,273	0.20	113,720	130,493
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,327,170	0.95	1,260,042	1,371,219
		Exchange	-	-	-	-
2016	Q1	OTC	72,135	4.16	299,802	327,512
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	65,491	6.75	442,164	499,286
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	23,988	10.93	262,117	293,240
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	286,362	0.73	208,473	223,416
		Exchange	-	-	-	-
2017	Q1	OTC	40,047	13.00	520,486	562,913
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	10,647	14.00	149,098	163,450
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	11,039	12.71	140,325	168,532
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	373,491	1.34	498,932	584,781
		Exchange	-	-	-	-
2018	Q1	OTC	29,450	14.05	413,633	506,386
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	18,468	14.26	263,435	315,047
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	3,514	14.25	50,080	58,508
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	37,403	2.72	101,580	114,445
		Exchange	-	-	-	-
2019	Q1	OTC	549,451	2.39	1,313,449	1,490,948
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	18,440	17.17	316,563	355,134
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	11,508	18.64	214,493	240,063
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,515,101	1.25	1,886,588	2,065,652
		Exchange	-	-	-	-
2020	Q1	OTC	29,916	11.34	339,331	378,092
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	28,833	20.41	588,604	641,576
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	59,912	5.03	301,524	349,949
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,774,791	0.94	1,671,840	2,014,753
		Exchange	-	-	-	-

	Calendar Quarter	Sale Method	Quantity	Quarterly Average Price Achieved by the Trustee (in EUR)	Total EUR	Actual USD
	<i>(continued)</i>					
2021	Q1	OTC	288,717	3.66	1,055,443	1,270,750
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	1,600	1.05	1,682	2,000
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	121,255	1.95	236,676	279,018
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	1,698,404	1.36	2,301,453	2,609,894
		Exchange	-	-	-	-
2022	Q1	OTC	73,450	3.15	231,305	255,484
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	101,388	2.56	259,945	273,748
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	32,192	3.83	123,180	127,684
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	143,956	4.04	582,149	603,423
		Exchange	-	-	-	-
2023	Q1	OTC	1,150,634	1.85	2,127,077	2,302,528
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	18,200	4.66	84,809	91,000
		Exchange	-	-	-	-
	Q3	OTC	42,974	4.32	185,819	199,607
		Exchange	-	-	-	-
	Q4	OTC	-	-	-	-
		Exchange	-	-	-	-
2024	Q1	OTC	141,600	4.62	653,498	708,000
		Exchange	-	-	-	-
	Q2	OTC	-	-	-	-
		Exchange	-	-	-	-
Total			34,555,672		163,614,770	215,829,712

a/ net of EUR 10,000 exchange fees

Glossary

Implementing Entity	Official Name of the Entity
ABED	Antigua and Barbuda Department of Environment
ADA	Agence pour le Developpement Agricole – Morocco
AGCI	Agencia de Cooperación Internacional - Chile
BOAD	West African Development Bank
BT FEC	Bhutan Trust Fund for Environment Conservation
CAF	Development Bank of Latin America
CDB	Caribbean Development Bank
CSE	Centre de Suivi Ecologique - Senegal
EMA	Environmental Management Agency - Zimbabwe
EPIU	Environmental Project Implementation Unit - Armenia
FDS	Fundecooperacion Para el Desarrollo Sostenible – Costa Rica
FN	Fundación Natura - Colombia
FNE	Fonds National pour l'Environnement – Benin
IDB	Inter-American Development Bank
IDDI	Dominican Institute of Integral Development
IFAD	International Fund for Agricultural Development
KEMITRAAN	Partnership for Governance Reform in Indonesia
MFEM	Ministry of Finance and Economic Management – Cook Islands
MIE	Multilateral Implementing Entity
MINIRENA	Ministry of Natural Resources - Rwanda
MOFEC	Ministry of Finance and Economic Cooperation – Ethiopia
MOPIC	Ministry of Planning and International Cooperation – Jordan
MWE	Ministry of Water and Environment – Uganda
NABARD	National Bank for Agriculture and Rural Development – India
NEMA	National Environment Management Authority - Kenya
NEMC	National Environment Management Council - Tanzania
NIE	National Implementing Entity
OSS	Sahara and Sahel Observatory
PACT	Protected Areas Conservation Trust
PIOJ	Planning Institute of Jamaica
PROFONANPE	Peruvian Trust Fund for National Parks and Protected Areas
RIE	Regional Implementing Entity
SANBI	South African National Biodiversity Institute
SPREP	Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme
UCAR	Unidad para el Cambio Rural – Argentina
UN HABITAT	United Nations Human Settlements Program
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
UNESCO	United Nations Educational Scientific and Cultural Organization
UNFCCC	United Nations Framework Convention on Climate Change
WB	World Bank – International Bank for Reconstruction and Development and International Development Association
WMO	World Meteorological Organization
WFP	United Nations World Food Program